

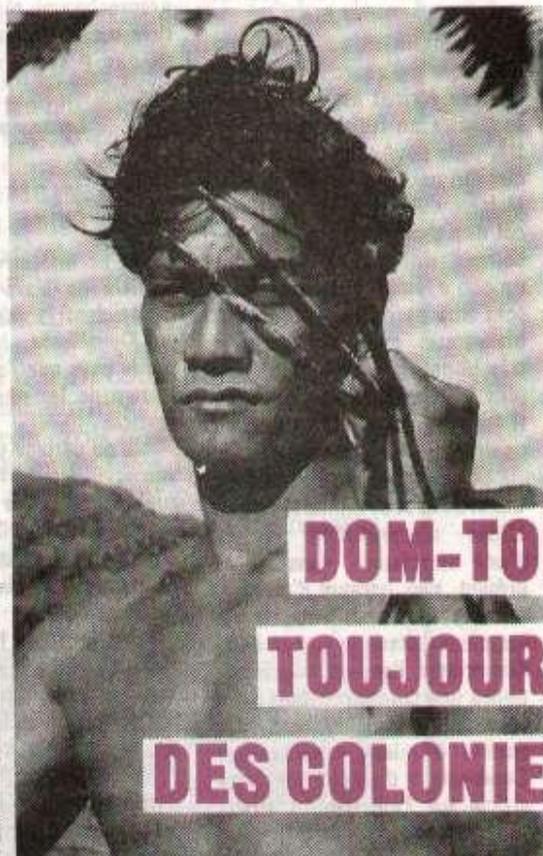
TRAVAILLEURS

PARTI COMMUNISTE MARXISTE LÉNINISTE



MENSUEL — N° 2 — Octobre 1982 — 9,00 F

CHOMAGE LE FLEAU



**DOM-TOM
TOUJOURS
DES COLONIES**



**DROITE
LA CROISADE DES NAUFRAGEURS**

Les lecteurs nous écrivent ...

PRÉSENTATION UN PEU «FOUILLIS»... DES ARTICLES DOCUMENTÉS

Voilà un nouveau journal sorti, *Travailleurs*. Après l'avoir lu avec attention, voilà quelques réflexions : d'abord la présentation, le format est pratique, le sommaire en fin de journal est très utile pour retrouver les articles qui nous intéressent le plus. Mais vouloir dans un seul journal dire tant de choses nuit à la compréhension. Le journal fait un peu «fouillis»; les caractères sont trop petits, les photos sont bienvenues mais pas toujours très bonnes; je n'aime pas non plus les encarts trop fréquents. Il faut soigner la présentation, la rendre plus lisible, plus agréable.

Le contenu, me direz-vous? Les articles sont d'intérêt inégal. L'idée d'approfondir la vie d'une association, dans le cas présent «les parents d'élèves», est une idée excellente, la vie associative étant le garant de la démocratie; j'attends avec impatience une continuité dans cette voie. Que d'associations à connaître, à mieux comprendre! Entièrement d'accord sur votre article sur l'austérité. L'article sur la Chine me paraît trop technique et ne peut intéresser que des politiques avertis.

Tous les articles sont bien documentés et chaque travailleur peut trouver dans ce journal, sans partager obligatoirement vos opinions politiques, la possibilité d'analyser, de mieux comprendre les grands problèmes actuels.

Important : il manque une page culturelle!!!

Ce n'est que le premier *Travailleurs*, attendons les autres, écrire c'est pour être compris des autres ne l'oubliez pas trop.

Bon courage quand même.

Une lectrice exigeante
Y.D.

DEUX CRITIQUES

Le premier numéro de *Travailleurs* a intéressé les camarades et sympathisants. Deux critiques cependant. D'une camara-

de de Thomson : il est trop gros donc difficile à lire même si elle comprend que n'étant que mensuel on veuille y dire un maximum de choses. Un camarade «reproche» au rédacteur de l'article sur la Yougoslavie d'éviter de dire si ce pays est socialiste ou non.

Les camarades d'Angers

PLUS D'IMAGES D'ÉPINAL SUR LA CHINE

Je ne me retrouve pas dans l'article de Marc Perrin sur la Chine dans le premier numéro de *Travailleurs*. Je ne retrouve pas le pays que j'ai visité quand je regarde les photos illustrant l'article.

Je ne partage pas le point de vue idyllique de l'auteur. Je ne supporte plus ces images d'Épinal sur la Chine. Oui, il est juste d'expliquer la nouvelle politique économique de la Chine et les résultats qu'elle permet mais parlons aussi de l'immense travail qui reste à faire, des problèmes qui se posent et cela non pas en quelques lignes pour ne pas être taxé de «bénévoles» mais en essayant, en toute modestie certes, vu la complexité du problème, d'apporter des éléments objectifs.

Ce qui m'a marqué encore

plus cette année en y retournant c'est que c'est un pays qui fonctionne, qui «marche» (les services sont assurés, très souvent dans de bonnes conditions, les équipements et infrastructures sont développés : routes, voies ferrées...), qui travaille (la campagne chinoise, les usines aussi bien dans les communes populaires que dans les villes...), mais surtout ce qui marque c'est que c'est encore un pays pauvre, très pauvre même sur certains aspects (transports, mécanisation, logements) ou dans certaines régions.

C'est vrai que la Chine se développe et il faut en témoigner. (...) C'est vrai que la circulation devient impossible entre autres du fait du nombre de bicyclettes mais il est toujours dur de voir les Chinois peiner à tirer de lourdes charrettes ou à porter des palanques. Des usines modernes sont construites, mais combien d'ateliers où les travailleurs s'entassent sans conditions de sécurité, d'hygiène... Il y a des chantiers de construction, mais ce qui domine et de loin est l'habitat traditionnel très pauvre (parfois misérable même à la limite du bidonville) et très petit (n'oublions pas que la plupart des Chinois n'ont que 4 à 5 m² par personne), très sou-

vent sans eau et loin du lieu de travail : le retard accumulé est très lourd en ce domaine.

Des emplois sont créés mais le chômage ne concerne pas que les jeunes. Les petits métiers se développent partout (les personnes qui vendent quelques objets artisanaux, réparent un cartable ou une fermeture-éclair, gonflent les vélos, gagnent-elles 60 yuans par mois? Ont-elles une couverture sociale? (...))

Ne présentons pas une Chine comme le PCF a présenté l'URSS. Ne tordons pas non plus le bâton dans l'autre sens en ne mettant en évidence que les aspects négatifs ou les problèmes non encore réglés par la RPC et son parti communiste.(...)

J.P.

ET LE DROIT DE GREVE?

L'article sur la Chine dans *Travailleurs*...

Quel intérêt avons-nous à ne pas dire nos inquiétudes sur l'interdiction du droit de grève (alors que nous avions signalé à l'époque que c'était une grande victoire), alors qu'il est certain que n'importe quel syndicaliste qui lira cet article posera la question... Les autruches seraient-elles marxistes sans le savoir?

D.P.

Faire face

Étrange rentrée que cette rentrée 82. Les petits patrons occupent la rue, avec flambeaux de triste mémoire; les leaders de la droite parlent haut et fort, alors que les travailleurs dans leur grande masse, eux qui doivent se serrer la ceinture un peu plus et s'interroger sur l'avenir, restent presque muets et désorientés.

Faut-il baisser les bras devant les arguments qui disent la crise fatale, les restrictions obligées et le partage entre tous la seule issue possible? Qu'ont-ils à partager, ces deux millions de sans travail, ces dizaines de milliers de licenciés en instance, ces millions de smicards, sinon angoisses et difficultés? Solidaires ils le sont, dans le dénuement et l'adversité, et parfois dans le combat. Mais payer les réinvestissements pour des profits patronaux maximum, payer les liquidations d'entreprises pour le redéploiement impérialiste dans le monde, ce n'est pas leur affaire, ce n'est pas notre affaire. Des solutions existent qui ne spolient pas les travailleurs : les superprofits des trusts pharmaceutiques peuvent payer le déficit de la Sécurité sociale; une réorientation de l'économie hors des contraintes du marché impérialiste mondial, en solidarité avec le Tiers Monde, ouvrirait d'autres perspectives.

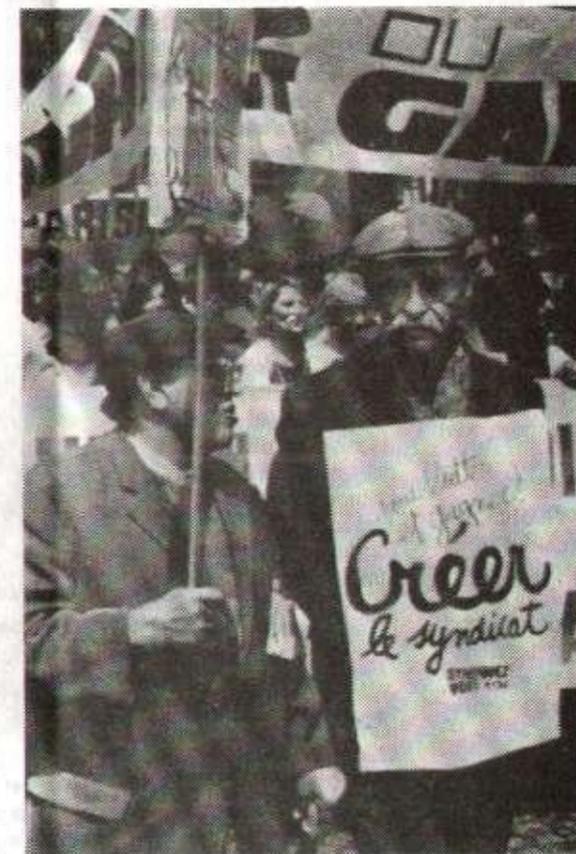
Faut-il cesser d'exprimer nos revendications, nos espoirs et nos désaccords de crainte d'apporter de l'eau au moulin de la droite? Faut-il désespérer de tout et de tous car le combat contre l'austérité qui aurait mobilisé des centaines de milliers d'hommes et de femmes hier, reste encore aujourd'hui isolé et timide? Tout au contraire, baisser les bras, c'est laisser le champ libre aux forces du grand capital et aux forces réactionnaires. Jamais l'organisation des travailleurs n'a été un enjeu si vital, si décisif pour leur avenir, alors même que s'amplifie la rumeur selon laquelle travailleurs et patrons auraient les mêmes intérêts face à la crise? Il faut bannir le fatalisme et le repli sur soi; on ne s'en sortira pas par des solutions individuelles ou de la résignation. Il faut, plus que jamais, s'organiser, se syndiquer, agir au niveau du quartier, de l'école, de l'immeuble car seule la mise en commun des idées, des énergies, des volontés constitue une force.

Certes, il y a des désillusions, des déceptions et des rancœurs; certes les stratégies et

les propositions des uns et des autres sont différentes. Faut-il pour autant continuer à marcher en ordre dispersé et passer plus de temps à se faire des procès entre syndicats plutôt que de faire face ensemble sur la base des intérêts des travailleurs?

Faire face, c'est notre choix, qui s'appuie sur une confiance profonde dans les travailleurs, dans leur organisation, dans leur sens de l'unité, dans leur compréhension progressive d'une situation, certes nouvelle, certes difficile, où tout abandon, toute démission du combat collectif constituent un renfort aux forces patronales et réactionnaires. Faire face, c'est lutter à leurs côtés, au milieu d'eux contre les licenciements, pour un travail pour tous, pour le droit à la santé pour tous, pour une vie décente; faire face, c'est réfléchir ensemble, en regardant plus loin, sur les voies et les moyens d'en sortir de manière durable et décisive.

Camille GRANOT



PCML Flash
hebdomadaire

Presse d'aujourd'hui
B.P. 90 - 75962 Paris Cedex 20
Tel. 16 (1) 306 71 53

TRAVAILLEURS
mensuel

BULLETIN D'ABONNEMENT

6 mois : 80,00F
soutien : 100,00F

12 mois : 150,00F
soutien : 200,00F

Règlement par chèque bancaire ou postal à l'ordre de : Presse d'Aujourd'hui - B.P. 90 - 75962 Paris Cedex 20

Ecrire dans les cases en MAJUSCULES; ne rien inscrire hors des cases.

Nom ou raison sociale _____
Rue ou lieu-dit _____
Bureau non distributeur _____
Code postal _____
Bureau distributeur _____

Si vous êtes déjà abonné, renvoyez votre étiquette corrigée s'il y a lieu.

QUAND DEUX AFFAIRES SE REJOIGNENT

Chacun se souvient de la levée de boucliers, de la droite bon teint à FO, qui a suivi le « suicide » de René Lucet, directeur de la CPAM des Bouches-du-Rhône. Le Parti communiste, la CGT avaient été accusés d'avoir monté une cabale contre cet homme « intègre et droit ». Nicole Questiaux, alors ministre de la Solidarité nationale, qui avait pris des sanctions contre lui suite aux résultats d'une enquête sur sa gestion, avait été accusée de l'avoir poussé à se tuer. Sentencieux et sûr de lui, Bergeron affirmait : « René Lucet a été victime d'une campagne de calomnie »... et, surtout, de deux balles dans la tête.

Une enquête, ouverte pour rechercher les causes de sa mort, débouchait sur une affaire d'escroquerie. S'y retrouvaient impliqués : une importante société marseillaise, la CEGM, nombre de fonctionnaires de la mairie, des entrepreneurs, un inspecteur des impôts de Nice, etc. Le gratin, quoi... Mais cette affaire restait en marge de l'Affaire Lucet.

Aujourd'hui, de nouvelles inculpations sont intervenues, portant à 53 le nombre de personnes impliquées dans l'affaire des « fausses factures ». Parmi elles, Jean Delezon, successeur de Lucet à la tête de la CPAM. Finalement, on revient à ce que dénonçait la CGT voici deux ans : la gestion frauduleuse de la Caisse par René Lucet et ses complices.

LE SÉNAT CONTRE LE « POUVOIR SYNDICAL »

Par 181 voix contre 108, le Sénat a opposé la « question préalable » au projet de loi Auroux tendant à développer les institutions représentatives du personnel dans les entreprises. Avant même d'examiner les différents articles de ce projet, les sénateurs de droite — majoritaires — l'ont repoussé. Sur les bancs de cette auguste assemblée, les qualificatifs outragés n'ont pas manqué,

du « dangereux » à « l'inopportuniste » au : « Le gouvernement remet à la CGT les clés du pouvoir dans l'entreprise. » Rien que ça !

Dans la bataille incessante de la droite contre toute réforme favorable aux travailleurs et à leurs organisations, le Sénat constitue une arme. Sans pouvoir s'opposer toutefois à la mise en application d'une loi, il peut la freiner de façon conséquente. Un projet repoussé par lui doit, en effet, repasser devant l'Assemblée qui, en dernier ressort, a « force de loi ». Ainsi, les mesures sociales voient le jour à « un train de sénateurs ».

APRES SABRA ET CHATILA

Les 21 et 22 septembre des milices sionistes armées ont agressé violemment des antiracistes et la presse, prétendus coupables « d'antisémitisme » par leur dénonciation des menées d'Israël au Liban. S'appuyant sur la vague d'insécurité qui secoue la communauté juive après les attentats de la rue des Rosiers, du lycée Carnot et de Bruxelles, ces milices veulent faire leur propre « police » autour des lieux de culte, des écoles... et n'hésitent pas à lancer des opérations agressives de type fasciste.

Le 25, plus d'un millier de personnes ont manifesté à l'appel de plusieurs organisations juives de gauche aux cris de : « Sabra et Chatila veulent la vérité, les Juifs veulent la vérité », « Begin, Sharon, sortez du Liban ». Preuve s'il en est que les sionistes qui constituent les milices armées ne sont nullement représentatifs de la communauté juive de France ; elles sont au contraire un facteur de troubles et doivent être dissoutes rapidement.

Claude DHALLUIN

A la Une : Retraite aux flambeaux des petits patrons (photo AFP). Comité de chômeurs de Massy (Photo AFP)... Et un Tachitien



Photo AFP

POMPEY VILLE MORTE

24 septembre, Lorraine. Pompey a été coupée du reste de la France. Les commerçants ont baissé leur rideau. Les professeurs et les élèves étaient, eux aussi, en grève et les sidérurgistes dans la rue. Une ville menacée de mort se bat dans l'unité... L'enjeu en vaut la chandelle. Car, dans la restructuration qui va toucher la sidérurgie, Pompey paiera un lourd tribut ; ses effectifs devant diminuer d'environ deux tiers. Même si Chevènement précise qu'aucun licenciement n'aura lieu avant 84, il y a quand même de quoi s'inquiéter... La sidérurgie est malade, certes. Malade surtout d'une gestion anarchique, à courte vue, menée par les maîtres de forges... malade du capitalisme. Aujourd'hui, comme hier, la seule solution entrevue est de « soigner » la maladie par des suppressions d'emplois, sur le dos des travailleurs. D'autres solutions existent pourtant...

Face à la colère légitime des travailleurs qui refusent ce constat, à l'instar des hommes du passé, le gouvernement répond par l'envoi de CRS. On pouvait s'attendre à une autre forme de « concertation » de la part d'un gouvernement de gauche.



A l'appel de la CGT, plusieurs centaines de magasiniers, vendeuses et caissières des grands magasins Tati (Paris) sont en grève. Ils exigent l'augmentation des salaires qui ne dépassent pas 3 000 francs net et le respect de leur dignité. Au « Tati les plus bas prix » de la publicité, les salariés répondent : « Tati les plus bas salaires »...

MUNICIPALES

Faire échec aux tentatives de la droite

La vie politique française est déjà marquée par la préparation des élections municipales de mars 1983. Il s'agit, en effet, de la première consultation nationale depuis les présidentielles et législatives de mai-juin 81, les cantonales de mars dernier n'ayant concerné que la moitié des électeurs. De plus, les précédentes élections municipales datent de 1977 et ont marqué, à l'époque, le point culminant de la montée de l'union de la gauche : la gauche avait alors conquis un nombre important de grandes villes qui jusque-là étaient dirigées par la droite (Reims, Angers, Nantes, ...).

LA DROITE MANOEUVRE

La droite attache d'autant plus d'importance à ces élections qu'elle veut leur donner valeur de test, qu'elle souhaite montrer que la politique gouvernementale est refusée par une majorité des électeurs. Sur cette base, elle se sentirait forte pour remettre en cause la légitimité du président de la République et de la majorité de l'Assemblée nationale, ce qu'elle a déjà tenté après son succès des cantonales et au lendemain de chaque élection partielle qu'elle remporte.

Chirac a pronostiqué la fin de « l'expérience socialiste » pour le printemps prochain. Il se déclare persuadé qu'une défaite de la gauche aux municipales entraînerait une dissolution de l'Assemblée nationale et de nouvelles élections législatives qui donneraient la majorité à la droite.

Pour mener à bien cette manœuvre, les dirigeants de la droite multiplient les déclarations sur leur unité, malgré les contradictions importantes qui les traversent. Ils tenteront de jouer partout cette carte de l'unité, la seule qui puisse leur donner quelque crédibilité.

LES MOYENS DE BATTRE LA DROITE

A l'issue des rencontres qui avaient eu lieu en juin entre PS, PCF, MRG et PSU (deux à deux), le principe de listes d'union de la gauche, dès le premier tour, avait été retenu, les modalités étant à fixer localement.

Le Parti socialiste a rendu public, le 22 septembre, son « Manifeste municipal », dans lequel il précise que « le changement dépend des transformations des structures économiques et sociales auxquelles travaillent le gouvernement et la majorité parlementaire, mais aussi des initiatives et des réalisations de chaque municipalité. (...) Les élus locaux sont au premier rang de ceux qui peuvent faire pénétrer ce changement dans la vie quotidienne des citoyens. De toute évidence, il existe un lien étroit entre la politique à conduire au niveau municipal et les transformations entreprises depuis le 10 mai 1981 à l'échelle du pays tout entier. Ces deux niveaux de l'action des socialistes s'appuient l'un sur l'autre. Et pour cette raison, bien des changements ne seront perçus par les citoyens qu'à travers ce qui aura pu être réalisé au niveau de chaque commune ».

Le même jour, lors de la réunion du Conseil national de l'Association nationale des élus communistes et républicains (ANECR), Marcel Rosette rappelait les objectifs du PCF : « Faire échec au projet de la droite visant à reconquérir les municipalités perdues en 1977 et à les utiliser pour combattre le gouvernement de la gauche, poursuivre l'œuvre entreprise, gagner de nouvelles municipalités, nécessiter impérativement de conserver les conseils municipaux d'union autour des maires socialistes, communistes et ra-

dicaux de gauche en 1977 » et la nécessité de constituer partout des listes d'union de la gauche au premier tour.

Le PCML a réaffirmé, le 14 septembre, la position qu'il avait exprimée dès le 31 mai : « Tout mettre en œuvre pour battre la droite, et, en particulier, constituer dès le premier tour, des listes regroupant toutes les composantes de la gauche, du mouvement ouvrier et populaire, afin d'assurer l'efficacité pour battre la droite et de répondre à l'aspiration des travailleurs ».

Il faut faire échec aux tentatives de la droite, qui veut se servir des résultats des municipales et de la conquête des mairies pour renforcer son sabotage de toute réforme favorable aux travailleurs et obtenir de nouvelles concessions du gouvernement en faveur des forces du grand capital.

Cela passe par la constitution de listes représentatives de toutes les composantes du mouvement ouvrier et populaire. Mais ce n'est pas suffisant. Si les cantonales de mars dernier, comme la plupart des élections partielles depuis lors, ont été marquées par un succès des forces de droite, cela ne tient pas à leur progression, mais à la désaffection d'une partie importante de l'électorat de gauche, déçu ou mécontent de la politique gouvernementale, de l'austérité, des concessions de plus en plus importantes faites aux forces du grand capital. Fixer des objectifs améliorant la situation des travailleurs dans un « bon programme municipal » ne suffira pas pour transformer cette situation. La véritable clé des municipales se trouve dans la remise en cause de la politique d'austérité.

Pierre BAUBY

La croisade des naufrageurs

On pensait naïvement que le gouvernement Mauroy avait pris un certain nombre de mesures pour leur venir en aide : prise partielle des charges de l'augmentation du SMIC, aides à l'investissement, aides à la création d'emplois... beaucoup plus que le gouvernement précédent. Eh bien on s'est aperçu, le 13 septembre dernier, que c'était bien peu. Le plus grand rassemblement de petits patrons - 12 000 - manifestait ce jour-là à Pantin, montrant que ceux qui refusent souvent âprement le droit de grève à leurs ouvriers, peuvent eux aussi descendre dans la rue. Ces champions de l'anti-syndicalisme que sont les patrons des PMI protestaient contre « la poudre aux yeux » des aides qui leur ont été accordées, mais surtout contre les lois Auroux qui « remettent en cause l'autorité des chefs d'entreprise »... Tiens!

POLITIQUE D'ABORD

La mobilisation plus politique qu'économique du SNPMI est plus qu'un signe. Un cri de ralliement. C'est le même esprit qui présidait à la préparation de la manifestation des professions de la Santé le 30 septembre dernier. L'argument économique, (la perte de revenus des médecins suite au blocage des revenus et au projet de loi

de finances 83) n'en est que le prétexte, comme le prouve la solidarité si soudaine des autres professions libérales (architectes, notaires, etc.)

Plus que leur pouvoir d'achat, les petits patrons et les professions libérales veulent défendre leur pouvoir. Lionel Stoléru, ancien ministre du Travail, l'explique sans détour : « Cet appauvrissement (...) c'est avant tout une perte de pouvoir d'achat, mais c'est aussi, comme l'indique le vocabulaire, une perte de pouvoir. » Quel pouvoir? Pas celui des travailleurs à décider de leurs conditions de travail et de vie... Non, celui d'entreprendre. Comprenez, celui d'imposer les conditions de travail et de salaires nécessaires au profit maximum.

La réapparition télévisée de Giscard n'en est qu'une étape. De même la rentrée politique de Barre. Chirac multiplie démarches et déclarations. Le Pen remonte le bout de son nez... En cette rentrée 82, la droite aurait-elle négocié son passage dans l'opposition?

Sa stratégie prend de la cohérence : d'un côté, elle multiplie les actes et pressions pour que les mesures économiques pèsent principalement sur les épaules des travailleurs. Pas question de céder sur le moindre privilège! De l'autre, elle verse des larmes de crocodile sur les conditions de vie des travailleurs, et dresse un « bilan du socialisme » sur le mode catastrophique...

Pense-t-elle que les travailleurs ont déjà oublié ces tristes figures? Que ses hommes peuvent réapparaître comme une alternative politique? La vigilance s'impose.

Les représentants du « grand » patronat, les dirigeants du CNPF, n'ont pas choisi, eux, de descendre dans la rue. Encouragés sans doute par les succès relatifs de ces derniers mois (taxe professionnelle allégée, augmentation importante des aides...) ils sont aussi plus habitués à une pratique de concertation syndicale.

Ils ont choisi de mener le débat beaucoup plus haut : au niveau de « l'avenir » de la France. Tandis qu'Yvon Chotard lançait un cri d'alarme sur l'emploi, l'autre Yvon (Gattaz) a annoncé qu'il voulait faire de 1983 « l'année de l'entreprise » pour rappeler au pays que « l'affaiblissement constant des entreprises conduirait la France à la ruine ».

L'ÉCHEC ÉCONOMIQUE?

La ruine. Le mot est lâché. Contrastant avec la relative modération des dirigeants du grand patronat, les « politiques » de droite rivalisent d'imagination pour caractériser ce qu'ils appellent « l'échec du socialisme ». Les actuelles difficultés économiques leur sont un terrain de choix. Oubliant qu'eux-mêmes n'ont pas su faire face aux premières manifestations d'une crise qui est celle d'un système international, ils donnent des leçons.

Ruine, échec, déclin, les mots se font écho. Tout est mauvais. Ce qui est fait pour les travailleurs, bien sûr. Ce qui commence à mettre en cause des privilèges, c'est évident. Mais même ce qui doit permettre aux entreprises de mieux fonctionner, c'est in-

suffisant! Ils noircissent le tableau à plaisir. Le plus cynique n'est-il pas Raymond Barre? « Le pays est engagé sur une voie qui conduit à l'impasse et au déclin » a-t-il déclaré au Club de la presse d'Europe 1. Et lui, qui a brutalement amputé le pouvoir d'achat des travailleurs en 1976 en interdisant que les augmentations de salaires précèdent celles des prix (pratique alors courante), il ose reprocher aujourd'hui la baisse de niveau de vie due au blocage des salaires! Chirac, dont on connaît bien à Paris les pratiques « sociales », n'a pas peur de lancer devant le RPR réuni : « Les socialistes ne font plus de

social. »... Les travailleurs n'ont pas besoin de tels défenseurs.

LE PATERNALISME ET L'INSÉCURITÉ

La campagne est décidément bien orchestrée. Tous ces messieurs qui ont pu déjà un jour ou l'autre, nous montrer les bienfaits de leur pratique du pouvoir, tous ces anciens ministres, clament d'une seule voix : « incompétence », « incohérence ». Ainsi, chaque public a sa part : le patronat le langage économique, les couches moyennes la démagogie qui leur convient, l'insulte

même, puisque le prince Poniatowski a pu se laisser aller jusqu'à traiter le gouvernement de « charlots »...

Ce deuxième thème de la campagne a d'ailleurs l'avantage d'entretenir un profond sentiment d'insécurité dans la population. Sentiment d'insécurité face aux difficultés à maîtriser la crise économique, mais surtout qui fait écho à une autre campagne : celle de la terreur.

Il y a déjà longtemps que la droite a enfoncé le cheval de l'insécurité. Exactement depuis les premières mesures prises par le nouveau garde des Sceaux contre la loi Peyrefitte. Développement supposé de la criminalité, augmentation du terrorisme... même les chiffres officiels beaucoup plus rassurants ont du mal à venir à bout de

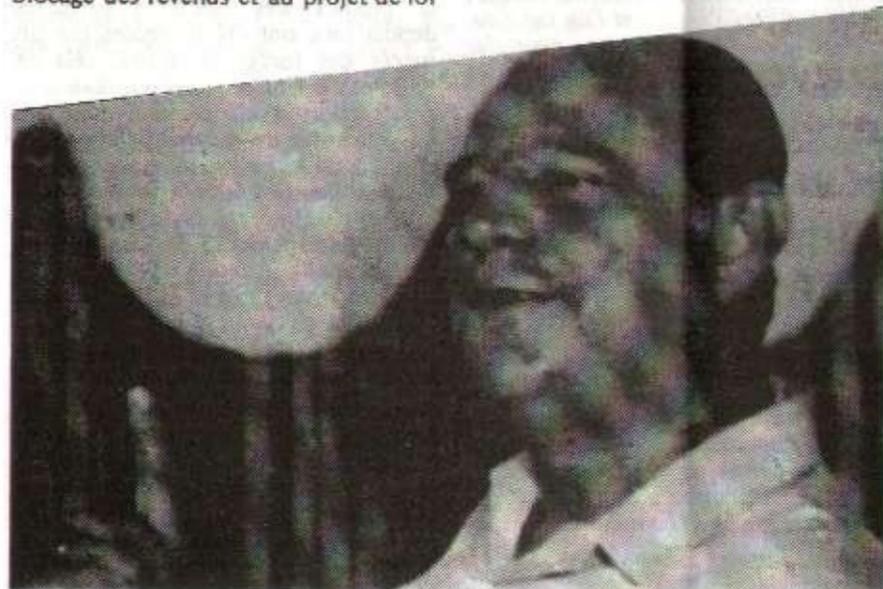
ce type de campagne. Aujourd'hui, les dramatiques attentats de ces derniers mois offrent de nouvelles occasions : « Bilan catastrophique, incompétence de la police » clame Chirac, oubliant que si les réseaux de terrorisme qui ont tué à Marbeuf ou rue des Rosiers n'ont pas été encore découverts, ceux de la rue Copernic non plus... Et pourtant, à l'époque, la France n'était pas encore « terre d'asile ».

Beaucoup de travailleurs connaissent les méfaits que peut faire ce type d'arguments dans les couches de petits artisans et commerçants, ceux justement qui ont pu faire pencher la balance en mai 81, et qui sont aujourd'hui visés par l'opposition.

Pour l'instant, les socialistes semblent avoir choisi de traiter par le mépris des attaques qui peuvent paraître aussi basses. Et il est certain que pour beaucoup de travailleurs, leurs auteurs n'ont aucune crédibilité. Il ne faudrait pourtant pas négliger les dangers. Chirac vigoureusement remis en place au printemps dernier sur la légitimité du gouvernement, a reculé, bien sûr, mais il a repris en sourdine l'idée de législatives anticipées. Les représentants de l'extrême-droite, les Le Pen, les penseurs du Club de l'Horloge refont parler d'eux. La situation a beaucoup de choses pour leur plaire.

Dans la même palette, on peut aussi ranger les attaques haineuses contre les travailleurs quand ils se défendent. C'est le cas de ceux de Talbot par exemple, avec la CGT. Là, les mêmes qui pleuraient sur la perte du pouvoir d'achat des masses laborieuses, n'en finissent pas de crier à l'intolérable. Alors, il ne suffit peut-être pas de l'indifférence pour leur répondre.

Claire MASSON



Page 6 - TRAVAILLEURS



En haut, manifestation des professions libérales, jeudi 30 septembre. En bas, François Léotard, nouveau président du Parti républicain.

REFUSER L'AUSTERITE

Une autre politique est possible

Pierre Mauroy avait annoncé le 5 septembre que la sortie du blocage des prix se ferait par voie d'accords de régulation avec les différentes branches de l'économie, compatibles avec la limitation à 8% de l'inflation en 1983. Jean-Pierre Chevènement a précisé, dans une interview aux *Echos* du 21 septembre, que « pour la première fois la sortie du blocage des prix ne pénalisera pas l'industrie ». Voilà qui a de quoi inquiéter quant aux hausses de prix qui vont intervenir dès le 1er novembre.

BAISSE SENSIBLE DU POUVOIR D'ACHAT

Les orientations gouvernementales concernant la sortie du blocage des salaires ont été réaffirmées par Pierre Mauroy dans une lettre, du 10 septembre, aux ministres de tutelle des entreprises nationalisées. Les directives, qui doivent jouer un « rôle d'entraînement » sur le secteur privé, sont claires : « mettre fin à toute formule d'indexation des salaires sur les prix, quelles qu'en soient les modalités », limiter les hausses à 8% en 83, tout en maintenant le pouvoir d'achat moyen début 84, limiter le rattrapage au 1er novembre à 3% maximum, augmenter prioritairement les bas salaires, inférieurs à 4.500 francs

Aux P.T.T.

La baisse du pouvoir d'achat sera la même que dans la Fonction publique, puisque les hausses de salaires prévues de 3,2% au 1er juillet, de 2,5% au 1er septembre et de 2,4% au 1er décembre, sont remplacées par celle de 3% au 1er novembre. Mais l'austérité aux PTT ne se limite pas à cela. Les 50 000 postes supplémentaires prévus en 1981 se sont limités à 21 150 sur 81 et 82 et aucune création n'est prévue dans le budget 83. Si les mutations en province ont été accélérées, ces départs de la région parisienne n'ont pas été compensés par des embauches et la situation y devient catastrophique. Si 8 000 titularisations d'auxiliaires sont prévues dans la Fonction publique, il doit y en avoir bien peu aux PTT et des licenciements continuent à se faire actuellement.

Depuis juin 1982, la politique mise en œuvre par le gouvernement est une politique d'austérité, qui s'en prend aux intérêts des travailleurs et gère la crise sur leur dos. L'aspect le plus sensible de l'austérité aujourd'hui est la baisse du pouvoir d'achat qu'entraîne le blocage des prix et des salaires et les mesures prévues pour le 1er novembre. Mais c'est l'ensemble de la politique économique, industrielle, sociale du gouvernement qui est marquée du sceau de l'austérité.

Dans le même temps, le budget 83 prévoit de nouvelles augmentations des subventions aux entreprises, en particulier pour celles qui se trouvent dans les secteurs les plus rentables. Et à la mi-septembre, de nouvelles exonérations de l'impôt sur la fortune étaient accordées aux forces du grand capital.



Pierre Bérégovoy, ministre de la Solidarité.

par mois (toutes primes et indemnités comprises), geler la partie des salaires supérieure à 20 833 francs par mois (ce qui fera quand même 600 francs pour 3% d'augmentation au 1er novembre).

De telles directives conduisent, dans les faits, à une baisse importante du pouvoir d'achat en 1982 (cf. encadré). La priorité aux bas salaires ne concernera, compte tenu de ses modalités, que bien peu de travailleurs. Au total, c'est la baisse de pouvoir d'achat la plus importante depuis la Libération!

SOLIDARITE A SENS UNIQUE

D'autant que la politique d'austérité

du gouvernement ne se limite pas au pouvoir d'achat des travailleurs. Le budget 83 traduit un net coup de frein en ce qui concerne les effectifs de la Fonction publique (cf. encadré). Le projet de loi sur la Sécurité sociale, adopté le 29 septembre fait beaucoup plus appel à la solidarité des travailleurs qu'à celle du patronat, puisqu'en dehors d'une taxe sur les entreprises pharmaceutiques (dont le taux n'est pas connu), ce sont les familles populaires qui devront supporter les nouvelles mesures. Ainsi le forfait hôtelier, en cas d'hospitalisation (alors que les indemnités journalières sont bien inférieures aux salaires).

Le gouvernement pense toujours, pour financer le déficit de l'assurance chômage, instaurer une cotisation pour les fonctionnaires, ce qui aggraverait d'autant la baisse de leur pouvoir d'achat et leur ferait supporter les frais d'un chômage dans lequel ils n'ont, pas plus que les autres travailleurs, aucune responsabilité. Et ayant promis au patronat, au lendemain des cantonales, de ne pas augmenter les charges sociales, il envisage de réduire les prestations versées, alors que déjà aujourd'hui, plus du quart des chômeurs ne bénéficie d'aucune allocation.

INSERTION DANS LE MARCHÉ MONDIAL

La politique d'austérité, c'est aussi l'officialisation, fin septembre, du plan acier qui prévoit 10 000 suppressions d'emplois dans la sidérurgie qui viennent se rajouter aux 16 000 de 1977

et aux 22 000 de début 1979. Une vingtaine de milliards de francs va, dans le même temps, être versée aux deux grands groupes nationalisés, Usinor et Sacilor, pour tenter de rétablir leur équilibre financier en 1986. Même si J.-P. Chevènement a promis que ces nouvelles suppressions d'emplois se feront sans licenciements, cette restructuration ressemble fort aux précédentes. Il s'agit de limiter les capacités de production excédentaires non par rapport aux besoins insatisfaits, en France comme dans le Tiers Monde, mais par rapport à la rentabilité capitaliste et impérialiste. Une fois de plus, le gouvernement refuse de contester les règles du marché impérialiste mondial et les directives du Marché commun et en fait subir les conséquences aux travailleurs.

L'emprunt de 4 milliards de dollars, décidé à la mi-septembre pour combattre la spéculation contre le franc et éviter une troisième dévaluation, relève de la même soumission au système monétaire et financier international, dominé par les USA, alors qu'il est justifié par la nécessité de faire preuve de fermeté à leur égard. Cette contradiction apparente tient au fait que tout en subissant les inconvénients du système actuel par rapport aux USA, la France en profite dans ses rapports impérialistes avec le Tiers Monde.



Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'Industrie, de la Recherche et de la Technologie

SORTIR DE LA CRISE

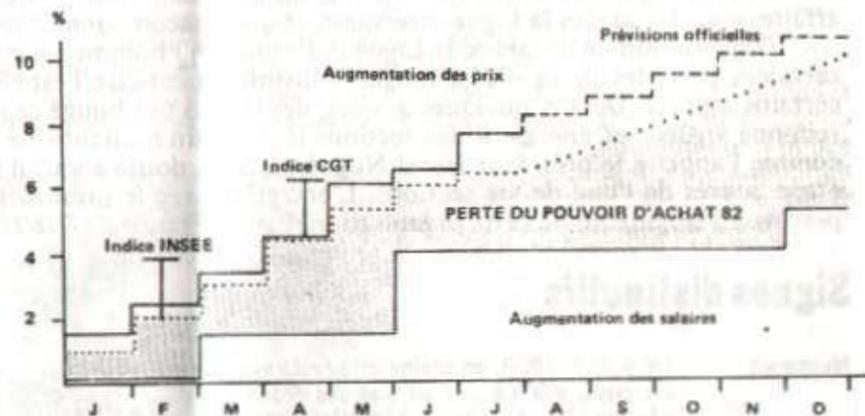
C'est donc dans tous les domaines que la politique gouvernementale d'austérité apporte la preuve qu'on ne peut mener une politique favorable aux travailleurs sans s'en prendre aux règles régissant le marché impérialiste mondial et aux intérêts capitalistes et impérialistes.

Une autre politique est nécessaire, prenant appui sur les aspirations et revendications ouvrières et populaires, comme sur celles des pays et peuples

La direction d'E.D.F. débloque ...

C'est à EDF-GDF que les négociations sur la sortie du blocage des salaires ont commencé. Les directions générales se sont limitées à proposer 1,25% d'augmentation au 1er novembre (la réduction à 38 heures de la durée du travail au 1er octobre, décidée depuis près d'un an n'étant compensée qu'aux deux tiers), 2% sur le troisième mois, payés fin décembre, et 8% pour 1983, essentiellement sur le second semestre.

Compte tenu que les augmentations intervenant le 1er d'un mois ne sont payées aux travailleurs qu'en fin de mois, de telles mesures entraînent, pour l'ensemble de l'année 82, une perte de pouvoir d'achat équivalente à un demi-mois de salaire (cf. graphique).



A la suite des 2 heures de grève du 28 novembre, à l'initiative de la fédération CGT et à l'appel de toutes les fédérations syndicales, les directions ont un peu amélioré leurs propositions : compensation salariale intégrale des 38 heures, augmentations de salaires de 2,60% au 1er novembre et de 0,65% au 1er décembre, meilleur étalement des 8% de hausse de 83. La baisse du pouvoir d'achat n'est ainsi qu'un peu réduite pour 1982. Ces propositions restent très éloignées des revendications du personnel et des organisations syndicales.

du Tiers Monde. Prenons quelques exemples.

Pour faire face au carcan économique, commercial, monétaire et financier du marché impérialiste mondial, elle consisterait à s'en prendre à la domination du dollar, en contrôlant strictement les changes et en limitant la convertibilité du franc en dollar; à proposer aux pays du Tiers Monde, de façon bilatérale, de régler les échanges commerciaux en francs et monnaies de ces pays, avec mesures préférentielles, en particulier prêts sans intérêt de la France proportionnellement au volume des échanges; à taxer les placements à caractère spéculatif et l'exportation des capitaux.

Pour sortir du blocage des salaires et des prix, à maintenir le blocage des produits de consommation courante; à contrôler sérieusement, et à tous les niveaux, de la production à la distribution, les marges et les plus-values, dans tous les secteurs de l'économie; à augmenter les impôts sur les grandes fortunes, les gros héritages, les plus-values importantes; à maintenir le pouvoir d'achat des travailleurs comme des pe-

tités et moyens paysans; à rattraper les baisses survenues ces derniers mois et à faire progresser le pouvoir d'achat des bas et moyens salaires.

Pour faire face au déficit de la Sécurité sociale, à asseoir les cotisations sur l'ensemble des revenus et non les seuls salaires; à faire payer les dettes patronales; à frapper les profits à tous les niveaux de la chaîne pharmaceutique; à imputer les charges indues au budget de l'Etat.

Pour faire face au déficit de l'Assurance chômage, à taxer les profits des entreprises et des banques et, en particulier, les grands groupes qui licencient dans le seul but de placer leurs capitaux dans des créneaux encore plus rentables ou dans la spéculation et l'exportation des capitaux.

De telles mesures, allant dans le sens de la rupture avec le capitalisme et l'impérialisme, s'appuyant sur l'amélioration de la situation des travailleurs comme des peuples du Tiers Monde et sur leur mobilisation, sont seules à même de sortir la France de la crise, celle du capitalisme et de l'impérialisme.

Pierre BAUBY



Droits et libertés

Notre voyage à l'intérieur des organisations populaires nous a conduits rue Jean Dolent, au siège de la Ligue des droits de l'homme à Paris. Dès le premier contact, entrecoupé de coups de fils multiples et divers, nous étions dans le bain : défense individuelle d'un enseignant mis en cause, dossier Liban, dossier Pologne, dossier Hersant, rapatriement d'un jeune arrêté pour drogue dans un pays d'Amérique latine, etc. C'est la Ligue des droits de l'homme au quotidien, plus riche et plus varié que les seules « grandes affaires » sur lesquelles la Ligue intervient, et que chacun connaît peu ou prou dans le pays.

Organisation de notables, la Ligue des droits de l'homme ? Sans doute l'a-t-elle été essentiellement à certaines périodes de sa — déjà longue — histoire ; peut-être l'est-elle encore en certains endroits et par certains aspects. Depuis quelques années, des choses ont bougé cependant ; de nouvelles générations ont redonné vigueur et énergie à des sections locales ; un militantisme de terrain a rajeuni la « vieille dame » comme l'appelle le président Henri Noguères. Sans doute aurait-il fallu compléter notre voyage par une étape auprès de l'une de ses sections. L'entretien avec le président de la Ligue permettra néanmoins de percevoir l'originalité de cette organisation dans la France de 1982.

Camille GRANOT

Signes distinctifs

Naissance Le 4 juin 1898, en pleine affaire Dreyfus, est créée « la Ligue française des droits de l'homme et du citoyen » à l'initiative de Ludovic Trarieux, ancien ministre de la Justice et partisan de Dreyfus. Son premier manifeste affirme : « A partir de ce jour, toute personne dont la liberté serait menacée ou dont le droit serait violé est assurée de trouver près de nous aide et assistance ». L'action de la Ligue participe de la victoire de la réhabilitation de Dreyfus.

Objectifs « Défendre les principes de liberté, d'égalité et de justice énoncés dans les Déclarations des droits de l'homme de 1789, de 1793 et la Déclaration universelle de 1948 » (article un des statuts) ; « Faire appel à tous les démocrates pour combattre l'illégalité, l'arbitraire, le racisme ou l'intolérance, et pour défendre partout la laïcité » (article deux).

Caractères La Ligue se veut indépendante « parce qu'elle n'est soumise au contrôle de personne, ne bénéficie d'aucune aide et ne rend des comptes qu'à ses adhérents », démocratique car « ses instances sont élues » et que « sa vie interne permet à tous de s'exprimer », pluraliste car « elle est le carrefour de beaucoup d'opinions et de tendances diverses ». « Elle ne se prétend pas "apolitique"... dans la mesure où toutes ses actions l'engagent dans la vie de la cité ou de la nation ».

Histoire Parmi ses actions et campagnes : — 1907 : intervention pour la libération des leaders de la CGT arrêtés. — 1910 : campagne de presse en faveur de Durand, secrétaire de la CGT de Rouen accusé injustement et condamné à mort. — Après la première guerre, actions pour la réhabilitation de soldats injustement accu-

sés de « trahison » et bataille juridique contre les exécutions « pour l'exemple » effectuées par l'état-major français.

— Participation à la construction du « Rassemblement populaire » au moment du Front populaire, dont le président fut Victor Basch alors président de la Ligue.

— Après la seconde guerre mondiale, actions contre les atteintes aux droits de l'homme perpétrées par le colonialisme (Madagascar, Indochine, Algérie) et lors des procès politiques (Rosenberg aux Etats-Unis, procès en Union soviétique et dans les démocraties populaires).

— Ces vingt dernières années : défense de la liberté d'information et de la communication contre la concentration des moyens d'information aux mains des puissances économiques, hostilité à toute juridiction d'exception, défense des immigrés.

Organisation Les structures sont : les sections (dans une ville ou un regroupement de villes), les fédérations (départementales) et le Comité central.

Le Comité central est élu à l'occasion du Congrès annuel.

Des commissions, organes d'étude et de proposition sur les grands problèmes de l'heure fonctionnent en permanence : juridique, économique et sociale, éducation, jeunesse, environnement et société, internationale, droit des femmes, DOM-TOM, conditions des étrangers, « extrême-droite nazie et fasciste : menace et riposte ».

Presse *Hommes et Libertés* bimestriel et *Après-demain*, journal mensuel de documentation politique qui publie des dossiers (en 1982 : décentralisation, prévention et santé, le problème foncier, les nationalisations, l'ENA, etc.).

• Quelles sont, à votre avis, les avancées les plus significatives acquises depuis le 10 mai dans le domaine des droits et des libertés ? Quelles sont les priorités d'action définies par votre organisation pour aujourd'hui et demain ?

Le mieux serait presque de reprendre le texte de la lettre que j'avais adressée, sur mandat du Comité central de la Ligue, à tous les candidats à l'élection présidentielle de 1981, pour dresser le catalogue des points sur lesquels il y avait selon nous les décisions les plus urgentes et les plus importantes à prendre ; il est intéressant d'en rapprocher le contenu de celui de la réponse de François Mitterrand à la Ligue. François Mitterrand a été le seul à avoir répondu de manière aussi précise et aussi complète, et sur un certain nombre de points, il avait pris des engagements.

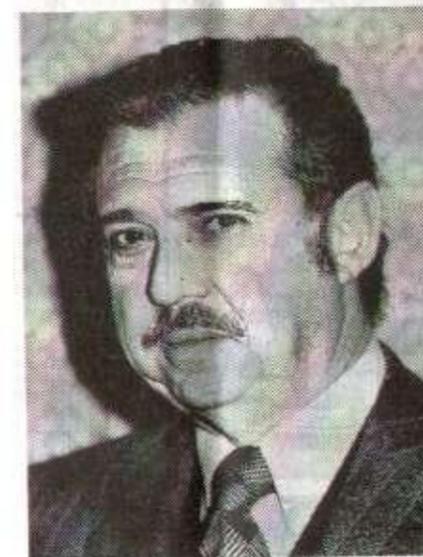
Ces engagements pour la plupart ont d'ores et déjà été tenus. Cela représente une avancée considérable, d'autant qu'il y avait eu un alourdissement progressif dans le domaine des droits et des libertés sous le septennat précédent. Si bien que le gouvernement mis en place après la victoire de l'union de la gauche, pour agir et promouvoir le changement devait faire « machine arrière » par rapport à ce qui avait été engagé précédemment... ou plutôt machine avant : il fallait qu'il se dégage de l'orientation précédente.

Cette orientation du giscardisme nous l'avions dénoncée dans une étude volumineuse intitulée « Le Livre noir du septennat » où, point par point, nous relevions ce qui était condamnable dans la situation des droits et des libertés en France.

Reprenons la réponse de François Mitterrand, reprenons notre lettre ; un certain nombre de points essentiels ont été acquis : l'abolition de la peine de mort, la suppression de juridictions d'exception telles que la Cour de sûreté de l'Etat et les Tribunaux permanents des forces armées, la ratification — qui pour nous était essentielle — de l'article 25 de la Convention européenne sur les droits de l'homme, qui permet à ceux, Français ou étrangers, qui se considèrent victimes de violations de droits de la part de l'Etat français de poursuivre l'Etat français devant les juridictions européennes et la Cour de Strasbourg. Dans un domaine où le progrès a été relativement plus lent — l'institution militaire — il y a eu cet été la très importante réforme de règlement de discipline générale des ar-

mées, qui a marqué également une avancée. Dès le lendemain du 10 mai, il y a eu aussi une série de mesures de très bon augure en ce qui concerne la situation des étrangers, immigrés, à qui l'on a donné la possibilité de régulariser leur situation et de ne plus se trouver face à une politique d'expulsion systématique.

Je dois dire que dans ce domaine, un peu du terrain gagné a été reperdu et que la politique actuelle du gouvernement à l'égard des étrangers, des immigrés, ne répond pas intégralement



Henri Noguères, président de la Ligue des droits de l'homme.

à ce que nous attendons, à ce que nous souhaitons. Nous regrettons qu'il ne soit plus question d'accorder le droit de vote aux travailleurs étrangers pour les prochaines municipales. De même, il y a eu un certain nombre de décisions prises concernant les DOM-TOM, mais nous sommes encore très loin d'une véritable décolonisation en ce qui concerne les DOM-TOM. La politique en matière d'Education nationale a été lente et prudente — je ne sais pas quels en seront les résultats définitifs ; elle n'a pas été une politique révolutionnaire notamment en ce qui concerne la création du grand service public d'éducation que nous attendons et que nous demandons.

Voilà l'essentiel. J'ai certainement oublié un certain nombre de choses : la réforme du Code pénal, l'abrogation de la loi « Sécurité et Liberté », l'abrogation de la « loi anticasseurs ». Honnêtement, il y a un bilan considérable, un bilan positif. Ce qui ne veut pas dire pour autant que nous nous estimions

satisfaits dans tous les domaines. D'abord, parce que certains points n'ont pas encore été évoqués, qui, espérons-le, le seront, par exemple la réforme du Conseil supérieur de la magistrature. D'autres points ont été, selon nous, insuffisamment réglés par des textes qui par ailleurs avaient de bons côtés. Ainsi la suppression des tribunaux militaires. C'est une revendication de la Ligue depuis 1904. Pour la première fois, on s'est lancé dans une modification, une modification radicale, du système par cette suppression. Cela dit, la loi votée ne nous donne pas entièrement satisfaction. Un exemple : il n'est pas possible, d'après cette loi, pour des parties civiles de mettre directement en mouvement l'action publique ; en clair, s'il y a des accidents dans l'armée — il y en a eu, il y en aura encore — et s'ils sont imputables à des fautes, et parfois à des fautes graves, les familles des victimes — ou les victimes elles-mêmes — n'ont pas la possibilité de mettre en mouvement l'action publique. Il faut attendre que le Parquet le fasse. Or, le Parquet n'a pas le même comportement dans tous les départements ; il est imaginable que dans certains départements s'établisse une sorte de connivence entre le Parquet et la hiérarchie militaire pour faire le black-out sur des événements graves. Cela est insupportable.

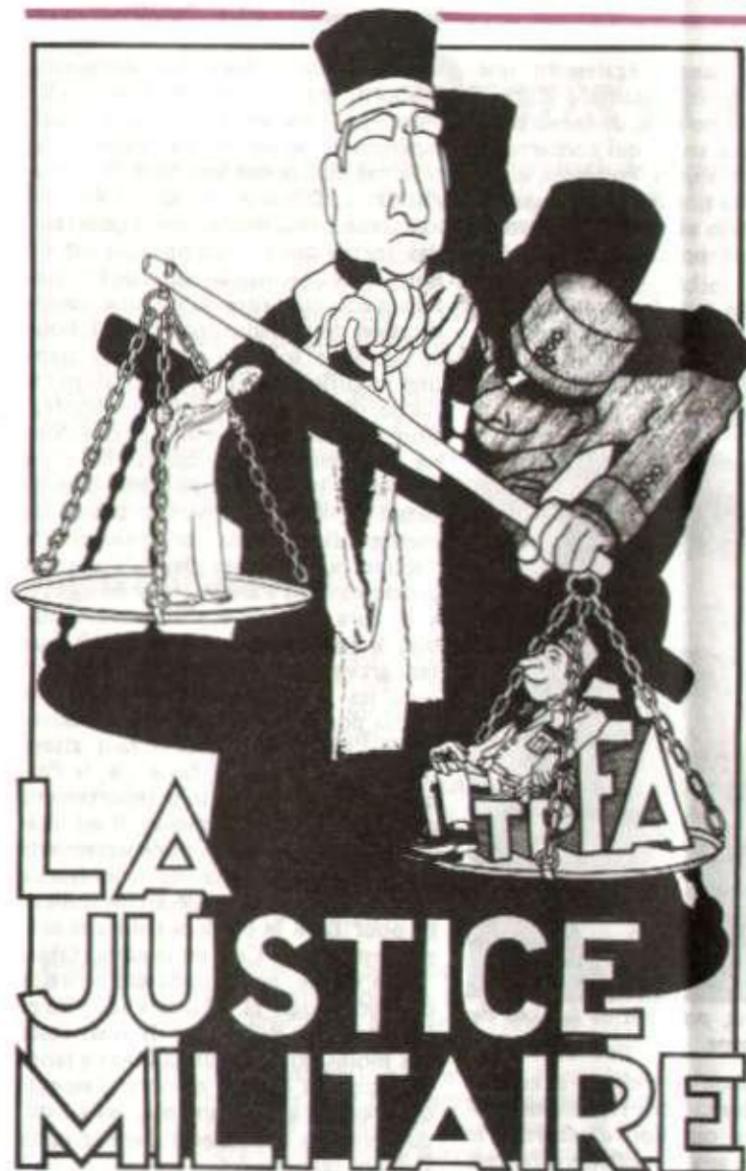
De même, nous avons été heureux de voir abroger la loi dite « Sécurité et Liberté » de Peyrefitte. Il n'en reste pas moins que cette abrogation a laissé subsister un certain nombre d'aspects que nous n'apprécions pas, en ce qui concerne les contrôles d'identité et les fichiers, notamment.

Voilà quelles sont nos positions quant à la situation des droits de l'homme en France. Nos priorités d'action viennent à l'esprit en fonction des critiques que nous formulons ou des points faibles que nous décelons dans l'action gouvernementale.

• Vous avez participé à l'émission « Droit de réponse » le 25 septembre face à Robert Hersant. Quelles menaces contre les libertés le groupe Hersant représente-t-il ? Quelles actions la Ligue a-t-elle engagées à ce sujet ?

Oui, j'ai participé à cette émission... Il faut tout d'abord se rendre compte qu'une telle émission peut avoir un intérêt certain car elle joue le rôle de détonateur, mais elle a aussi ses propres limites ; on ne réunit pas tant de gens

suite page 12



F. A. F. A. - TIRAGE: 100.000. PUBLIÉ PAR LE COMITÉ DES LIBERTÉS DANS LE CADRE DE LA LIGUE DES DROITS DE L'HOMME. © 1981. TOUTES RESERVES.

sur un même plateau sans prendre le risque d'une certaine confusion ou d'un débat qui s'enlise dans des questions secondaires et n'aborde les questions importantes que trop tardivement pour en venir à bout.

Une chose importante doit être précisée en cette affaire — car je ne suis pas sûr, à la lecture de la presse, que chacun l'ait bien perçue. Si Monsieur Hersant était seul de son avis devant les caméras de la télévision, c'est qu'il avait exigé qu'il en soit ainsi. Certains ont dit qu'il avait fait un bon calcul; je n'en suis pas sûr. Car moi qui participais à cette émission, au bout d'un certain temps, je n'avais pas envie d'intervenir. Pour une raison de spectateur: le spectacle donné par Monsieur Hersant me paraissait si condamnable, son

attitude me semblait si antipathique... que j'ai pensé que le mieux serait de le laisser parler seul pendant les 90 minutes de l'émission et que personne mieux que lui-même ne pourrait apporter la démonstration de ce qu'il est et de ce que nous ne voulons pas.

Finalement, je suis intervenu pour dire que la Ligue des droits de l'homme ne fait pas de « chasse aux sorcières » et qu'elle ne cherche pas à porter atteinte à la liberté d'expression. Nous n'avons pas pris position contre Monsieur Hersant parce qu'il publie des journaux de droite, voire même, avec *Le Figaro-magazine*, d'extrême et nouvelle droite. Nous pensons que la concentration entre les mains de M. Hersant d'un certain nombre de journaux, le fait que cette concentration

s'opère dans les mêmes villes, le fait qu'elle s'opère souvent avec des hommes de paille et qu'elle se soit faite par des opérations financières sur lesquelles personne n'a fait la lumière, doivent être dénoncés. Notre démarche n'est pas d'atteinte à la liberté d'expression. Nous ne remettons pas en cause le droit de *Minute* à paraître et de publier ce qu'il publie que nous désapprouvons à la première à la dernière ligne. Mais bien évidemment, si *Minute* se mettait à racheter successivement *L'Express*, *Le Point*, *Le Canard enchaîné* et — pourquoi pas? — *Le Figaro-magazine* lui-même, nous contesterions de la même façon cette concentration car elle supprime le pluralisme.

D'autre part, je voulais rappeler quelles avaient été les intentions des résistants en 1944 lorsqu'ils ont promulgué ces ordonnances, à la conception desquelles j'ai participé et à l'application desquelles je me suis consacré pendant quelques semaines après la Libération comme délégué régional à l'Information dans une région. Nous voulions protéger le lecteur, faire en sorte qu'il sache quelle marchandise on lui vend; nous voulions protéger l'Etat républicain car nous avions eu les exemples avant la guerre de la mainmise du Comité des forges sur *Le Temps* et de la prise en charge d'organes d'information de la presse écrite ou radiophonique par des personnalités comme celle de Pierre Laval, à la fois propriétaire de stations de radios, d'un journal dans le Massif central, etc.

Qu'avons-nous fait dans le passé pour lutter contre Hersant et son monopole? Nous avons été les premiers à organiser — c'était en 1977 — un colloque sur la liberté de la presse, appelé « Colloque Hersant ». Il est intéressant de noter que ce colloque a eu lieu le 1^{er} octobre 1977 et que dans la nuit du 30 septembre au 1^{er} octobre 1977, des nazis se sont introduits par effraction au siège de la Ligue, cassant portes et fenêtres, qu'ils ont fait un « feu de joie » mettant le feu à l'immeuble et risquant de mettre le feu à tout le quartier. Ils sont partis laissant des croix gammées partout; et le « feu de joie » a été allumé avec les dossiers préparés pour le lendemain, pour le Colloque Hersant.

Nous avons, d'autre part, pris position en certaines circonstances, notamment au moment de la loi d'amnistie qui a suivi l'élection présidentielle de 1981, pour veiller à ce que les délits

commis par M. Hersant n'échappent pas aux poursuites judiciaires sous prétexte qu'il y avait amnistie. Je me souviens encore d'une prise de position très vigoureuse que j'avais matérialisée par une tribune libre dans la presse, intitulée « Le déjeuner de Rouen » où nous avions dénoncé — avec l'arrière-pensée d'être éventuellement l'objet de poursuites d'ailleurs — la collusion et la connivence entre le garde des Sceaux de la veille, son directeur de cabinet, le procureur de la République et le procureur général, le président du Tribunal de grande instance et le président de la Cour d'appel, qui, à Rouen étaient tous allés ensemble déjeuner dans les salons de *Paris-Normandie* avec les dirigeants de l'équipe Hersant, alors qu'il y avait plaintes des journalistes de Rouen, avec constitution de partie civile contre Hersant, sur le bureau du procureur de la République.

● La Ligue des droits de l'homme a pris plusieurs initiatives concernant la situation au Moyen-Orient. Pouvez-vous nous préciser leurs spécificités?

La Ligue des droits de l'homme fait partie de la Fédération internationale des droits de l'homme, organisation non-gouvernementale reconnue par l'ONU, l'UNESCO, le Conseil de l'Europe; vingt-cinq ligues participent à la Fédération internationale que préside Daniel Mayer. Le plus souvent, la ligue française fait passer son action dans le domaine international par le canal de la Fédération internationale. Néanmoins nous avons une activité propre en matière d'affaires internationales; c'est d'abord, par notre commission internationale, la prise en charge des questions internationales vues sous l'angle français, qu'il s'agisse de mobiliser l'opinion française — ce fut le cas contre le Shah d'Iran par exemple — ou qu'il s'agisse de solliciter ou de mettre en cause le gouvernement français. Chaque fois que nous en avons l'occasion, nous demandons au gouvernement français de prendre des initiatives; nous apprécions sa politique internationale et nous lui faisons savoir comment nous souhaiterions qu'elle s'infléchisse. Néanmoins, il nous arrive aussi de prendre des initiatives propres.

Au cours des mois écoulés, nous en avons pris deux avec des résultats inégaux. Au lendemain de l'établissement de l'état de siège en Pologne, j'avais demandé officiellement, au nom de la ligue française mais en plein accord avec la Fédération internationale, un

visa pour me rendre moi-même en Pologne à la tête d'une mission d'enquête qui aurait comporté pour l'Association des juristes catholiques, le bâtonnier Pettiti, et pour l'Association des juristes démocrates, Nicole Dreyfus. Pourquoi ce choix? La Pologne est un pays à forte implantation catholique avec la présence d'un parti communiste tout puissant; or, l'Association des juristes démocrates est, à travers le monde, une organisation qui a des contacts directs, fréquents avec les partis communistes qui d'ailleurs participent très directement à son fonctionnement. Par conséquent, ce type de délégation nous paraissait susceptible de faire une enquête utile et intéressante en Pologne. Nous n'avons pas obtenu le visa. Pas plus pour le communiste que pour le catholique ou pour la Ligue des droits de l'homme.

Deuxième série d'initiatives: à propos des affaires du Proche-Orient. Là nous avions souhaité, avant les événements de Beyrouth, l'envoi d'une mission d'enquête sur la situation des droits de l'homme dans les pays du Proche-Orient, c'est-à-dire aussi bien Israël, Cisjordanie, Gaza et Sud-Liban que Syrie et Jordanie. Cette mission, à l'initiative de la ligue française en accord avec la Fédération internationale, a été désignée par le bureau de la ligue française: il s'agit de Serge Coche et de Michel Tubiana, deux avocats parisiens, membres l'un et l'autre du Comité central et du Bureau national de note ligue, mais qui ont reçu mandat pour représenter également la Fédération internationale des droits de l'homme.

Ils sont partis, ont passé une bonne quinzaine de jours là-bas et ont rapporté une moisson d'informations. Ils ont déjà établi un premier rapport important sur la situation en Cisjordanie, à Gaza, au Sud-Liban, sur des camps de prisonniers palestiniens; ils se sont préoccupés de savoir si ces prisonniers ont été traités comme des prisonniers de guerre ou autrement. Nous n'avons pas encore publié les conclusions de cette enquête. Néanmoins, il faut déjà noter, car Coche et Tubiana l'ont souligné, qu'ils ont eu la possibilité d'exercer leur mission en Israël et dans les territoires contrôlés par Israël; dans le même temps, ils n'ont pas reçu de visa de la Syrie ni de la Jordanie. Ils ont pu avec le concours des autorités israéliennes aller dans des camps et voir des opposants. Ce qui est indiscutablement révélateur d'une certaine forme d'esprit démocratique. Nul ne

peut, d'ailleurs, mettre sérieusement en doute l'existence d'un esprit démocratique en Israël — ce qui ne veut pas dire que le gouvernement actuel d'Israël soit un gouvernement exemplaire, bien loin de là; l'existence du débat démocratique a été établie par l'extraordinaire manifestation de près de 400 000 personnes qui ont clamé leur désaccord avec la politique du gouver-



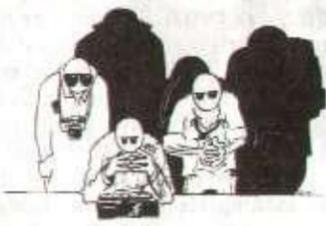
nement et réclamé une enquête sur les événements de Beyrouth. Il faut imaginer que 400 000 personnes manifestant contre la guerre en Israël, c'est comme s'il y avait eu 1,5 million de manifestants à Paris contre la guerre d'Algérie... Il n'y a jamais eu 1,5 million de personnes. Il faut tenir compte de cela.

Cela dit, nous avons estimé qu'à la suite des massacres de Sabra et de Chatila, la mission de Coche et de Tubiana serait incomplète si elle n'embrassait pas ces problèmes. Bien que cela représente un gros sacrifice pour la ligue française qui finance seule cette mission, nous avons décidé de renvoyer Coche et Tubiana à Beyrouth cette fois pour enquêter sur les conditions dans lesquelles ces massacres ont pu être commis, sur les conditions dans lesquelles la force d'interposition a été amenée à évacuer Beyrouth avant ces massacres et sur les conditions dans lesquelles l'armée israélienne a occupé Beyrouth après le départ de l'OLP. Nous attendons tout cela de cette mission d'enquête. Ses résultats seront très largement diffusés dès le retour de Coche et de Tubiana.

J'ajoute, que s'agissant d'un problème

suite page 14

me d'enquête, la Ligue a demandé au gouvernement français d'user de tout son crédit auprès des autres nations du globe pour que la communauté internationale, c'est-à-dire l'ONU, envoie elle-même sa propre commission d'enquête à Beyrouth pour essayer de faire la lumière sur ce qui s'est passé. Certes, le gouvernement israélien vient de décider la création d'une commission d'enquête et par rapport aux décisions précédentes de Begin, c'est un pas en avant. Mais le gouvernement israélien, parallèlement à l'annonce de la création d'une commission, a déclaré que ce serait pour mettre un terme aux campagnes qui visent Israël. Quand on crée une commission d'enquête et que d'avance on lui trace son programme, lorsqu'on dit à quoi elle va servir et qu'elle va servir à blanchir l'une des parties en cause, je ne crois pas que cela soit la meilleure démarche. En ce qui nous concerne, ce n'est pas avec de tels a priori que nous avons envisagé la constitution d'une commission internationale d'enquête, je dis bien, internationale : nous souhaitons que cette commission soit totalement indépendante des parties en cause — pas plus israélienne que libanaise, syrienne que jordanienne ni même américaine ou française dans la mesure où les forces multinationales d'interposition sont parties dans des conditions telles qu'il est permis de se demander si elles n'ont pas été manipulées pour le faire et en tout cas induites en erreur.



● La Ligue est une organisation ancienne dans notre pays. Quelles évolutions récentes sont les siennes? Quelle place originale lui voyez-vous dans la France de 1982?

La Ligue est une très vieille dame qui a plus de quatre-vingts ans; elle est née au moment de l'affaire Dreyfus et c'est très symbolique car elle s'est dressée contre la raison d'Etat, contre le militarisme triomphant, contre le mensonge et la calomnie, contre l'antisémitisme et le racisme. Tout cela c'était l'affaire Dreyfus... et sa naissance a été exemplaire et symbolique. Depuis l'af-

faire Dreyfus, la Ligue a été étroitement mêlée à toutes les grandes époques de la vie française et elle l'a fait avec beaucoup de courage. Je pense à l'action qu'elle a menée contre le courant de l'union nationale pendant la guerre de 14 lorsqu'il s'agissait de dénoncer les crimes des conseils de guerre et d'obtenir la réhabilitation des fusillés pour l'exemple; elle l'a fait ensuite contre toutes les expéditions et les guerres coloniales y compris Indochine et Algérie; elle a participé très activement et même de façon déterminante en 1936 à la création du Front populaire, puisque c'est dans cet immeuble de la rue Jean Dolent, aujourd'hui siège de la Ligue, qu'a été signé le pacte de Rassemblement populaire et élu le premier président du Rassemblement populaire, Victor Basch, le plus illustre de mes prédécesseurs qui devait être abattu ainsi que sa femme, tous deux âgés de plus de quatre-vingts ans, par des miliciens de Lyon qui opéraient sur renseignements fournis par Touvier.

Aujourd'hui, quel est le rôle de la Ligue? On aurait pu croire que la Ligue allait se trouver démobilisée du fait de la venue de la gauche au pouvoir; elle aurait été tellement soucieuse de servir la cause du gouvernement qu'elle en oublierait sa mission propre! En fait on a très vite constaté qu'il n'en était rien. J'ai rappelé, dès le premier Comité central qui a suivi le 10 mai, la position de Victor Basch en 1936 après la victoire du Front populaire et j'ai demandé que cette position redevienne la ligne de conduite de la Ligue. A savoir : quand le gouvernement fait ce qu'il s'est engagé à faire, ne pas hésiter à le dire, quand il n'en fait qu'une partie, ne pas hésiter à le critiquer, quand il n'en fait rien du tout, ne pas hésiter à dénoncer cette insuffisance. Nous l'avons fait notamment à l'égard de problèmes de police; nous l'avons fait à l'égard de problèmes qui touchent à l'institution militaire et au fichier de la gendarmerie. Nous l'avons fait avec suffisamment de netteté pour que plus personne aujourd'hui ne puisse s'imaginer que la Ligue des droits de l'homme est purement et simplement une « courroie de transmission » du gouvernement ou d'un parti de la majorité, quel qu'il soit. Nous continuerons car beaucoup de Français nous font confiance, qu'ils soient adhérents à la Ligue ou qu'ils en suivent l'action. La Ligue représente certainement dans la France de 1982 une force morale importante. Cela expli-

que que ses actions soient toutes des actions utiles et constructives, même lorsqu'elles ne sont pas toutes immédiatement suivies d'effet, car elles provoquent un effet prolongé qui finit par se sentir. Voilà pourquoi nous considérons qu'il faut poursuivre notre action avec l'ensemble des forces de gauche.

A ce propos — et je voudrais terminer là-dessus — l'une des caractéristiques fondamentales de la Ligue, c'est sa volonté unitaire, qu'elle a manifestée alors que l'union de la gauche traversait le plus effroyable des déserts tandis que certains — pas nous — se demandaient si on reverrait un jour la possibilité d'une action commune. Nous l'avons manifestée, en d'autres circonstances; je me souviens d'une prise de position et d'un communiqué de la Ligue, d'une déclaration que j'avais faite au moment des manifestations contre le Shah d'Iran. En effet, alors que nous avons provoqué des réunions auxquelles participaient toutes sortes d'organisations de gauche et d'extrême-gauche, nous nous étions heurtés au moment d'organiser les manifestations à un véritable veto et à de véritables interdits portant sur des exclusives, certains refusant de signer avec d'autres et de travailler avec d'autres. Nous avons dit que nous n'accepterons plus jamais cela. Notre position est extrêmement claire : lorsque nous voulons créer — on l'a fait au moment des attentats de la rue des Rosiers ou de la rue Cardinet, des événements récents du Proche-Orient — les bonnes conditions d'une action commune des forces de gauche nous invitons tout le monde. Bien entendu, nous ne nous interdisons pas de travailler seulement avec ceux qui viennent ou seulement avec ceux qui veulent faire quelque chose. Ce que nous n'accepterions pas, c'est que, lorsqu'on a engagé le dialogue tous ensemble et qu'on en arrive à prendre des décisions, certains soient écartés par une attitude d'exclusive.

Nous avons dit que nous ne l'accepterions plus; nous ne l'avons plus accepté et je me félicite de voir que dans des décisions récentes, notamment en ce qui concerne le Proche-Orient ou les lendemains de l'attentat de la rue des Rosiers, il n'y a pas eu d'exclusive. L'hypothèse de l'exclusive est levée. C'est très important pour les actions que la gauche française doit mener sur le terrain; et je pense très sincèrement que la gauche en est pour une grande part redevable à la Ligue des droits de l'homme.

CHOMAGE LE FLEAU

Les chiffres du chômage à la fin d'août ont autorisé le gouvernement à faire état de « premiers succès », d'un ralentissement du rythme de la hausse, de résultats positifs, surtout comparés à ceux de nos voisins italiens, allemands, anglais...

Et de nous inviter, une fois les « yeux ouverts » sur cette réalité encourageante, aux efforts et aux sacrifices pour vaincre l'inflation, marquer des points dans la compétitivité de notre industrie, etc.

Ouvrons donc les yeux.

LES YEUX OUVERTS

2049 600 demandeurs d'emplois fin août, 215 000 de plus en un an!

Derrière les taux d'accroissement qui fléchissent, il faut voir ces chiffres-là, et voir ce qu'ils représentent. C'est 9,5% de la population active qui se trouve ainsi sans travail (1), qui plus est pendant plus de 9 mois en moyenne (une ancienneté qui augmente elle aussi).

Ce mal reste bien le plus profond, le plus grave pour le peuple de ce pays, un mal qui rogne aussi sûrement les moyens d'existence des familles populaires que la baisse du pouvoir d'achat des salaires.

De ce mal, les articles qui suivent esquissent l'ampleur à travers des aspects peut-être mal connus.

Pour ce qui est du pouvoir d'achat, le gouvernement, avec sa politique de « rigueur », nous en garantit la baisse...

Celle du chômage l'est beaucoup moins et les succès enregistrés dans ce domaine sont beaucoup moins convaincants.

Hier Pierre Mauroy partait en guerre contre le chômage.

Aujourd'hui, il nous appelle à la bataille de la production.

La réduction du temps de travail, présentée il y a peu comme l'arme principale dans la lutte pour l'emploi, est pour ainsi dire au placard, au moins

durant la période de 18 mois de rigueur, et les étapes ultérieures de cette réduction se perdent dans le lointain.

UN CHANGEMENT DE CAP

Or, de toute évidence, la réduction à 39 heures était déjà largement insuffisante pour entraîner des embauches en nombre sensible. Le ministre Le Garrec s'est, à cet égard, un peu avancé en attribuant à cette réduction le léger redressement du nombre d'emplois salariés — notamment dans l'industrie — dans le deuxième trimestre de 1982 (2) : le résultat comptable de la régularisation d'une partie des travailleurs immigrés sans papiers y est certainement aussi pour beaucoup.

On peut par contre s'attendre à une aggravation de la situation, d'autant que la production industrielle, après quelques progrès courant 1981, en était revenue au premier trimestre 1982 au niveau de la même période de 1981.

Un signe : les projets de licenciements portés à la connaissance des services du Travail et de l'Emploi sont plus nombreux pour l'automne (selon le bulletin des *Liaisons sociales* du 17 septembre qui note en outre que dans la majorité des entreprises, les effectifs évoluent peu : la plupart des recrutements se faisant pour remplacer des départs, en particulier dans le cadre des contrats de solidarité).

La formation Rigout, qui contribuera (et c'est évidemment positif) à ce que bien des jeunes de 16 à 18 ans ne se retrouvent à la rue, ne fera néanmoins, tout comme les autres formes antérieures ou existantes de stage de formation emploi, que reculer l'échéance, et accessoirement alléger les statistiques.

Ainsi donc, la guerre au chômage, dans une situation et des perspectives telles que nous venons de les voir, n'est plus aujourd'hui de mise; au mieux de nouvelles offensives sont-

elles suspendues aux résultats des batailles d'aujourd'hui : « contre l'inflation, pour la compétitivité, l'assainissement de l'industrie, pour la reconquête du marché intérieur »...

Le gouvernement renonce, au moins pour un temps, à faire de la réduction du mal le grand objectif numéro un.

Les travailleurs en seront quittes pour se battre pour conserver leur emploi (s'ils en ont un); pour qu'en soient créés d'autres (les besoins ne manquent pas et sont loin d'avoir été comblés dans la Santé, dans les PTT, ou simplement pour rendre supportables certains postes aux cadences par trop inhumaines); pour que les chômeurs puissent continuer à survivre et à espérer trouver ou retrouver un travail.

Certes la droite restée au pouvoir aurait maintenu sans détour le genre de cap où s'engage aujourd'hui le gouvernement et aurait atteint des résultats bien plus « avancés » dans la courbe ascendante des sans-travail, en écrasant au passage encore plus les libertés pour les travailleurs, à l'entreprise ou en dehors.

Mais les travailleurs espéraient autre chose; on leur avait d'ailleurs fait espérer autre chose! Et pour la guerre au chômage, ils devront compter sur eux-mêmes.

Gilles CARPENTIER

(1) Fin août, la Communauté européenne compte plus de 10 millions de chômeurs, ce qui représente près de 10% de la population; la France se situe dans la « bonne moyenne ».

(2) L'emploi industriel (non compris le bâtiment) est en régression continue. Il s'est redressé au deuxième trimestre de 1982 : 5 253 500 en juillet; 5 241 600 en avril.

Le nombre de régularisations a été de l'ordre de 105 000. L'incidence de la réduction de la durée du travail est bien difficile à mesurer...

Il est certain, par contre, que la très grande majorité des quelque 10 800 contrats de solidarité s'est traduite par le simple remplacement de départs en pré-retraite, non par des réductions d'horaires (et création d'emplois) supplémentaires.

L'EMPLOI A FOUGERES

Est-ce le ciel bas et gris, sur les toits gris de Fougères? La ville semble repliée derrière ses murs face aux difficultés aggravées d'année en année et dont rien n'indique la fin, au contraire.

En ce lundi de fin septembre, nombre de magasins fermés aidant, on pourrait croire une ville morte... A la sortie des écoles, les enfants, la ronde des voitures, créent une brusque et brève animation...

Quel avenir ici pour eux?

Certes, Fougères n'a plus le record du chômage : avec 12,3% de la population salariée sans emploi, le pays fou-

gerais est bien au-dessus de la moyenne nationale, mais bien en-dessous de Redon (18,3%) ou Saint-Malo (16%) ou de la moyenne bretonne (13,5%). C'est simplement que la situation s'est aggravée encore plus vite à côté... Et cela veut dire aussi que partir, émigrer, a toute chance de ne pas être une solution.

Or, si l'on observe les données du CREDAF (Centre de recherche économique de Fougères), on constate que l'emploi industriel, malgré une diversification engagée depuis longtemps, chute depuis 1968; baisse compensée par le développement du tertiaire (1200 de moins dans l'industrie, 1400 de plus dans le tertiaire). Mais l'évolution en 1981 laisse à penser que le plein a été fait : à Fougères-même, le secteur tertiaire a baissé et le nombre d'emplois, secondaire plus tertiaire, a chuté de 375 pour l'ensemble du pays fougérais.



Manifestation des « Réos » pour protester contre des interpellations, le 24 mars 1976

DU PIRE AU PIRE

La population diminue (de 27 000 à 25 000) à Fougères, même si cela est pour une part au bénéfice des communes suburbaines où un nombre non négligeable de Fougérais, plutôt modestes, ont fait construire ces dernières années.

La population active agricole s'est réduite de près du tiers en 10 ans (près de 4 000 emplois en moins) et le mouvement va continuer, si l'on en juge par exemple à l'âge des chefs d'exploitation dont près de 84% ont plus de 40 ans.

C'est dire que l'avenir est sombre. Au total les « demandes d'emploi non satisfaites » ne cessent de croître — de 300 en 1968, elles en sont aujourd'hui à 3 000 — avec les montées en flèche de la crise de la chaussure en 1975-1976 (1 050 emplois perdus) puis de celle de l'habillement, avec 800 emplois perdus en 1977-1978 (SPLI, SAPITEX...).

Les chiffres de 1981 sont particulièrement inquiétants, puisque, mis à part l'agro-alimentaire et les matériaux de construction qui se sont maintenus, tous les secteurs perdent des emplois dans l'industrie. Une tendance qui ne s'est pas démentie depuis.

En fait, les implantations qui sont venues diversifier l'activité industrielle sont de type sous-traitance (de l'automobile, par exemple, en mécanique, électricité) ou petites unités de grands groupes (tel Cyclone, du groupe Bousac-St-Frère). En aucun cas elles ne semblent en mesure d'être les moteurs

d'un redémarrage que rien ne laisse entrevoir, au contraire.

UN BILAN POUR LA DROITE

Particulièrement mal desservie (de Paris, après le train, il faut prendre le car à Vitré; pour la désenclaver, le député-maire RPR Cointat aurait en vue un aéroport!), la ville de Fougères, forte concentration industrielle dans une zone très rurale, a été vouée par ceux qui la gèrent — la droite depuis toujours, sauf 1936 — à des palliatifs en guise de soins, se bornant à attirer des chercheurs de primes. Conséquences : des scandales comme celui d'une société Gant-International venue pleine de promesses et partie sans laisser de trace après avoir engagé quelques travaux d'installation, inscrit quantité de travailleurs... et touché les subventions!

Cette droite, elle ne manque pas d'air!

Ici, un bombage « PC, CGT : fossoyeurs d'usines » côtoie (pas par hasard, on s'en doute) un vaste placard où domine le portrait de Chirac, qui annonce la prochaine réunion mensuelle et publique du RPR.

Là, les « professionnels de la construction » s'insurgent sur fond de potence : « Construction étranglée, France en danger »; affichage particulièrement voyant aux abords de l'UL-CGT...

Au Conseil municipal, la gauche a trois élus depuis 1977 (longtemps, elle n'en a eu aucun, puis un). C'est trop pour Cointat qui a essayé de faire invalider l'élu du PCF, qui a fait muter (sous couvert de promotion) un élu PS à Rennes. Ils ne sont même pas prévenus des réunions des commissions dont ils sont membres.

Quant à la publicité des débats, face aux travailleurs, Cointat et ses conseillers préférèrent s'enfuir par la petite porte... Depuis que cela, une fois, s'est produit, les dates de réunion du Conseil sont affichées la veille ou l'avant-veille et la disposition de la salle (on ne sait jamais) a été modifiée pour permettre une sortie plus facile!

Le passé pèse lourd sans doute, dont le célèbre château n'est pas la seule trace, et dont l'esprit, au besoin mis au goût du jour, s'entretient largement dans la tradition des institutions privées qui, ici, partagent à peu près

L'APRES-REHAULT

à égalité l'éducation des jeunes fougérais avec l'école publique.

La classe ouvrière n'y a jamais vraiment trouvé son unité, sauf le temps d'une grande colère, le 26 janvier 1968, le 30 septembre 1975...

Pourtant Fougères, cette ville ouvrière, a voté Mitterrand en 1981.

Comment traduira-t-elle, dans l'avenir, ses aspirations, ce qu'elle a pu retirer en matière d'emploi de ses douloureuses expériences? Comment persévérer ses divisions?

LE POIDS DU CONFLIT RÉHAULT

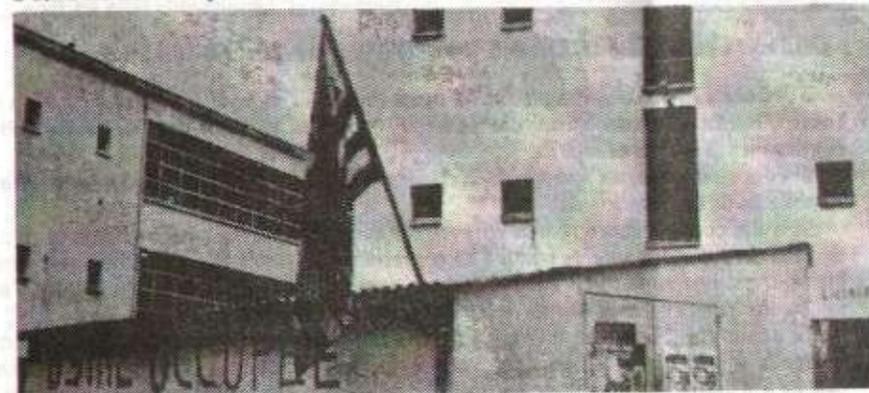
Pour Jeannot, militant CFDT, qui souligne le contraste entre les 6 000 manifestants pour l'emploi en janvier 1968 (il y avait alors 300 chômeurs) et l'impossibilité de rassembler ces dernières années plus de 300 personnes sur ce problème, il y a le poids du conflit Réhault, un conflit de 5 ans qui marque et marquera longtemps en négatif car il se termine sur un échec : Réhault n'existe plus et c'est ce qui reste dans les têtes.

Aujourd'hui encore, dans sa boîte, Jeannot voit FO fonder ses attaques contre la CFDT sur cet exemple : « S'ils veulent faire comme à Réhault, qu'ils le disent... La CFDT fait couler les boîtes, voyez Réhault... », etc.

En fait, Réhault a été isolé à Fougères.

Toujours en avance, pour la région, sur le plan social (sur la base d'un contrat passé au début des années 50 avec la CFTC), reprenant au fil de son développement pas mal de boîtes qui se cassaient la figure, le numéro un était finalement pour ces raisons mal vu du patronat local pour qui sa chute

L'usine Réhault occupée



a pu être une sorte de revanche.

Pour les autres travailleurs, l'idée que Réhault tombait pour avoir vécu au-dessus de ses moyens n'était pas sans prise. Et puis, l'histoire de la chaussure dans la région était émaillée de fermetures d'usines, puis de créations : on finissait toujours plus ou moins par retrouver une place.

Or, c'était là le début d'une crise bien plus sérieuse.

En septembre 1975, trois boîtes étaient touchées. Là il y a eu une grande manifestation. Puis le problème a été réglé pour les deux autres. Et la journée ville morte pour Réhault, en mars 1976, a pratiquement capoté. (Les 10 000, le 1^{er} mai suivant, pour une journée portes ouvertes, venaient surtout de toute la Bretagne.)

La division syndicale a pesé lourd aussi...

Il y avait 400 syndiqués à Réhault, dans une CFDT qui n'était plus la CFTC d'où elle était issue.

Nombre d'entre eux ne se sont pas resyndiqués : perte pour la CFDT, mais en fait pour le syndicalisme...

Tout cela pèse lourd, alors que la pression sur l'emploi est terrible.

COMBATTRE LE FATALISME

Pour Philippe Brunet, de l'UL-CGT, il y a une bataille énorme sur la question de l'acceptation de la crise : « La fatalité de la crise; choisir entre emploi et pouvoir d'achat » etc. Ce problème est loin d'être réglé depuis mai 1981. La classe ouvrière n'est pas gagnée à l'idée qu'on peut sortir de la crise en faveur des travailleurs.

Il faut prendre le pas sur cette campagne idéologique, de manière réaliste,

ce qui ne veut pas dire mettre les revendications de côté mais au contraire montrer le possible des revendications. Il s'agit de mordre sur le terrain de la gestion, domaine réservé des patrons.

C'est une action syndicale de type nouveau, qui remet en cause le système de production capitaliste, une affaire de longue haleine, une bataille lancée dans les têtes par le 41^e Congrès.

Ici, on se bat pour une filière cuir sur la Bretagne. Il y a des aberrations du genre : les peaux partent d'ici pour être traitées en Italie et reviennent pour la chaussure! Il y a un plan cuir adopté au niveau national dont on aimerait avoir des retombées ici...

Dans la politique du gouvernement, il y a des choses positives comme les contrats de solidarité, les mesures pour les jeunes de 16 à 18 ans : on peut s'appuyer dessus pour contraindre les patrons à signer des contrats avec réduction du temps de travail, pour accepter des stagiaires. Il y a aussi des choses négatives. Mais tout reste possible; c'est aussi suivant l'intervention des travailleurs.

L'obstacle le plus important, c'est le patronat, le problème du pouvoir économique.

Les travailleurs de Fougères ne se satisfont sûrement pas de la situation qu'ils connaissent. Mais, malades du chômage, ils vivent pourtant avec, ils doivent vivre avec. Or, au-delà de Fougères, aucune voie royale ne s'est dégagée qui enlève l'adhésion de tous.

On peut comprendre qu'ils soient circonspects pour s'engager. Faudrait-il, pour que le fatalisme s'estompe, une nouvelle génération comme le pense un peu Marie-Claude Mongodin? Y aura-t-il de nouveaux Réhault, mais victorieux cette fois?

Aujourd'hui, les licenciements, les pertes d'emplois sont nombreux, mais saupoudrés, progressifs. Martin, la plus grosse usine de chaussures est descendue de 1 300 à 650...

Aujourd'hui aussi, il y a d'autres conditions, d'autres points d'appui (les contrats de solidarité, les comités locaux pour l'emploi...).

Les luttes seront différentes. Mais elles seront. Car il n'y a pas d'autre issue (ni ailleurs, à côté ou plus loin, ni en haut) face au mal qui s'aggrave.

Gilles CARPENTIER

VIVRE SANS TRAVAIL AU PAYS DE FOUGERES

Marie-Claude Mongodin était déléguée CGT à Réhault, parmi les dernières occupantes. Elle a été 4 ans au chômage, hormis un stage de 3 mois d'usinage-tôlerie. Elle est maintenant garde d'enfants de l'ASE (Aide sociale à l'enfance).

Après les licenciements dans la chaussure puis l'habillement (secteurs à main-d'œuvre en majorité féminine), les femmes ont représenté jusqu'à 75% des chômeurs en 1978. Elles en sont encore plus de 62%.

Comme beaucoup, elle a connu le chômage de longue durée. Plusieurs n'ont d'ailleurs jamais retrouvé : cela fait 6 ans et demi pour Réhault!

Dans le textile aussi : Marie-Claude cite une amie qui en 4 ans et demi n'a travaillé que le temps d'un coup de main.

D'autres ont pu travailler 5 ou 6 mois, ce qui leur a permis de retrouver les droits au chômage... mais cela reste du chômage.

Dans sa cage d'escalier, du 1^{er} au 4^e, au-dessus et au-dessous de chez elle, les quatre femmes étaient au chômage, il y a peu.

Dans sa ZUP, dans toutes les cages d'escalier, il y a une ou deux personnes au chômage, sans compter celles qui arrivent en garantie de ressource!

Une autre de Réhault, bien plus jeune, a fait plusieurs stages préformation, mise à niveau Bac, stage de secrétaire à Angers, etc. Et elle n'a toujours pas de travail. Plusieurs ont quitté Fougères; une qui avait de la famille à Quiberon y est partie : elle y fait des ménages!

Beaucoup d'ailleurs ont cherché des ménages.

Même encore dans la page locale du journal, on voit des annonces : femme acceptant ménages...

Même chose pour les gardes d'enfants.

Il y a même eu une sorte de marché noir de la garde d'enfant.

En général, les hommes ont retrouvé plus facilement (d'ailleurs à Réhault la plupart des occupants étaient des femmes). Mais certains sont aujourd'hui de nouveau au chômage.

Et les jeunes?
Chez ses voisins, il y a trois garçons, tous au chômage! Dont un qui avait

devancé l'appel pour le service militaire en espérant trouver plus facilement après... Cela donne une idée.

Que font-ils?
Le jour du pointage, ils font les bistrot; autrement ils vont chez l'un, chez l'autre. Que peuvent-ils faire?

Un jour, il font la tournée de toutes les boîtes... c'est la corvée. Il le faut pour l'Assedic... Ils savent d'avance que ça ne donnera rien.

Un jeune qu'elle connaît a subi des brimades en apprentissage : on le gardait jusqu'à 8 heures le soir, sous n'importe quel prétexte, on le frappait. Les parents hésitaient à porter plainte (ce n'est pas un cas unique dans cette boîte); ils avaient tout de même fait constater par un médecin. Comme il n'a pas été embauché, les parents font quelque chose : ça va passer aux prud'hommes.

Ce même garçon a été embarqué un matin au saut du lit au commissariat : il y avait eu une bagarre dans un bal et un flic qui habite le quartier l'avait vu rentrer à 2 heures du matin... c'est tout! Les flics lui ont dit : «*Tol, on t'a à l'œil*». Il n'a jamais commis une infraction. Ce gars traîne dans Fougères; il dort la journée; il boit chez lui. C'est terrible... Il est buté, c'est tout.

Or, quand il a du travail (ça lui est arrivé : un coup de main), on voit bien, ça va tout de suite mieux.

Les répercussions du chômage?
Sur la santé, c'est net : dépressions nerveuses, maladies dérivées. Une enquête a été faite ici par un universitaire de Rennes.

Ici, les chômeurs restent chez eux, une sorte de honte, la crainte des

questions.

Il y a des problèmes d'alcoolisme : Marie-Claude a connu une femme qui en est morte.

A la fin du conflit, dit-elle, on avait fait un pointage sur les listes des travailleurs de Réhault : il y avait eu beaucoup de morts; beaucoup de cancers... On disait : encore un!

Ceux qui sont restés dans le conflit s'en sortaient mieux. On s'entraidait, on se voyait, on avait une activité. On allait voir l'enquêteur de l'ANPE à plusieurs... On se remontait le moral.

Après, il y a eu un manque très dur. Alors, l'action collective, l'organisation des chômeurs?

C'est très difficile. Tant qu'il y avait Réhault, ça allait mieux. Mais maintenant, c'est très difficile.

On ne peut pas avoir quelque chose de stable; si un copain qui a pris des responsabilités trouve du boulot, il part c'est normal. Et c'est à refaire.

A Fougères, il y a une certaine habitude d'un certain chômage. On faisait plusieurs boîtes (des fois 10, 15). Dans la chaussure, il y avait deux périodes creuses où on travaillait 10h, 12h dans le mois. Par contre en été, c'était 10h par jour plus le samedi. A ces moments-là on trouvait toujours au moins des coups de main.

Peut-être on se dit qu'on finira bien par s'en sortir.

On fait aussi comme l'autruche... On ne veut pas voir qu'on peut être concerné.

Il y a aussi la peur.

Il s'est installé un certain fatalisme. Peut-être il faudra attendre une nouvelle génération.

100 000 emplois potentiels dégagés fin juin

6 016 contrats de solidarité avaient été signés fin juin 82 et 3 865 dossiers étaient alors en cours d'instruction, concernant des collectivités locales et entreprises de toutes tailles regroupant 1,3 million de salariés.

5% des contrats signés comportant la clause de réduction du temps de travail permettent l'embauche de 6526 personnes.

96% des contrats concernent la « pré-retraite démission » et dégagent 98 100 emplois potentiels. Sans aucun doute, le nombre de pré-retraités et d'embauches effectives sera sensiblement inférieur au bout du compte, comme dans l'exemple de la CEPEM ci-contre, l'ensemble des bénéficiaires potentiels ne partant pas en pré-retraite.

Le « contrat » CEPEM est un « bon contrat » qui garantit les intérêts des partants et des nouveaux embauchés pour l'essentiel. Tout n'a pas été si bien partout, tant s'en faut : embauche à d'autres endroits, dans des qualifications différentes, restructurations en douceur, etc. Une fois encore, l'action des travailleurs et des syndicats a été déterminante.

CONTRAT DE SOLIDARITE A LA CEPEM-ORLEANS

C'est en mars 82 qu'a été signé le « contrat de solidarité » à la CEPEM : 200 emplois potentiels ont été dégagés pour 2 000 salariés dans l'entreprise. C'est un gros « contrat » pour l'agglomération orléanaise, qui a joué un rôle pour la signature d'autres.

De fait, environ 170 travailleurs de la CEPEM seront partis en pré-retraite d'ici peu et déjà 150 nouvelles embauches ont été réalisées. Pourquoi ce contrat? Comment s'est-il réalisé? L'un de ses artisans, Michel Anger, militant syndicaliste (et de notre parti) à la CEPEM, nous a fourni des explications et ses réflexions sur cette signature.

Dès janvier, l'attitude du patronat a été négative, pour des raisons strictement politiques : il n'était pas question d'aller dans le sens d'une initiative gouvernementale! Trois mois plus tard, un contrat était pourtant signé.

LES RAISONS D'UNE SIGNATURE

Entre temps, l'entreprise a été nationalisée et sans doute la nationalisation a-t-elle eu un effet positif dans le déclenchement de la négociation. D'autant qu'un courant majoritaire en faveur du contrat s'était peu à peu dessiné dans l'entreprise. De fait tous les travailleurs y avaient intérêt : les plus de 55 ans bien sûr, mais aussi tous les autres, en raison de l'engagement de maintien des effectifs pendant deux ans et des possibilités ouvertes de promotion interne à l'entreprise par le départ de plus chevronnés. L'information et l'action syndicales ont permis de créer un rapport de forces favorable à la signature du contrat.

Sans doute le patron y a-t-il vu, quant à lui, un avantage dans le renouvellement et le rajeunissement du personnel. Durant toute la négociation du contrat, il a tenté de gagner sur d'autres tableaux et cela n'a pas été toujours facile.

LES DIFFICULTÉS POUR LA SIGNATURE

En effet, l'ordonnance gouverne-

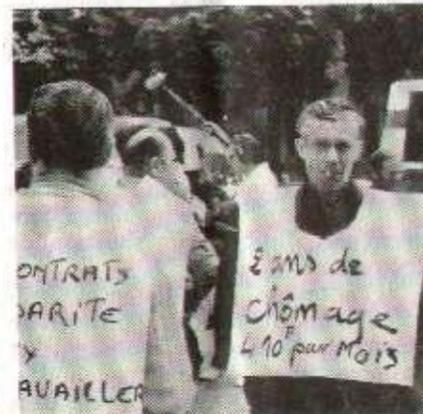


Photo AFP

mentale donne uniquement les bases générales du contrat, les modalités concrètes pouvant varier d'une entreprise à l'autre, en fonction du rapport de forces. Les pré-retraités seraient-ils considérés comme retraités ou comme démissionnaires? La première solution, plus avantageuse pour eux, a finalement été gagnée ainsi que la prime de départ en retraite prévue dans la convention collective.

Autre accrochage avec le patron : la question des embauches définitives; il aurait bien voulu faire passer des nouveaux emplois à contrats limités, ce qui est contraire à l'ordonnance. Bagarre encore : celle des effectifs de référence, ceux-ci devant être maintenus pendant deux ans; il a fallu tenir ferme, c'était à la limite de la rupture! Enfin, le patron a fait des embauches à temps partiel pour remplacer des temps pleins pour une trentaine d'emplois : les renforcements de l'ordonnance sur ce point ont permis ce mauvais coup-là que l'action syndicale n'a pas pu enrayer.

DES RÉSULTATS POSITIFS

«*Mon appréciation personnelle par rapport aux contrats de solidarité pré-retraite, c'est que c'est une chose excellente; j'y vois beaucoup d'avantages; le seul inconvénient, c'est que les patrons peuvent introduire le temps partiel en raison de l'ordonnance. Il y a aussi le problème de la restructuration... mais nous n'avons pas été touchés. On a fait un pot de l'amitié pour le départ de 40 personnes au moment des vacances, il y avait une grande chaleur*

entre nous. Une femme à 55 ans ou 58 ans y gagne deux ans ou plus de vie qui comptent...»

C'est le point de vue de notre camarade Michel qui souligne plusieurs aspects positifs pour les travailleurs de son entreprise : le soulagement d'arrêter pour les travailleuses, nombreuses à la CEPEM, lié à une opération financière assez intéressante puisqu'avec le « minimum garanti » par les ASSÉDIC et nos bas salaires, pour certaines près de 90% du salaire net seront versés avec les frais de transport en moins; il y a aussi le fait que toutes les embauches nouvelles sont à contrat indéterminé et que cela favorise la cohésion et la mobilisation dans la boîte; et l'embauche de jeunes enfin.

Il souligne, par contre, les problèmes psychologiques d'un départ brutal en retraite et une certaine inquiétude de plusieurs travailleurs. Inquiétude renforcée par les projets qui courent de les faire cotiser à la Sécurité sociale de 8 à 12% au lieu des 2% initialement prévus. Une telle mesure serait grave pour les pré-retraités et entamerait, si elle est maintenue, la crédibilité des contrats de solidarité pré-retraite (1).

Il note enfin, qu'à la différence d'autres entreprises — comme la Thomson par exemple — le « contrat » CEPEM n'a pas été l'occasion d'une « restructuration en douceur ».

«*On s'en est bien tiré, conclut-il, et cela tient pour beaucoup à l'action syndicale.*»

Dans la région orléanaise, d'autres contrats pré-retraite ont été conclus dans le privé : 1 300 emplois potentiels ont été dégagés — mais combien le seront-ils effectivement au bout du compte? Il y a 13 000 personnes de plus de 55 ans dans la population active et sans doute quelques milliers parmi elles à pouvoir bénéficier d'un contrat. Encore faut-il que soit popularisée cette possibilité — jusqu'à mars 83 — et que l'action des travailleurs et des syndicats prenne le relais, notamment dans les petites entreprises.

(1) Il semble bien que cette inquiétude soit justifiée par les propositions de P. Beresgovoy pour diminuer le déficit de la Sécurité sociale.

LE CHOMEUR ET SA SANTE

Victoire! La progression du chômage est freinée; il n'y aura plus que quelques dizaines de suicides, quelques centaines d'infarctus, quelques milliers de dépressions nerveuses, quelques centaines de milliers de patraques digestives en plus...

Parmi les gens à qui la propagande insidieuse de la droite fait dire que « lorsque l'on veut vraiment travailler on trouve du travail », il se trouve toujours quelqu'un pour parler de « chômeurs heureux » qui « travaillent quand ils en ont envie et le reste du temps vivent sur notre dos ». Il est vrai que certains jeunes préfèrent faire des petits boulots intermittents pendant 2-3 ans surtout quand ils ne trouvent rien de bien intéressant et que des préretraités sont contents de ne pas à avoir à s'user jusqu'à 65 ans. Mais la majorité des chômeurs supportent tellement mal leur chômage qu'ils s'en rendent malades; même ceux qui faisaient semblant de croire que « ça n'arrive qu'aux autres » lorsque l'« accident » leur arrive. D'après plusieurs sondages qui se recoupent, 70% des médecins français sont persuadés que le chômage est générateur de symptômes ou un facteur aggravant de symptômes déjà existants.

LES CADRES, C'EST LE COEUR...

Le nombre de consultants ouvriers, cadres, employés chez un médecin est égal à leurs parts respectives dans la population active. Les différences sont qualitatives : les cadres multiplient leurs symptômes, anxiété, troubles du sommeil et relationnels. Ils présentent surtout des douleurs ulcéreuses et des symptômes cardio-vasculaires. Les ouvriers ont plutôt des douleurs abdominales. Tout le monde n'a pas la même image de soi-même, ni le même regard des autres sur soi, donc tout le monde n'a pas le même langage et on exprime ses souffrances et ses difficultés de vie de façon différente. Il vaut mieux aux yeux d'autrui et de soi-même faire le malade que ne rien faire. Le sentiment de dévalorisation des cadres se traduit fréquemment par l'impuissance sexuelle. Les cadres supérieurs parisiens de plus de 40 ans sont les plus affectés. Parmi les ouvriers, c'est à 25-40 ans que la perte de l'exercice de son habileté et

de sa force de travail est la plus pénible. Les ouvriers compensent plutôt par le tabac et l'alcool qui sont des moyens d'affirmation de soi et de virilité. Ça tranquillise autant que les médicaments « pour les nerfs », mais en plus ça n'en est pas. Les femmes au chômage consultent davantage quand elles sont employées (47%) que lorsqu'elles sont ouvrières (25%), d'autant que leurs revenus permettant souvent l'acquisition d'un appartement, de mobilier... rendent plus difficile leur situation de chômeuses.

Il existe aussi des différences régionales : dans une grande région ouvrière comme le Nord où le chômage n'est pas nouveau et où une certaine solidarité existe dans le travail comme dans le chômage, les symptômes sont moins forts. Peut-être aussi y a-t-il peu d'argent pour consulter!?

FEMMES, ÉMANCIPEZ-VOUS SOYEZ AUSSI MALADES QUE LES HOMMES

Les hommes vivent plus mal leur chômage que les femmes, c'est incontestable. Ils sont culpabilisés de ne pouvoir assumer les responsabilités que les modèles culturels (statut du père nourricier) les obligent à prendre. Les stéréotypes homme-femme ont la vie dure! Les hommes seuls consultent moins que les femmes mariées et que les femmes seules. Plus les hommes sont âgés plus ils consultent, alors que ce sont les femmes jeunes qui sont les plus « malades » du chômage, touchées dans leur désir de s'affirmer et d'acquiescer une indépendance économique par le travail. Les veuves, les divorcées de plus de 40 ans consultent plus que les femmes mariées dont certaines « profitent » du chômage pour faire une « pause ».

CÔTÉ SEXE, ÇA NE VAS PAS FORT NON PLUS

Parler de handicapés, c'était jusqu'à présent parler de paraplégiques, de sourds, d'aveugles, de malades mentaux, à la rigueur de diabétiques ou de cardiaques, mais au deuxième Congrès international « Handicap et sexualité », un autre handicap a été mis en évidence, un handicap social : le chômage. Un médecin a présenté une étude sur l'accroissement des troubles sexuels (éjaculation prématurée, dyspa-

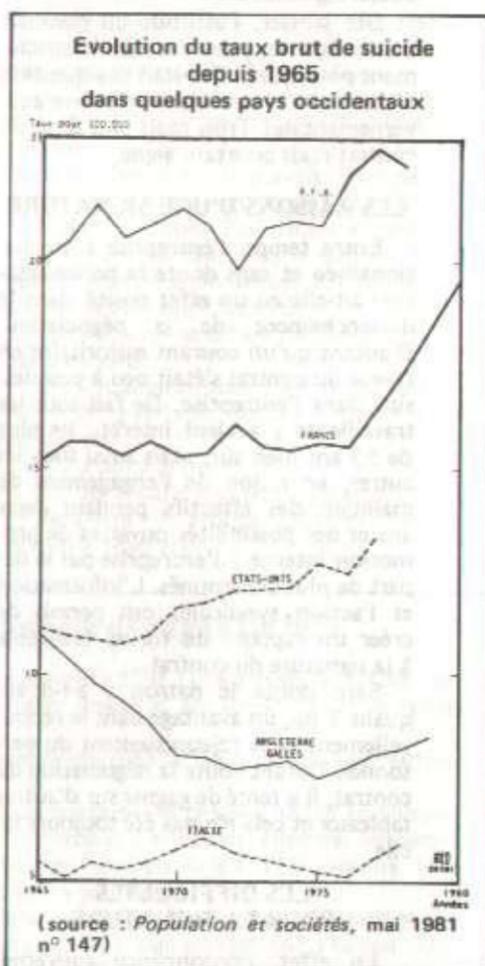
reunie...) dans la population du Nord touchée par la fermeture des usines textiles. Ces troubles sont le reflet de la déstabilisation de familles empreintes d'une grande rigueur morale et traditionnellement très unies autour du chef : le père.

CHOMAGE ET SUICIDE

La recrudescence des suicides comme celle observée pendant les années 30 (qui ont été jusqu'à 20 pour 100 000 en France) montre qu'il y a une relation entre le nombre de suicides et les multiples « facteurs de déstabilisation » amenés par la crise économique : angoisse générale, chômage, loyers impayés, dettes...

La différence avec la poussée de suicides de 1930, c'est qu'aujourd'hui les femmes sont autant touchées que les hommes.

Emile PLANTIER



CITROËN-TALBOT

Une page est tournée

Talbot-Poissy, Citroën-Aulnay : la rentrée des conflits sociaux s'est faite sur les mêmes lieux, dans ces deux mêmes usines où s'étaient achevés avant l'été les conflits les plus marquants de l'an dernier.

Une fin toute provisoire, ce qui d'ailleurs n'a guère surpris, en particulier les travailleurs de ces entreprises : ils se doutaient bien que ceux à qui ils avaient imposé hier de sérieux reculs chercheraient à refaire le terrain perdu.

L'issue de ce nouvel épisode confirme le résultat du précédent : le système Simca-Citroën où une cohorte d'individus ayant pour unique fonction d'imposer aux travailleurs cadences, conditions de travail, de salaires, étouffaient toute liberté (notamment à travers la CSL dont ils étaient le noyau), ce système-là c'est fini.

PAS DE RETOUR EN ARRIÈRE

La vigilance des travailleurs, les pas déjà franchis interdisent son retour; certes il existe encore, mais il ne pourra plus être l'aspect dominant du fonctionnement social de ces usines.

Ce sont les hommes qui constituaient ce système qui sont d'ailleurs descendus dans la rue, ont fait grève même (ces fameuses grèves de la maîtrise de Poissy comme à Aulnay refusant l'annulation de mesures qu'eux avaient décidées, défendant leur pouvoir).

La direction dans les deux cas a accepté l'annulation de mesures répressives ou au moins un compromis, contrainte bien sûr par l'action résolue des travailleurs, mais contrairement aux vœux de ceux qui étaient jusque-là son unique point d'appui, interlocuteur, courroie de transmission de son autorité dans l'entreprise.

Signe flagrant d'ailleurs de l'évolution du rapport de force et du poids qu'ont acquis les travailleurs et leur organisation.

On peut s'attendre à ce que le rôle de ce type d'encadrement continue à décliner au rythme d'ailleurs de son « influence » électorale remise à sa juste place une fois établie un minimum

de liberté dans les élections professionnelles et maintenant qu'ont été conquises les libertés d'expression, d'organisation, d'action, d'adhésion syndicales à la CGT, à la CFDT.

On peut considérer que les responsables au plus haut niveau l'ont admis si l'on en croit les propos du directeur de Poissy admettant qu'il y a une trop grande séparation entre les fonctions de direction du personnel et de la production.

LES NOSTALGIQUES

Dans cette affaire, la droite et sa presse sont intervenues avec une rare violence.

Cible : la CGT accusée d'avoir relancé ces conflits, de « prendre en otage ce secteur industriel » pour appuyer ses exigences, de « sabotage économique », ou de vouloir « déstabiliser l'économie » (j'en passe et des meilleures); le gouvernement était bien sûr compliqué, par l'intermédiaire de son ministre du Travail.

Notons au passage le mépris qu'ont ces gens-là pour les travailleurs qui ne sauraient évidemment être capables de voir par eux-mêmes quand leurs intérêts, leurs libertés, leur dignité, sont en jeu, quand ce qu'ils ont conquis hier est aujourd'hui remis en cause... Non! Les travailleurs ne peuvent qu'être les jouets de visées politiciennes qui les dépassent, et se mettre en mouvement seulement sur ordre de manipulateurs professionnels!

Notons encore qu'à ce concert contre « le pouvoir de la CGT » s'est joint un Bergeron dont le syndicat a d'ailleurs clairement choisi son camp (il manifestait avec la CSL).

Les nostalgiques du système CSL mettent d'ailleurs du temps à comprendre. On a même pu voir le journal patronal *Les Echos* s'en prendre aux dirigeants de Peugeot-Talbot qui, « intellectuellement aussi éloignés de leurs usines que s'ils étaient au siège d'une lointaine multinationale, ne pouvaient imaginer que, en désavouant en une nuit leurs responsables de Poissy, ils déstabilisaient complètement Talbot et sans doute par ricochet Citroën ».

Et d'ajouter qu'ils « n'ont pas compris hier ce que leur méconnaissance des réalités politiques et sociales pouvait leur coûter »! Ils étaient pourtant bien aux premières loges pour entendre cette vérité : « La CSL, c'est fini »...

UNE REMISE A NIVEAU

Est-ce à dire que les dirigeants de Peugeot ont renoncé à leur pouvoir? Certes pas... Simplement et c'est déjà important, on s'achemine vers une forme plus commune de « rapports sociaux » dans leurs entreprises, grâce au combat des travailleurs; les immigrés, qui étaient pour l'essentiel les victimes des rapports antérieurs, ont ici fait un grand pas dans l'égalité des droits.

Ont-ils renoncé à leurs projets? Certes pas non plus... La restructuration du groupe (dont Talbot-Poissy a déjà payé le prix de millions d'emplois) va se poursuivre. Le problème des O.S. demeure, et bien d'autres.

Il y aura d'autres batailles. Simplement les travailleurs partent bien mieux armés maintenant, y compris pour en finir pour de bon avec le système CSL. Quant à ce système, il restera encore bien des patrons pour en appliquer les méthodes et les principes.

G.C.



STATUT DE PARIS

Contre les manoeuvres de Chirac

Quelques chiffres permettent de bien situer la réalité parisienne d'aujourd'hui : 2 200 000 habitants au dernier recensement, contre 2 800 000 en 1962; plus de 2 millions d'emplois, dont 75% dans le secteur tertiaire; l'immigration dépasse 20% de la population avec d'importantes disparités entre les quartiers; plus de 100 000 chômeurs; l'éviction régulière des familles populaires et une ségrégation sociale croissante; plus de 20% de personnes âgées; des logements de luxe qui voisinent avec de nombreux logements anciens et insalubres : par rapport à la moyenne de la région parisienne, il y a à Paris en moins 12% de sanitaires, 15% de chauffage central, 26% de logements qualifiés de confortables. Paris, c'est aussi la concentration de tous les pouvoirs politiques et économiques, une capitale touristique et culturelle.

Face à ce gigantisme, que traduisent bien le fait que le Conseil de Paris est à la fois Conseil municipal et Conseil général, un budget de plus de 10 milliards de francs pour le fonctionnement et de 3 milliards d'investissements, les 34 000 agents de la ville, le statut du 31 décembre 1975 confie l'ensemble des pouvoirs au maire de Paris et à l'état-major pléthorique qui l'entoure. Des commissions d'arrondissement existent bien, mais la plupart de ses membres sont élus par le Conseil de Paris ou désignés par le maire; de plus elles n'ont pratiquement aucun pouvoir. Paris, c'est donc une absence quasi totale de démocratie, alors que les problèmes sont sans proportion avec n'importe quelle ville de France.

Le gouvernement vient de proposer un nouveau statut qui, outre l'augmentation du nombre de membres du Conseil de Paris, crée des conseils d'arrondissement élus, désignant chacun un maire. Ces conseils seront composés des conseillers de Paris de l'arrondissement et de conseillers d'arrondissement, en général deux fois plus nombreux, tous élus selon la nouvelle loi électorale pour les municipales, au total 505 conseillers.

Un tel statut représente une réelle réforme démocratique par rapport à la situation actuelle. Elle va permettre de rapprocher la vie municipale des travailleurs et habitants, faciliter leur in-

tervention réelle, leur contrôle, des décisions qui les concernent : équipements sociaux, logement, école, aide sociale, etc.

On comprend la hargne de Chirac et de l'ensemble de la droite contre ce projet. Ils veulent maintenir leurs privilèges exorbitants pour continuer à mener leur politique de désindustrialisation, de déshumanisation de Paris, mais aussi pour s'en servir comme tremplin pour faciliter leur retour au pouvoir.

Le Comité de Paris du PCML vient de se prononcer pour le nouveau statut, mais aussi pour son amélioration. Compte tenu de la réalité parisienne, il propose que le Conseil de Paris comme les conseils d'arrondissement soient élus à la fois par les habitants de Paris

et par ceux qui y travaillent, en instituant un double collège, et que dès maintenant les unions locales et départementales des syndicats soient systématiquement entendues; qu'il en soit de même pour les organisations de travailleurs immigrés, ainsi que pour toutes les organisations du mouvement associatif et populaire (CNL et Comités de locataires, FCPE, MRAP, consommateurs, associations familiales...).

Le Comité de Paris du PCML s'est également adressé à toutes les forces du mouvement ouvrier de la capitale pour leur proposer d'agir en commun pour soutenir et améliorer le projet et pour contrer les manoeuvres que vont organiser Chirac et la droite. Ainsi seraient créées des conditions favorables pour battre Chirac en mars prochain.

AGRICULTURE 81

L'exode se poursuit ...

L'INSEE vient de publier « les comptes de l'agriculture en 1981 » qui avaient été présentés à la Commission des comptes de l'Agriculture de la nation. Ce rapport regroupe non seulement les résultats de l'année 81 mais aussi les différentes évolutions intervenues ces dernières années. Quelques chiffres sont particulièrement significatifs de l'évolution de l'agriculture française.

Le nombre d'exploitations continue à diminuer, de l'ordre de 2% par an. Au total, de 1970 à 1981, c'est près du quart des exploitations qui sont ainsi disparues. Le revenu net moyen, qui tient compte des investissements de plus en plus lourds, par exploitation, diminue régulièrement depuis 1974. En 7 années, cette réduction s'élève à 31,7%.

Cette évolution régulière, et qui se poursuit, ne reflète pas les importantes disparités qui existent entre exploitations. Pour l'année 1980, sur 850 000 exploitations, les 42 900 (soit 5,1%) qui ont un revenu brut supérieur à 200 000 F se répartissent 27,3% de l'ensemble des revenus bruts des exploitations agricoles. A l'opposé, les 437 500 exploitations (soit 51,4%) qui ont un revenu inférieur à 50 000 F ne se répartissent que 14,8% des revenus bruts globaux.

L'écart est variable selon les productions principales des exploitations. Pour les ex-

ploitations céréalières, il est particulièrement important : 8% des exploitations se partagent 42% des revenus, alors que 49% des exploitations doivent se contenter de 6%.

Ces quelques chiffres montrent que la politique d'élimination des exploitations les moins rentables, d'un point de vue capitaliste, se poursuit en même temps que s'aggrave la différenciation à l'intérieur de la paysannerie. D'un côté, les grosses exploitations, de plus en plus intégrées aux firmes agro-alimentaires augmentent leur rentabilité, et de l'autre la masse des petits et moyens paysans, de plus en plus endettés, sinon ruinés, de plus en plus placés en position de soumission par les firmes agro-alimentaires, n'ont d'autre solution que l'exode rural.

Dans *Travailleurs* n°1 - Septembre (encore disponible) :

— une étude sur la politique économique gouvernementale : « L'Austérité, la mauvaise voie »

— un dossier : « Palestine, drame d'un peuple »

— Sidérurgie Lorraine : Et demain ?

— Une enquête sur la Fédération des Conseils de parents d'élèves (FCPE)

DOM-TOM

Toujours des colonies

Avec « ses » départements et territoires d'outre-mer, dispersés aux quatre coins du monde, la France de 1982 reste l'une des dernières puissances coloniales de ce siècle. Le droit à l'indépendance, proclamé par Mitterrand à Cancun, ne serait-il donc valable que pour les autres ?

Claude LIRIA



L'hémorragie

Dans son numéro de juin 82, le journal indépendantiste guadeloupéen *Jakata* donne des chiffres sur le chômage en Guadeloupe et l'émigration en France :

« Par delà les buildings, les hôtels, les belles voitures, la vie facile, etc., la Guadeloupe demeure malade, malade de sous-développement, malade de la colonisation. Le signe le plus évident de cette maladie, c'est le chômage : 20% de la population active, avec son corollaire, l'émigration.

« Dans une estimation en date du 31/12/80 de la commission du bilan, publiée dans le rapport : « La France en mai 1981 », et signalée par le petit feuillet de la vieille droite coloniale *Icar*, il est dit que les Guadeloupéens établis en France avant 1963 étaient au nombre de 45 000. Ceux établis depuis 1963 et expédiés par le BUMIDOM sont au nombre de 59 263, tandis que ceux qui ont été contraints à l'exil mais qui n'ont pas utilisé les services de l'office négrier sont 65 000. Il y aurait donc selon les sources, 169 263 Guadeloupéens en France, soit 54% de la population restée au pays. Cela est tout simplement effarant ! Mais c'est la situation coloniale, il faut en prendre conscience pour s'y opposer. »

Réunion, Martinique, Guadeloupe, Guyane : quatre départements d'Outre-mer ou DOM.

36 ans après la loi de départementalisation, votée par l'ensemble de la gauche, l'échec est patent, y compris pour ceux qui avaient espéré que l'intégration résoudrait les problèmes de leurs pays, jusque-là soumis au « Pacte colonial ».

Jusqu'en 1946, année de la loi de départementalisation, le principe qui guide les relations entre la France et ses dépendances est que : « Les colonies non seulement ne devaient rien coûter à la métropole, mais encore devaient lui rapporter. Les produits coloniaux avaient l'exclusivité sur le marché français, et en contrepartie les produits français avaient l'exclusivité sur le marché colonial. Corollaire de cette organisation d'un marché favorable à la métropole, le transport des denrées et marchandises était le monopole du pavillon français. » C'est ce qu'on appelle « L'Exclusif ou Pacte colonial » : « Ni pavillon, ni commerce, ni négociants étrangers aux colonies ».

Pendant plusieurs siècles, l'économie est entièrement axée (« désaxée » serait plus exact) sur la production de denrées agricoles exigées par la métropole : épices, café, sucre. Bien entendu cette agriculture d'exportation s'étendit au détriment des cultures vivrières qui, jusque-là, assuraient la subsistance des habitants autochtones.

UNE ÉCONOMIE EXTRAVERTIE

Cet héritage explique en partie l'actuelle situation de dépendance des DOM à l'égard de la France. En partie seulement, car 36 années de départementalisation ont encore aggravé les choses.

Aujourd'hui, les départements d'outre-mer possèdent les caractéristiques d'une économie déformée :

- hypertrophie du secteur tertiaire, employant les fonctionnaires d'administration et surtout les employés du commerce d'importation;
- un secteur industriel insignifiant;
- une agriculture, basée sur l'exportation, en pleine régression depuis 20 ans.

Dans le cas de la Guadeloupe, la contribution de chacun des secteurs au Produit intérieur brut est, grosso modo, la suivante :

- agriculture : 12%; industrie : 14%; tertiaire (services et commerces) : 74%.

suite page 24

Le Créol : langue ou patois ?

Au-delà des querelles de spécialistes et de la simple approche linguistique la reconnaissance du créole en tant que langue ou patois est étroitement liée à la conception politique du monde que l'on a.

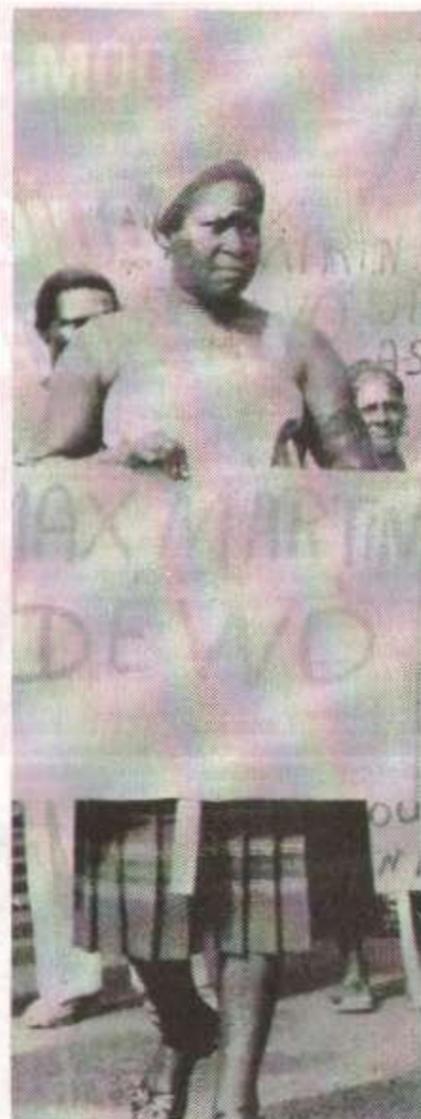
Si pour les tenants du colonialisme, le créole n'est qu'un vulgaire patois, une sorte de « petit nègre », pour les peuples de ces pays, le créole est une langue utilisée de façon courante par la majorité des gens.

Le fait que l'origine du créole ne soit pas aujourd'hui clairement définie importe peu. Comme le souligne Dany Behel-Gister dans « La langue créole force jugulée », le créole est une création linguistique originale née dans un contexte et avec une fonction socio-politique déterminée.

Langue comprenant plusieurs dialectes : guadeloupéen, haïtien, réunionnais... comme la langue occitane comporte divers dialectes : auvergnat, provençal... le créole est un moyen de communication au sein d'une communauté et entre plusieurs communautés opprimées, en même temps qu'un acte de résistance face à cette forme de domination qu'est l'imposition de la langue du colonialiste.

Actuellement, la position prise par rapport au créole constitue plus que jamais un point de clivage culturel et politique.

R.V.



ber, ce sera la faillite de votre économie.» C'est d'ailleurs ce qui est arrivé aux Comores après l'accès à l'indépendance.

A cela, les indépendantistes, guadeloupéens en particulier, répondent que justement l'indépendance aura pour fonction d'établir une économie équilibrée, en relançant en particulier l'agriculture. D'où, concrètement, dès aujourd'hui, les luttes de la petite paysannerie et des ouvriers agricoles guadeloupéens contre la liquidation de la canne, les occupations de terre, le développement de cultures vivrières, ainsi que les luttes contre les fermetures d'usines.

Bibliographie : les journaux indépendantistes guadeloupéens, « Libération Afrique-Caraïbes-Pacifique », « Les Confettis de l'Empire », « Réunion : combats pour l'autonomie », « Coopération et dépendance : la France socialiste face au Tiers Monde », « Encore la France coloniale ».

Le secteur tertiaire emploie plus de 60% de la population active.

A titre de comparaison, les chiffres sont les suivants pour la France :

— agriculture : 5% du PNB; industrie : 38,5%; tertiaire : 56,5%.

UN SECTEUR PRODUCTIF EN PERTE DE VITESSE

Ainsi, jadis axée sur la production agricole (grandes plantations), l'économie des DOM est aujourd'hui presque exclusivement orientée vers la distribution et la consommation de biens produits ailleurs. C'est ce que montre encore l'évolution par secteurs du Produit intérieur brut de la Martinique entre 1949 et 1975 : l'agriculture est passée de 40 à 7,4% du PIB, l'industrie de 16 à 15% et le tertiaire de 44 à 77,5%...

Cette situation — faiblesse du secteur productif et excroissance du secteur improductif — est la caractéristique d'un pays sous-développé. Elle engendre comme conséquence structurelle un chômage considérable : de l'ordre de 30%.

La dépendance accrue à l'égard de la France se manifeste aussi dans la participation croissante de l'Etat français au budget des DOM, et dans le dé-

ficit croissant de la balance commerciale.

Par exemple, le budget de la Guadeloupe est assuré à 61% par l'Etat français.

Les exportations de la Guadeloupe ne couvrent que 20% des importations. La totalité des exportations ne permet même pas de couvrir la seule importation de produits alimentaires.

LE DÉFICIT DU COMMERCE EXTÉRIEUR

Et les choses se sont bien aggravées en 30 ans de départementalisation puisque de 138 millions de déficit en 1949, la balance commerciale de la Guadeloupe est passée à 205 milliards 800 millions de déficit en 1979! De 49 à 79, les exportations de la Guadeloupe ont augmenté de 604%, mais les importations ont augmenté dans le même temps de 3535% (voir tableau).

Il est clair qu'une situation aussi aberrante est le signe d'une économie entièrement artificielle qui ne peut se perpétuer que dans le cadre de la dépendance française.

D'où le chantage alimentaire si savamment utilisé par Giscard dans le passé : « Si la France vous laisse tom-

Le déficit de la balance commerciale en Guadeloupe

	(en millions de francs)				Variations 1979/49
	1949	1953	1975	1979	
Exportations	6 849	8 785	35 300	48 200	+ 604 %
Importations	6 987	11 744	131 500	254 000	+ 3 535 %
Déficit	138	2 959	96 200	205 800	—

Source : « Le Patriote Guadeloupéen » — 63 pour 1949, 1953



Un niveau de vie artificiellement soutenu

L'un des arguments couramment avancé pour justifier le maintien de la domination coloniale française est le haut niveau de vie des habitants des DOM-TOM, comparé à celui des pays indépendants voisins.

Voici ce qu'en pense l'auteur du livre « Les confettis de l'empire » paru en 1976 :

« Oui, elles "font" riches, nos Antilles devant leurs voisins des Caraïbes, comme "fait" riche la Réunion en face de l'île Maurice. (...) Les chiffres que fournissent volontiers les services de l'administration et qui mesurent la "consommation" antillaise confirment bien sûr cette rassurante découverte. Ils peuvent donner matière à des développements satisfaits sur les bienfaits de la départementalisation. La plupart des discours électoraux de la majorité puisent, dans cette nomenclature des signes extérieurs de richesse, leurs arguments les plus péremptores.

« Péremptores et fallacieux bien sûr. Les Antillais sont peut-être riches mais les Antilles sont sûrement pauvres. Et chaque année qui passe les appauvrit davantage. Le visiteur un peu attentif peut trouver dès son arrivée à Fort-de-France, avant même qu'il n'atteigne le centre, le symbole le plus cruel de cette ambiguïté-là. Entre l'aéroport et la ville, les "grandes surfaces" rutilantes ouvertes par les békés* reconvertis dans le commerce alternent avec les vieilles sucreries fermées dont les bâtiments s'écaillent au bord des routes. Consommation et pauvreté, misère dans l'abondance : voilà posés les termes de base des discussions qu'on aura en Martinique ou en Guadeloupe. On ne reviendra pas sur les chiffres qui recensent les chômeurs (40 à 50% de la population active), soulignent l'aggravation vertigineuse du déficit de la

balance commerciale depuis 1946, témoignent de la sous-industrialisation des Isles et de la ruine de l'agriculture. En fait la "richesse" de la Martinique ou de la Guadeloupe — fort inégalement partagée d'ailleurs — est elle-aussi un faux semblant. "L'abondance" ici est concédée, artificielle, administrée comme un anesthésiant par une métropole soucieuse d'abord de prévenir les explosions politiques. (...) Les "poches de misère" restent d'ailleurs nombreuses aux Antilles même si les famines et le sous-développement de jadis ont été éliminés. Une promenade sur les plantations du Sud permet de rencontrer des ouvriers agricoles — de la canne ou de la banane — dont le sort ne fait pas encore honneur à la France. Les familles de chômeurs de Fort-de-France entassées dans une pièce, consolées par le rhum, souriraient sans doute amèrement d'entendre parler du "niveau de vie" des Français d'outre-mer.

« La multiplication dans les Isles des grands hôtels de luxe du business touristique qui fournit quelques emplois subalternes aux Antillais souligne depuis peu et par contraste la pauvreté qui continue de camper dans les villes et les villages.

« Mais mêmes pour ceux des Antillais qui goûtent, malgré tout, à cette "richesse" départementalisée, l'appétit de consommation n'est jamais délivré d'une sourde mauvaise conscience, d'une exaspération impuissante. En élevant le niveau de vie sans avoir été capable de mettre en valeur les richesses locales, en développant de budget en budget les mécanismes d'assistance sociale sans avoir pu briser le "pacte colonial", la France a coincé les Antillais dans un piège. L'assistance est d'abord le salaire de la docilité politique, le "niveau de vie" implique la re-

nonciation à un quelconque destin "séparé". »

En 1981, un responsable syndical des paysans pauvres de Guadeloupe (UPG), s'interrogeant sur les raisons d'une politique sociale de « haut niveau de vie » en contradiction totale avec une économie en crise, déclarait : « On peut se demander si le gouvernement français a intérêt à développer ici une économie équilibrée. Nous posons la question parce que les bases-mêmes de la société guadeloupéenne, le caractère tiers-mondiste de notre économie montrent que le développement économique est en contradiction avec la politique sociale. Nous avons un pays à vocation essentiellement agricole, une agriculture qui doit être mécanisée de façon progressive en libérant les bras pour leur permettre d'investir ailleurs leur force de travail.

« On nous impose une mécanisation irrationnelle. Nous avons un mécanisme de formation des prix tout à fait artificiel qui relève de l'état de développement d'une société capitaliste hautement industrialisée alors que nous travaillons sur une base totalement archaïque.

« Donc, la question de la départementalisation est à notre avis une question politique, et nous disons qu'effectivement tant qu'on nous fera croire que notre objectif comme guadeloupéens est de prétendre au niveau de vie, au luxe que possèdent les consommateurs occidentaux, alors qu'on ne nous donne pas les moyens de développer notre base économique : la production, je dis qu'on nous maintiendra dans un état de dépendance. »

*Békés : descendants des grands colons blancs, propriétaires des grandes plantations.

Réunion, Mayotte, Polynésie : les pions d'un dispositif stratégique

Le maintien de quelques départements et territoires d'Outre-mer sous domination coloniale française prend tout son sens au regard de leur intérêt stratégique. C'est le cas de la Réunion et de l'île de Mayotte dans l'océan Indien, et de la Polynésie, lieu d'expérimentation nucléaire dans le Pacifique.

La course aux matières premières menée par les pays développés ainsi que les énormes ressources minières, pétrolières, agricoles des pays voisins de l'océan Indien expliquent l'enjeu vital des routes maritimes qui traversent cet océan, aux yeux des grandes puissances. D'où la militarisation accrue de cette zone, au grand dam des pays riverains qui se battent depuis plus de 10 ans pour en faire un « havre de paix ».

UNE « ZONE STRATÉGIQUE »

Longtemps seule dans la région, avec la Grande-Bretagne, la France est aujourd'hui concurrencée par les USA, repliés du Vietnam, et par l'URSS qui tente de profiter des nouvelles indépendances. Obligée en outre de plier bagages de Madagascar, il ne lui restait plus qu'à s'accrocher dur comme fer à l'île de la Réunion, et accessoirement à Mayotte.

La France a très vite compris l'importance de sa présence militaire dans l'océan Indien. Un décret de 1949 créait un « Comité de défense du groupe des territoires français de l'océan Indien ». La zone géographique de ces territoires fut qualifiée « zone stratégique » par un décret de 1951.

En 1972, au cours d'un voyage à la Réunion, aux Comores et à Madagascar, Michel Debré, alors ministre de la Défense, avait repris à son compte les propos pleins de franchise d'un amiral français : « L'Océan est à tout le monde à condition qu'on y soit. » Il avait déjà affirmé auparavant que la France pouvait avoir « un grand rôle à y jouer ».

La France, rempart contre la subversion communiste et la menace soviétique fut un autre thème continuellement mis en avant pour justifier la « présence française ». Parlant en 1972 de la « pression soviétique et chinoise »,

Debré ajoutait : « Il est clair que la Réunion, terre française, apporte à ceux qui sont français, par la puissance de la France face à cette hégémonie, la possibilité de résister aussi bien aux subversions intérieures qu'aux menées extérieures d'hégémonies et de conquêtes. »

Ainsi, la « présence de la France dans l'océan Indien est un élément de stabilité et de sécurité ». Stabilité pour qui? Sécurité pour qui? La générosité de la France reste à démontrer.

REPLI SUR LA RÉUNION ET MAYOTTE

En 1973, l'évacuation des points d'appui militaires dans l'île de Madagascar et en particulier de la base de Diégo-Suarez obligeait le commandement français à faire débarquer à la Réunion les paras jusque-là basés à Madagascar. Le général Bigeard observait que ce changement ne posait pas

de problèmes « du fait que l'île de la Réunion —département français— est très bien placée dans l'océan Indien ».

Les forces navales françaises furent ensuite réorganisées : un commandement unique des zones sud et nord de l'océan fut créé; les deux anciennes zones disparaissant pour laisser place à « une zone maritime unique de l'océan Indien, s'étendant de la mer Rouge et du golfe Persique jusqu'à l'Antarctique, de la côte africaine jusqu'à la barrière malaise ». L'originalité de ce nouveau commandement résidait dans le fait qu'il opérait à partir d'un navire. « Les unités lance-missiles, les engins de débarquement et les avions de la force navale communiquent par l'intermédiaire d'un relais hertzien situé à la Réunion. »

En outre, la France a construit — toujours à la Réunion — une installation de navigation « radio globale » Omega. Les opérations d'ensemble

sont dirigées par un conseil directeur où les USA sont présents. Les signaux du réseau Omega peuvent être utilisés par les navires civils et militaires.

L'autre point d'appui militaire de la France dans l'océan Indien reste Mayotte, et l'on comprend ainsi pourquoi l'indépendance de cette île, pourtant partie intégrante de l'archipel des Comores, a été refusée par le Parlement français au terme d'un débat fumeux, tandis que les trois autres îles accédaient à l'indépendance en 1975.

La position stratégique de Mayotte est confirmée par cette déclaration d'un amiral français en 1976 : « Tout ce qui est autour du canal de Mozambique fait un petit peu partie de cette même instabilité, avec Madagascar d'un côté, la Tanzanie de l'autre et les Comores par ailleurs. Dans toute cette région du canal de Mozambique, il y a une rade merveilleuse qui est la rade de Dzaoudzi dans l'île de Mayotte. (...) »

Cela donne aux Comores, pour ce qui est des possibilités de surveillance du détroit de Mozambique, une position privilégiée. »

Ainsi la France, avec la Grande-Bretagne, les USA et l'URSS, fait partie de ces « grandes puissances » présentes militairement dans l'océan Indien, et si sévèrement critiquées par les pays riverains qui réclament depuis la Conférence des pays non-alignés de Lusaka en 1970, la démantèlement de l'océan, l'arrêt du processus d'escalade et d'expansion militaire.

TAHITI : LES RETOMBÉES DE LA BOMBE

Autre point-clé pour la Défense nationale française : la Polynésie, archipel d'une centaine d'îles, dans l'océan Pacifique, et dont la principale est Tahiti.

En 1962, l'indépendance de l'Algérie entraîne l'abandon des sites de tir

du Sahara par l'armée française. De Gaulle cherche alors un autre champ de tir pour sa bombe nucléaire et choisit la Polynésie. En 1963, est créé à Papeete le Centre d'expérimentation du Pacifique (CEP). Ce qui entraîne l'arrivée de milliers de fonctionnaires et de soldats, l'aménagement des sites de Mururoa comme champ de tir, de Hoa comme base principale, et la reconstruction de Tahiti : aménagement du port, construction d'un hôpital militaire, de casernes et d'immeubles administratifs.

Voilà comment de Gaulle qui n'osait pas imposer à la population française et européenne des essais atomiques unanimement condamnés, a transformé la Polynésie en paradis thermonucléaire. Tant pis pour les Polynésiens : ce sont eux qui trinqueront puisqu'il ont « la chance » d'être « Français ».

Retombées radioactives dues aux quatre essais aériens, affaissement de l'atoll de Mururoa dû aux essais souterrains, accidents graves de 1979 et 1981 à Mururoa (où une forte tempête dispersait du goudron fixateur de plutonium dans le lagon) : les conséquences risquent d'être sérieuses et à très long terme pour les habitants.

En 1975, unanimement condamné par les pays et les îles indépendantes du Pacifique (de l'Australie au Pérou en passant par la Nouvelle-Zélande) pour ces essais aériens, le gouvernement français a décidé d'interrompre son programme d'essais atomiques à ciel ouvert, ne procédant plus qu'à des expériences souterraines. Le 5 juin 1975, l'atoll de Fangataufa était inauguré site d'expériences souterraines. Et il y a tout lieu de croire que ce n'est pas fini. En 1982, un représentant de toutes les îles indépendantes du Pacifique obtenait une rencontre avec François Mitterrand pour lui faire part de la préoccupation des gouvernements de la région. La réponse fut claire : il n'est pas question « pour le moment » d'interrompre le programme.

C'est ainsi que pour les besoins d'une défense nationale indépendante, la France maintient d'autres pays sous dépendance coloniale. Une dépendance meurtrière.

CEUX QUI Y TROUVENT LEUR COMPTE

Politiquement maintenus sous domination française, les peuples des DOM-TOM voient — a fortiori — les rênes de l'économie de leurs pays leur échapper. Au profit de qui?

Ce sont essentiellement les grandes bourgeoisies française et locale (les « grands Blancs », descendants des premiers colons européens) qui se partagent « les affaires » : les grandes plantations de canne, de banane ou d'ananas, le secteur industriel avec notamment les Bâtiments et Travaux-publics, et surtout le grand commerce d'importation et le tourisme.

DES PLANTATIONS...

En Guadeloupe, quatre sociétés accaparent l'essentiel des terres plantées en canne. Deux sont françaises : la SISSAG liée au baron Empain (12 148 ha) et la SAUB, du groupe Vilgrain contrôlé par les Grands Moulins de Pa-

ris (8 371 ha). Les deux autres sont à capitaux martiniquais. A titre de comparaison, 47,6% des exploitations guadeloupéennes possèdent chacune moins de 5 ha!

Dans le secteur de la banane, 7% des planteurs possèdent 54% de la surface. La SCEFA, liée à des capitalistes français, est le plus gros propriétaire foncier et employeur. Elle était contrôlée par « l'empereur de la banane », Max Martin, dont l'assassinat au début de cette année, en pleine grève des ouvriers agricoles, a servi de prétexte à une vague de répression.

Mais cet empire se voit concurrencé par l'entrée en scène de la multinationale française « Compagnie fruitière », actionnaire de la Compagnie maritime Fabre de Marseille, soutenue par Dijoud, comme par hasard secrétaire d'Etat aux DOM-TOM sous Giscard...

Après avoir écarté des terres bon nombre de petits paysans guadeloupéens, ces sociétés se lancent dans la spéculation foncière, beaucoup plus rentable que la culture de la canne.

D'excellentes terres agricoles sont ainsi vendues — entre 250 000 et 600 000 francs l'hectare! — pour y construire des villas et hôtels de luxe.

Quant au transport de la banane, par containers, il est assuré par la Compagnie générale maritime, entièrement sous tutelle de l'Etat français.

Les quatre usines en activité appartiennent aux mêmes groupes qui détiennent déjà les grandes exploitations agricoles de Guadeloupe : deux sont à capitaux martiniquais, une appartient aux Grands Moulins de Paris, la dernière étant gérée par une société mixte. Dix usines ont été fermées en 20 ans.

... AU NÉGOCE

Enfin, le commerce de gros, l'import-export et les grandes surfaces font les fortunes de quelques négociants métropolitains ou « grands Blancs ».

On en aura une petite idée si l'on sait que le marché antillais est équivalent à celui de Côte-d'Ivoire ou de Tunisie, pourtant 8 fois plus peuplées que la Guadeloupe et la Martinique réunies.

En Martinique, ce secteur économique est largement dominé par les « grands békés » (qui sont aussi planteurs) : ils y contrôlent le plus grand nombre d'entreprises. 70% de l'import-export, du commerce de gros et des grandes surfaces sont entre leurs mains.

Quelques compagnies de transport maritimes et aériennes, en situation de monopole, imposent des taux de fret parmi les plus élevés au monde, tandis que les marges bénéficiaires des importateurs sont exceptionnellement hautes : environ 60% de la valeur des produits importés.

Dans ces conditions, rien d'étonnant si le coût de la vie dans les DOM-TOM soit de 40 à 50% plus élevé qu'en métropole.

Enfin, au bas de l'échelle des privilégiés du système colonial, mais privilégiés quand même, il faut citer la grande majorité des fonctionnaires qui touchent une prime de 40% et dont les salaires peuvent être 4 fois plus élevés que dans le privé.

Le nickel calédonien n'a pas de prix

La Nouvelle-Calédonie appartient, avec la Polynésie, Saint-Pierre et Miquelon, et Wallis et Futuna, à ce que l'on appelle les « territoires d'outre-mer » ou TOM. Instaurés par la loi cadre de 1956, présentée par Gaston Defferre, les TOM bénéficient théoriquement d'une certaine autonomie politique et administrative, grâce à une assemblée territoriale élue. Le gouvernement y est représenté par un haut-commissaire.

Une autonomie toute relative puisque, dans le cas de la Nouvelle-Calédonie, le vote des trois « lois Billotte » en 1963 a vidé de son contenu la loi cadre de 1956, pourtant bien timorée.

Si la Nouvelle-Calédonie intéresse tant la métropole au point de se voir refuser un statut accordé à d'autres, la raison en est simple, elle tient en un mot : nickel.

En effet, la Nouvelle-Calédonie est le troisième producteur mondial de ce minerai après l'URSS et le Canada. Elle détient 34% des réserves mondiales de ce précieux métal, le plus recherché pour la fabrication des aciers spéciaux.

On comprend dès lors que le monopole français sur la production de ce minerai stratégique, si utile à l'industrie d'armement, doive se maintenir coûte que coûte. D'où les fameuses « lois Billotte » de 63 qui « soumettent

à l'autorisation du gouvernement français toute transaction concernant le nickel et réserve à l'Etat et non plus à l'Assemblée territoriale le privilège d'accorder des exemptions fiscales aux grandes sociétés minières ».

Fondée en 1880, la Société « Le Nickel » (SLN), contrôlée par la banque Rothschild et Elf-Aquitaine, a le quasi-monopole de l'extraction du minerai. La SLN possède ses logements, ses magasins, ses journaux, ses stations d'élevage de bovins, ses camions, ses bateaux, son complexe métallurgique, ses centres d'extraction. Elle assure 96% en moyenne de la valeur des exportations totales de la Nouvelle-Calédonie.

Mais il y a des envieux, en particulier le géant américain INCO (International Nickel Company) qui tente de s'implanter en Nouvelle-Calédonie depuis 1959. La guerre des gangs se poursuit ainsi depuis une quinzaine d'années et INCO a réussi à s'acheter quelques bonnes âmes, membres de l'Assemblée territoriale dominée par la droite. L'hypothèse d'une indépendance blanche à la rhodésienne n'est donc pas à exclure.

Coïncée entre les revendications du Front indépendantiste kanak et les prétentions du concurrent américain soutenu par quelques leaders politiques représentatifs des colons, Paris avait jusqu'ici opté pour le maintien du statu quo colonial.

Un choix conforme aux intérêts politiques et économiques de la métropole, mais de plus en plus générateur de tensions.

Manifestation à 30 km de Nouméa, le 21 septembre 81, à la suite de l'assassinat de Pierre Declercq, secrétaire général de l'Union calédonienne.



C'est sans doute en direction de la Nouvelle-Calédonie que le gouvernement est allé le plus loin dans son train de réformes. Il faut dire que la situation y était particulièrement explosive après l'assassinat du leader indépendantiste P. Declercq, en septembre 81; l'affrontement était imminent entre d'une part les colons (50 000) regroupés derrière le RPR de Lafleur et des groupes d'extrême-droite, et d'autre part, la population kanake (60 000) représentée par le Front indépendantiste.

SOUS LA POUSSÉE DES INDÉPENDANTISTES

S'appuyant sur un accord signé en 1979 entre le PS français et les indépendantistes reconnaissant le droit à l'indépendance kanake, les leaders indépendantistes sommaient le gouvernement de tenir ses engagements antérieurs au 10 mai.

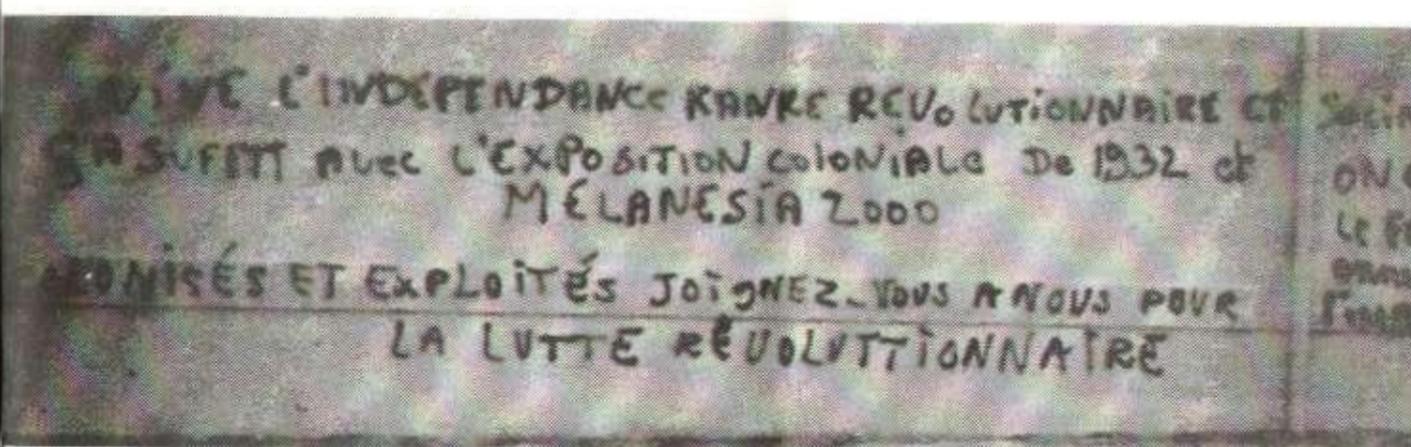
Cet ensemble de données amenait le gouvernement à recourir aux ordonnances pour un « partage plus équitable des responsabilités ». Les réformes touchant à l'organisation du territoire, au problème de la terre, à l'organisation minière et énergétique, à l'identité mélanésienne, au système juridique et fiscal, doivent ouvrir une période de 3 ans à l'issue de laquelle la Nouvelle-Calédonie se prononcera sur son destin.

Ces propositions ont été bien accueillies par toutes les organisations indépendantistes, dans la mesure où elles ne disent pas « non à l'indépendance ». Et les leaders qui avaient affirmé il y a un an, que septembre 82 serait la date d'indépendance de la Nouvelle-Calédonie, ont accepté de reculer l'échéance.

Mais le positif de ces mesures gouvernementales ne doit pas faire oublier qu'elles ne concernent que la Nouvelle-Calédonie. Aucune réforme de ce type n'est proposée aux peuples des autres territoires. Cette restriction nous amène à penser que les mesures prises l'ont été sous la poussée des forces indépendantistes, beaucoup plus influentes en Nouvelle-Calédonie qu'en Polynésie par exemple. Elles ne sont donc pas le fruit d'un projet d'ensemble ouvrant la voie à l'indépendance de toutes les colonies, mais une adaptation à des événements, prenant en compte les rapports de force.

LA DÉCENTRALISATION DANS LES D.O.M.

Concernant les Départements d'outre-mer, le Conseil des ministres du 8



Du nouveau sous le ciel des colonies ?

Incontestablement, le bilan des DOM et des TOM est dramatique. Personne ne peut le nier, même pas Giscard qui, en 1974, avait osé cette formule audacieuse : en finir « avec les séquelles du colonialisme »!

Crise de l'agriculture, absence d'industrialisation — sauf en Nouvelle-Calédonie —, importations françaises de plus en plus massives, chômage aux proportions effrayantes, émigration vers la France des forces vives de la population, mentalité d'assistés. Cette catastrophe a un nom : sous-développement... et une cause : la dépendance.

Se pose alors la question de savoir si l'actuel gouvernement français entend changer cet ordre des choses, et comment ?

septembre a approuvé un projet de loi sur la décentralisation. D'emblée il précise que « l'unité de législation entre les départements d'outre-mer et la métropole, conquête de la loi de départementalisation de 1946, est confirmée ».

Les deux assemblées actuelles (Conseil régional et Conseil général) doivent être remplacées par une assemblée unique, élue au suffrage universel et à la proportionnelle.

Aussitôt, les forces indépendantistes, particulièrement en Guadeloupe où elles sont le plus implantées dans la paysannerie et la classe ouvrière, ont dénoncé cette réforme comme une nouvelle mouture du colonialisme.

Ce que confirment les déclarations d'Emmanuel, secrétaire d'Etat aux DOM-TOM : « Moi, je prétends que la politique que nous voulons mener permettra aux DOM de rester dans l'ensemble français alors que celle de nos prédécesseurs menait à la catastrophe. » Combattu par la droite locale qui sent qu'elle va y perdre quelques plumes, le

projet est soutenu par les partis autonomistes comme le PPM (Martinique), le PS et le PC guadeloupéens, etc. qui y voient comme en 46, le moyen de résoudre les problèmes de leurs pays, au lieu de tirer les leçons de l'échec de la départementalisation. On efface tout et on recommence!

LA CARTE DU NÉO-COLONIALISME

Reste au gouvernement une autre carte à jouer, que l'on aurait d'ailleurs tort de juger contradictoire avec le projet actuel : celle de l'indépendance, mais une indépendance « préparée », du type de celle mise en œuvre par de Gaulle dans les anciennes colonies de l'Afrique sub-saharienne, c'est-à-dire une indépendance néo-coloniale. Il est évident que cette solution ne déplairait pas à la CEE dont Claude Cheysson fut un des commissaires. Elle ne déplairait pas, non plus, à certains grands groupes industriels français qui y ver-

raient le moyen de pénétrer, par exemple, l'ensemble du marché des Caraïbes. Une revue patronale ne soulignait-elle pas à propos des Caraïbes : « C'est ce marché qui devrait intéresser davantage l'agro-industrie française qui peut utiliser la Guadeloupe, la Martinique ou la Guyane comme un "tremplin" d'exportation. »

Au cours d'une rencontre Europe-Caraïbes organisée il y a un an et demi, l'accent n'était-il pas mis sur la nécessité d'industrialiser les Caraïbes, dont les Antilles françaises sont partie prenante. Et Cheysson déclarait alors : « Nous sommes convaincus qu'en aidant chacun de ces pays à s'exprimer dans son identité, dans son respect de soi-même, dans la maîtrise de son propre destin, nous contribuons à la paix. »

Un projet qui risque de saper les bases de l'actuelle bourgeoisie coloniale qui a tout fait pour entraver l'industrialisation des DOM dans la mesure où sa position dominante et sa fortune étaient tributaires des importations — à des prix prohibitifs — en provenance de la métropole. D'où son mécontentement actuel contre les projets d'investissements du gouvernement français par le biais du secteur public.

POUR UNE INDÉPENDANCE VÉRITABLE

Maintien de la dépendance coloniale ou tentations néo-colonialistes? Cette alternative ne répond pas aux intérêts ni aux besoins des peuples des DOM-TOM.

Quant au contenu d'une indépendance authentique, le journal guadeloupéen *Jakata* le définissait ainsi : « Notre but final (...) est de chasser de notre pays les colonialistes français et d'entreprendre la transformation révolutionnaire de la société guadeloupéenne pour le profit et avec la participation active et consciente des masses populaires. »



L'eau courante au village de Liuzhuang



Enfants dans une garderie du village



Récolte de blé

L'agriculture en Chine : avancées et difficultés

Un pays immense aux superficies cultivées limitées. Une population qui a rapidement augmenté depuis 1949 et atteint presque maintenant le milliard d'hommes, dont 800 millions de paysans. Le problème clef de la Chine qui fut traditionnellement terre de famine et de misère est d'abord de nourrir et de vêtir ses habitants, de satisfaire de mieux en mieux leurs besoins. Car si le socialisme ne réussit pas à résoudre ce problème de base, le peuple ne lui reconnaîtra en fin de compte aucune supériorité. Développer la production agricole et industrielle est donc une tâche politique.

Au cours de la Révolution culturelle, une série de mesures favorisant l'égalitarisme, imposant aux communes populaires le carcan d'un plan trop rigide qui ne laissait guère aux paysans qu'un droit, celui de l'appliquer, supprimant les petits marchés ruraux et les parcelles individuelles avaient en fait abouti dans beaucoup de régions à une sorte de passivité de la paysannerie et à une progression très insuffisante de la production. En 1976, compte tenu de l'augmentation de la production, la quantité de céréales par

habitant ne dépassait pas celle de 1957 et le ravitaillement des villes était devenu difficile.

AUTONOMIE RENFORCÉE

C'est en 1978 au cours de la troisième session plénière du Comité central issu du XI^e Congrès que toute une série de mesures ont été proposées pour modifier cet état de choses.

On voulait alors avant tout réveiller l'esprit d'initiative, la créativité des paysans. Dans ce but, l'autonomie des petites collectivités rurales de base a été renforcée, le plan est devenu moins contraignant — ce qui ne veut pas dire qu'on l'ait supprimé. En même temps, on a rompu radicalement avec l'égalitarisme de la période précédente. «Ceux qui travaillaient bien devaient gagner plus». De nouvelles formes d'organisation très souvent liées à ce que l'on appelle en Chine les systèmes de responsabilité sont alors apparues. Toutes sortes de contrats — des contrats de responsabilité — ont vu le jour. Ils revêtent une multitude de formes. Ils peuvent concerner un groupe de paysans qui s'engagent à obtenir telle ou telle production sur une superficie donnée, des primes étant prévues en cas de dépassement. Ailleurs, ils sont passés avec un groupe spécialisé dans tel ou tel domaine agricole ou para-

agricole. Dans d'autres cas, ils peuvent être passés avec des familles, voire même avec des individus. C'est surtout le cas dans des régions particulièrement pauvres où depuis des années le gouvernement devait fournir une «assistance» en grains et en argent.

Dans ces régions qui avaient stagné au plus bas niveau, la confiance dans le socialisme avait parfois été entamée et tout un travail, lent, patient, est donc nécessaire pour la rétablir.

Ces nouvelles formes d'organisation se sont largement développées. On les trouve maintenant dans 80 à 90% des unités de base.

Parallèlement, lopins individuels et marchés ruraux étaient rétablis, certains prix à la production relevés.

La priorité était bien de permettre aux paysans de vivre mieux en assurant un meilleur ravitaillement aux villes et plus de matières premières à l'industrie. Les résultats de cette politique sont manifestes. Les revenus des paysans ont notablement augmenté. La production aussi.

DES EXCES

Mais à situation nouvelle, nouvelles difficultés. Un certain nombre de problèmes ont en effet surgi qui, depuis quelques mois, sont évoqués dans la presse chinoise et que Hu Yaobang a

soulignés dans son rapport au XII^e Congrès.

D'abord le fait qu'en certains endroits, le principe de la propriété collective de la terre et des gros moyens de production ait été tant soit peu oublié. Certains contrats de responsabilité donnent la responsabilité de la production aux familles qui se voient donc attribuer une certaine superficie de terre. Certains ont pensé — et c'est souvent aussi ce qui a été écrit dans la presse française — qu'il s'agissait là d'un retour à l'exploitation familiale et à la propriété privée de la terre. En conséquence, là où ce phénomène est apparu, on a cessé de prélever des fonds d'investissement ou d'amortissement, cessé aussi de réserver un certain pourcentage du revenu pour les fonds destinés à l'aide aux plus défavorisés. Dans d'autres cas, les quotas de vente à l'Etat de certains produits n'ont plus été respectés. Ailleurs, on a procédé à la destruction d'ouvrages hydrauliques (peut-être pour gagner de la terre) ou abattu abusivement des arbres tandis qu'un certain nombre de machines (tracteurs par exemple) étaient «vendues» à bas prix aux paysans.

Depuis plusieurs mois déjà, la presse rappelle que la propriété de la terre et des gros moyens de production relève de la propriété collective et que la

modernisation de l'agriculture ne pourra se faire sur la base de minuscules exploitations familiales. Dans son rapport, Hu Yaobang souligne que «dans un avenir pas trop éloigné, on assistera dans les régions rurales à l'avènement d'une économie coopérative plus perfectionnée et aux formes diversifiées qui sera mieux adaptée aux conditions locales, mieux à même de tirer parti de ses points forts et d'utiliser en grand des techniques de production avancées».

RECTIFIER

Lorsque Hu Yaobang parle de formes diversifiées, il fait référence à une idée force en Chine aujourd'hui. Dans un pays aussi vaste, aux niveaux de développement aussi inégaux, les formes d'organisation doivent être parfaitement adaptées aux conditions locales et progresser sur la base du libre consentement. Le développement, l'expérimentation de ces nouveaux systèmes ne fait que commencer.

La nécessaire correction des erreurs commises ici ou là passe évidemment par le travail d'explication fait par les membres du Parti.

Or, là encore, des problèmes ont surgi : «Des membres du parti ne se soucient plus que de leurs propres activités de production sans se préoccu-

per des intérêts du parti et des masses. Des cellules du parti ont renoncé à exercer leur direction sur les masses.» Un certain nombre de phénomènes négatifs graves (bureaucratisme, privilèges, individualisme forcené et même concussion) sont vigoureusement dénoncés par Hu Yaobang qui ajoute : «Nous ne permettons en aucun cas que l'on exagère cet aspect sombre du parti, mais nous ne craignons pas non plus de le dénoncer.»

Consolider le parti est donc une nécessité. Le mouvement de rectification qui va se dérouler au cours de ces trois prochaines années est donc d'une importance cruciale pour l'avenir de la Chine.

Claude MONNIER

Brochure réalisée par des militants du PCML ayant séjourné en Chine en août 82. Prix : 5,00 F



LA QUESTION DU SIEGE DU CAMBODGE A L'ONU

Chaque année, depuis l'invasion, le Vietnam et ses amis reposent devant l'ONU la question de la représentation du Cambodge. Et chaque année, la communauté internationale vote la représentativité du gouvernement légal du Kampuchea démocratique par un nombre de voix plus grand (71 en 1979, 74 en 1980 et 79 en 1982).

Cette année le vote doit être encore plus largement favorable au nouveau gouvernement de coalition, puisqu'un certain nombre de pays qui s'abstenaient tels les Pays-Bas, le Royaume Uni et la Roumanie (pour ne parler que des Européens) ont décidé de reconnaître le nouveau gouvernement et de voter pour lui. Chaque année, donc, la condamnation de l'invasion vietnamienne s'élargit. Aussi les dirigeants de Hanoï qui attaquent l'ONU « pour son Ingérence dans les affaires intérieures cambodgiennes », ont changé de tactique et préconisent la « chaise vide ». Démontant lui-même la fiction d'un gouvernement cambodgien soi-disant indépendant et en déclarant que tout est négociable, sauf la présence des « Khmers rouges », le gouvernement vietnamien met le paquet pour influencer certains pays et particulièrement la France. Nguyen Co Thach la félicitait dernièrement de ne pas avoir reconnu le nouveau gouvernement et d'œuvrer de ce fait dans le sens de la paix.

La position du gouvernement français n'a pas été rendue publique avant l'assemblée de l'ONU. Un appel de personnalités « pour la reconnaissance du gouvernement de coalition du gouvernement du Kampuchea démocratique » lui a été adressé au nom du respect « de la justice, de la Charte de l'ONU, du droit international et de ses déclarations de principe ». L'abstention de la France dans le vote à l'ONU jetterait un discrédit sérieux sur la politique extérieure de la France vis-à-vis de la communauté internationale et du Tiers Monde.

CAMBODGE AVANT LA SAISON SECHE

L'armée vietnamienne au Cambodge est en train de préparer une nouvelle offensive pour la saison sèche 82-83 qui commence en octobre, rendant les routes et les pistes praticables. Selon des informations en provenance de l'armée thaïlandaise, de nouveaux chars soviétiques, des camions de transport blindés et des fusils d'assaut améliorés sont arrivés au Cambodge. Des voies nouvelles d'accès vers l'ouest du Cambodge, en direction de la frontière thaïlandaise sont en cours d'aménagement par l'état-major vietnamien établi à Siem Reap (tout près des temples d'Angkor). Le premier ministre thaïlandais déclare à propos du retrait partiel (auquel les Vietnamiens ont fait beaucoup de publicité quelques jours après la proclamation du nouveau gouvernement de coalition) « qu'il y a peu de raisons de penser qu'il s'agit d'un véritable retrait, mais seulement d'une rotation des troupes, et qu'au contraire les unités vietnamiennes près de la frontière thaïlandaise sont prêtes à recevoir des milliers de nouvelles recrues ». Bien que Nguyen Co Thach ait protesté contre ces affirmations, il n'en a pas moins laissé planer la menace du « droit de riposte » : « Puisque la Thaïlande et l'ASEAN nous sont hostiles, nous avons le droit d'auto-défense, c'est-à-dire de leur rendre ce qu'elles nous ont fait. » Merci à M. Nguyen Co Thach d'être aussi franc, on le savait déjà : pour le Vietnam, le Cambodge c'est une affaire intérieure vietnamienne !

MEDITERRANÉE : MANOEUVRES DE L'O.T.A.N.

Comme chaque année depuis 1975, l'OTAN organise des manœuvres militaires d'envergure. Commencées le 17 septembre, ces manœuvres dureront un mois, elles se dérouleront en Méditerranée, en Turquie et en Italie. La Grande-Bretagne, le Portugal, la Grèce, l'Italie, les USA et la Turquie y participent, la France ayant aussi envoyé quelques navires de guerre.

POLOGNE : VERS LA DISSOLUTION DE « SOLIDARITÉ » ?

Rendue légale par un décret du Conseil d'Etat, l'existence juridique de « Solidarité » risque d'être abrogée.

En effet, un projet de loi définissant le rôle et le statut des syndicats doit être présenté devant la Diète, courant octobre.

Selon l'Agence PAP, ce texte « empêchera tout retour à la situation d'avant le 13 décembre 81 », jour d'instauration de l'état de siège et rendrait caduc l'enregistrement de « Solidarité », jusqu'ici seulement « suspendu ».

ALLEMAGNE : CHUTE DES SOCIAUX-DÉMOCRATES

Le gouvernement de coalition du chancelier Schmidt est tombé le 17 septembre suite à la démission de quatre ministres du parti libéral.

Le différend entre les sociaux-démocrates du SPD et les libéraux portait sur le budget 82, le SPD étant pour une augmentation des prêts et des impôts pour compenser le déficit budgétaire tandis que les libéraux préconisaient la réduction des dépenses et du bien-être public.

Le 1^{er} octobre, le Bundestag a voté la fin d'une décennie de pouvoir social-démocrate en Allemagne.



ANGOLA-CHINE

Des contacts officiels ont été noués entre la Chine et l'Angola en vue de l'établissement de relations diplomatiques entre les deux pays.

Libéré en 1975 du colonialisme portugais, l'Angola avait rapidement accueilli sur son sol des experts militaires soviétiques et des soldats cubains.

ALGÉRIE-ITALIE

Un accord sur la révision du prix du gaz naturel algérien, semblable à celui conclu entre l'Algérie et la France a été signé avec l'Italie.

Cet accord doit permettre la mise en service d'un gazoduc transméditerranéen de 2 500 km.

GUINÉE : SÉKOU TOURÉ

Pour la première fois depuis l'indépendance, le président guinéen a été reçu officiellement en France.

Rappelons simplement pour mémoire qu'en 1958, la Guinée fut le seul pays de l'ancienne « Afrique noire française » à voter non au référendum organisé par de Gaulle et qui devait garantir la présence néo-colonialiste de la France en Afrique, après les indépendances.

Un « non » que ni de Gaulle ni Pompidou ni Giscard n'avaient jamais pardonné.

ALBANIE : ÉCHEC D'UN DÉBARQUEMENT

L'agence officielle albanaise ATA a publié un communiqué informant d'une tentative de débarquement le 26 septembre d'un gang de criminels exilés albanais. Le gang a été « totalement liquidé (...) par les forces de sécurité du ministère des Affaires intérieures », des unités de l'armée populaire et des habitants de la région.

Selon une déclaration à France-soir, le fils de l'ex-roi albanais Zog affirme que le chef de l'expédition est un de ses partisans.

Résidant en Espagne du temps de Franco, le fils de Zog en a été expulsé en 1979, suite à la découverte d'armes à son domicile. Il a ensuite vécu en Rhodésie avant la libération de ce pays devenu le Zimbabwe, il vit maintenant dans l'Etat raciste d'Afrique du Sud.

SUEDE : RETOUR DES SOCIAUX-DÉMOCRATES

Le 19 septembre, les élections générales en Suède (régionales, municipales et législatives) ont consacré la défaite de la coalition centriste libérale et le retour au pouvoir des sociaux-démocrates, avec O. Palme comme Premier ministre.

PROLETARIAT SPECIAL PALESTINE

Et jusqu'à la dernière pulsation de mes veines je résisterai

Proletariat Spécial Palestine. Sortie début octobre. A commander à Proletariat BP 320 - Marseille Cedex 1

UN EVENEMENT HISTORIQUE EN ISRAEL



Plusieurs centaines de milliers d'Israéliens sur une population totale de 4 millions d'habitants, ont donc manifesté le 25 septembre à Tel-Aviv : la plus grande manifestation de l'histoire d'Israël, pour dire « NON » à Begin et Sharon, réclamer une commission d'enquête indépendante sur les massacres de Palestiniens à Beyrouth et exiger le retrait des troupes israéliennes du Liban.

Un événement d'une portée considérable pour l'avenir des relations entre les peuples palestinien et israélien et pour une issue heureuse au dramatique problème du Proche-Orient.

C'est ce qu'ont souligné plusieurs dirigeants de l'OLP. Abou Saleh, membre de la direction du Fatah et des forces armées de l'OLP : « Après les massacres de Sabra et de Chatila, mon premier réflexe fut de croire que le fossé entre nos deux peuples ne pourrait jamais être comblé. Ce n'est plus mon avis depuis les manifestations de Tel-Aviv ».

Farouk Kaddoumi, chef de la diplomatie palestinienne : « Nous espérons que le mouvement d'opposition en Israël pourra se traduire par le retrait des occupants, non seulement du Liban mais aussi des autres territoires arabes occupés, et que la coexistence entre nos deux peuples pourra s'instaurer sur la base du droit des Palestiniens à l'autodétermination et à un Etat indépendant en Cisjordanie et à Gaza (...). Cependant, de telles perspectives ne pourraient se préciser qu'après la chute du gouvernement fasciste de Begin ». Hawatmeh, dirigeant du FOLP : « Je m'adresse tout particulièrement aux quatre cent mille personnes qui ont manifesté à Tel-Aviv et aux autres qui n'ont pas eu l'occasion de le faire, pour inviter à rechercher tous ensemble, en notre compagnie, la formule qui garantirait la coexistence pacifique entre nos deux peuples dans le respect de leurs aspirations et de leurs intérêts respectifs ».

**On ne veut
ni des Américains
ni des Soviétiques**

La semaine sur le désarmement de l'ONU chaque année (24 au 30 octobre) est destinée à sensibiliser l'opinion mondiale aux problèmes issus de la course aux armements. Des initiatives vont être prises par les divers mouvements et associations, dont l'objectif est de redonner à cette semaine son rôle de sensibilisation, notamment au niveau des médias et des écoles.

Depuis un an on n'a jamais autant entendu parler, en France, de la paix. Beaucoup d'idées qui paraissent saugrenues il y a deux ans sont maintenant des évidences pour beaucoup de monde : que les USA et l'URSS sont à mettre dans le même sac, que l'URSS est une puissance agressive qui n'a plus rien à voir avec le socialisme, que leur volonté de bloc hégémonique est ce qui précisément menace la paix mondiale. De très nombreuses idées ont été énoncées. Ce qui paraissait être un domaine réservé aux spécialistes, les problèmes de la défense, la dissuasion, etc., a été vulgarisé et diffusé et c'est tant mieux. De telle sorte que l'on peut dire que les grandes masses ont accédé à une connaissance qu'on leur cachait et ont pris conscience d'un certain nombre de dangers. Tant d'idées amènent inévitablement à ce que le mouvement pour la paix se présente de façon très hétérogène. Entre ceux, peu nombreux, partisans d'un désarmement unilatéral de la France et ceux, encore moins nombreux, d'un soutien inconditionnel à l'URSS (les partisans des USA sont totalement absents des mouvements pour la paix) se situe une grande masse de l'opinion qui, avec bon sens, estime que quelle que soit la façon dont on prend les choses, que ce soit l'URSS ou les USA qui aient raison, dans tous les cas « c'est l'Europe qui trinque » (voir carte).

DES CALCULS D'ÉPICIER

Fin 1983, les premiers Pershing II, sous clef américaine, seront installés suite à la décision de l'OTAN, de 1979, renouvelée en 1980. C'est cette décision, aggravée par la décision de Reagan d'être doter de l'arme neutronique et par sa cynique éventualité d'une guerre nucléaire limitée en Europe, qui a déclenché les protestations européennes, divisé les partis politiques et les gouvernements de l'OTAN. Face à cela l'URSS qui installait en toute quiétude depuis 1977 ses fameux SS 20, a eu

beau jeu de se présenter comme le champion de la paix.

Il faut savoir qu'en 1977, avant l'installation des SS 20, les USA et l'URSS considéraient que la balance des forces était équilibrée en Europe. Puis en 1979, chacun accuse l'autre de remettre en cause cet équilibre. Il est vrai qu'il est très difficile d'y voir clair dans ces comptes d'épicier puisque chacun des deux se sert de bases différentes pour calculer le rapport des forces en Europe. Néanmoins, en 1982, selon des chiffres fournis par Reagan et Brejnev (voir tableau) on constate, si on prend les chiffres américains, que l'URSS a la supériorité, mais si on prend les chiffres soviétiques (en y incluant le potentiel français et anglais) l'URSS a encore la supériorité!

Selon ces chiffres, l'URSS estime être arrivée à l'égalité grâce à l'installation des SS 20. L'installation des Pershing, selon elle, la mettrait en infériorité.

Or, il est difficile de rentrer dans ces calculs puisque :

— l'URSS sous-estime son potentiel notamment en refusant de compter 2 000 bombardiers à moyenne portée environ, inclus dans les forces du Pacte de Varsovie, alléguant qu'ils font partie de ces forces et pas des siennes ;

— par contre, elle inclut le potentiel anglais et français dans les forces de l'OTAN. Ce qui est valable pour les autres, n'est pas valable pour elle ;

— les USA surestiment le potentiel soviétique d'un millier de vecteurs à des fins de propagande pour obtenir l'appui de son opinion publique en vue d'un réarmement, et obliger l'OTAN à faire un effort supplémentaire dans les budgets de défense des Etats. En proie à la crise, le gouvernement américain espère faire reposer les dépenses sur les gouvernements européens sans que ceux-ci puissent accéder à plus de prise sur l'utilisation de ces nouveaux armements. Le propos américain est simple : « si vous ne payez pas plus, notre protection risque d'être plus faible ».

Si l'URSS, étrangement silencieuse sur le Moyen-Orient, a laissé faire les USA et les arrogants Israéliens en toute tranquillité, il est sûr que l'Europe est bien sa priorité numéro un. En témoignent l'acharnement qu'elle met à exiger le non-déploiement des Pershing, les menaces voilées à l'égard des pays bases de missiles, son soutien aux protestations exclusivement tournées contre les USA. Si les contre-propositions de Brejnev n'ont pas changé depuis 1979 (gel des SS 20 contre non-déploiement des Pershing), Brej-

Les euromissiles

1977 : installation des premiers SS 20 soviétiques en Russie d'Europe pour remplacer, selon Moscou, des SS 4 et SS 5 périmés.

Septembre 1979 : l'OTAN décide l'installation de Pershing II et de Cruise Missile pour rééquilibrer les forces en Europe.

6 octobre 1979 : Brejnev propose un moratoire (gel des SS 20 et du projet de l'OTAN), 160 SS 20 sont déjà installés.

1980 : durant l'année, les gouvernements européens (RFA, Belgique, Hollande et Italie) pas très chauds pour l'installation de Pershing sur leur territoire, l'acceptent sous condition d'ouverture de négociations soviéto-américaines avant 1983.

Décembre 1980 : invasion de l'Afghanistan. Janvier 1981 : réarmement américain et création de la Force de déploiement rapide (destinée au Proche-Orient).

Mai 1981 : l'OTAN décide officiellement l'installation des Pershing.

Septembre 1981 : décision américaine de se

doter d'armes à neutrons.

Octobre 1981 : grandes manifestations européennes.

Novembre 1981 : option zéro de Reagan : démantèlement des SS 20 et non-déploiement des Pershing.

30 novembre 1981 : ouverture des négociations secrètes soviéto-américaines sur la réduction des armes nucléaires en Europe.

Janvier 1982 : suspension de ces négociations suite au coup d'Etat en Pologne.

Mars 1982 : moratoire de l'URSS — gel des SS 20 contre non-déploiement des Pershing (260 SS 20 installés).

28 juin 1982 : début des négociations soviéto-américaines secrètes sur les arsenaux stratégiques nucléaires (START).

12 août 1982 : suspension des START, l'URSS propose la diminution à 1 800 du nombre de vecteurs stratégiques centraux soviéto-américains contre le non-déploiement des Pershing (280 SS 20 installés).

ne est allé jusqu'à accepter une réduction de son arsenal stratégique central (tourné vers les USA) pour préserver sa supériorité acquise en Europe grâce à ses 260 SS 20. Quand on sait que le SS 20 à trois têtes est une arme mobile, offensive et précise, couvrant toute l'Europe, on se pose des questions.

Néanmoins, les années 1981-82 ont montré la force de l'opinion européenne : les USA et l'URSS ne peuvent plus installer en toute tranquillité leur arsenal en Europe et ont été obligés d'entamer des négociations sur lesquelles aucune illusion ne peut plus se faire dans la mesure où chacun prétend ré-

gler le sort de l'Europe en secret en écartant les gouvernements européens. Au mieux ou au pire, il en sortira un accord de limitation de vecteurs comme ceux qu'ils ont déjà signés et qui n'ont jamais empêché la poursuite de l'amélioration qualitative de leur armement.

Pour les mouvements pour la paix, il reste beaucoup de travail sur la planche, et la protestation contre la guerre nucléaire en général risque de limiter singulièrement le mouvement d'opinion que l'on veut consolider.

Estelle DELMAS

	USA	URSS
MISSILES A TERRE	0	496 selon URSS 700 selon USA
MISSILES SUR SOUS-MARIN	0	18 selon URSS 30 selon USA
BOMBARDIERS	164 + 83 basés aux USA	395 selon USA
CHASSEURS-BOMBARDIERS	333	2700 selon USA 461 selon URSS
TOTAL VECTEURS	560 selon USA 700 selon URSS	975 selon URSS 3 825 selon USA
Plus Grande-Bretagne : 119, France : 144 vecteurs		
Total USA + G.B. + France : 823 selon USA, 963 selon URSS		
(Il s'agit ici des vecteurs d'armes et non des têtes)		

LIBAN Une unité impossible ?

Amine Gemayel, traversant officiellement Beyrouth d'est en ouest, vient de consacrer une volonté d'unité nationale. Symbole sans lendemains ? Ou bien clôture des affrontements qui depuis huit ans déjà font du Liban un pays éclaté ? Une volonté y suffira-t-elle ? Les facteurs d'écartèlement propres à la société libanaise subsistent, comme les ingérences extérieures qui continuent de déstabiliser le pays.

Le Liban est un Etat multiconfessionnel. Dix-sept communautés y coexistent dans un équilibre, dont les huit dernières années ont manifesté l'extrême fragilité. D'un côté, les communautés catholiques ne contestant pas Rome — maronites — la plus nombreuse, Grecs catholiques, Syriens catholiques, etc... et celles contestant Rome, Syriens orthodoxes, Arméniens orthodoxes, etc. De l'autre, les communautés musulmanes : chiites, druzes, sunnites.

Ce système « communautaire » (ou confessionnel) rythme la vie quotidienne : seuls les tribunaux religieux sont compétents pour statuer de la vie personnelle — mariage, héritage, adoption. Il détermine le système éducatif propre à chaque communauté et l'accès à la fonction publique.

Le système « communautaire » a façonné le cadre institutionnel et la vie politique. Certes, les partis sollicitent les suffrages pour être députés et la Chambre élit un président de la République, aux pouvoirs exorbitants d'ailleurs. Mais l'équilibre « inter-communautaire » sacro-saint doit être respecté ; depuis le « Pacte national » non écrit de 1943, le président doit être maronite, le président du Conseil musulman sunnite, le président de la Chambre musulman chiite. Un équilibre savant doit être maintenu entre les communautés au sein de l'Assemblée, du gouvernement, de l'armée, de l'administration.

Ce système privilégie de fait la communauté maronite car il se fonde sur une proportion entre communautés établie par le recensement de... 1932 (52% de catholiques alors). Aujourd'hui

la proportion est inversée... mais on n'a plus jamais procédé au recensement. Et pour cause ! Plus, ce système constitue un carcan dans lequel se sont moulés les partis politiques libanais dont la plupart s'apparentent à des « blocs d'intérêts » confessionnels et locaux, autour des chefs des grandes familles, descendants de chefs féodaux. A la Chambre, les noms restent, les prénoms changent de père en fils : Eddé, Frangié, Gemayel, Chamoun et même Joumblatt. A droite, les kataëbs, les phalangistes libanais, organisation à structure et inspiration fasciste, favorable au « Grand Liban » — musulman et chrétien — organise une grande majorité de la communauté maronite alors que le parti de Chamoun a été, toujours, partisan du « Petit Liban » chrétien. A gauche, le mouvement national progressiste libanais, dont l'un des partis est celui de Walid Joumblatt, vise à détruire le confessionnalisme, à promouvoir les intérêts matériels et démocratiques du peuple libanais démuné de travail, d'une vie décente et de liberté.

UNE EXTREME POLARISATION SOCIALE

En effet, à la moitié des années 70, 80% des Libanais gagnaient au-dessous du seuil nécessaire pour faire vivre leur famille. Bidonvilles, sous-alimentation, non-scolarisation étaient et sont le lot de la grande masse de la population alors qu'une minorité vivait — et vit toujours — dans un luxe insolent. La guerre a aggravé le dénuement physique et moral des uns... et n'a pas grandement entamé l'opulence des autres.

« Suisse du Moyen-Orient », le Liban, par sa fiscalité légère, son secret bancaire et les facilités offertes aux financiers et aux spéculateurs, a constitué un pont entre les activités économiques de pays et bourgeoisies arabes et les financiers occidentaux ; le Beyrouth bancaire a crû avec les revenus pétroliers tirés du golfe. De fait, le secteur tertiaire est entré pour 2/3 dans le PNB, alors que l'industrie stagnait au 1/6 et que le déficit vivrier et céréalier s'est accru au fil des ans entraînant la cohorte trop connue : exode rural dans les banlieues des villes, chômage galopant, inflation. La guerre

de huit années a aggravé ces phénomènes.

Enfin, ces contradictions sociales entre très pauvres de plus en plus nombreux et très riches, et de plus en plus riches, recouvrent les disparités confessionnelles et régionales. Le Liban central (Beyrouth et Mont Liban), où se concentre une majorité confessionnelle chrétienne, a constitué un pôle économique dynamique alors que le sud et l'est à majorité musulmane sont très pauvres. Certes chaque communauté a « sa propre bourgeoisie », mais la bourgeoisie libanaise chrétienne majoritaire a toujours de fait déterminé les options économiques du pays.

L'INSUPPORTABLE INGÉRENCE D'ISRAËL

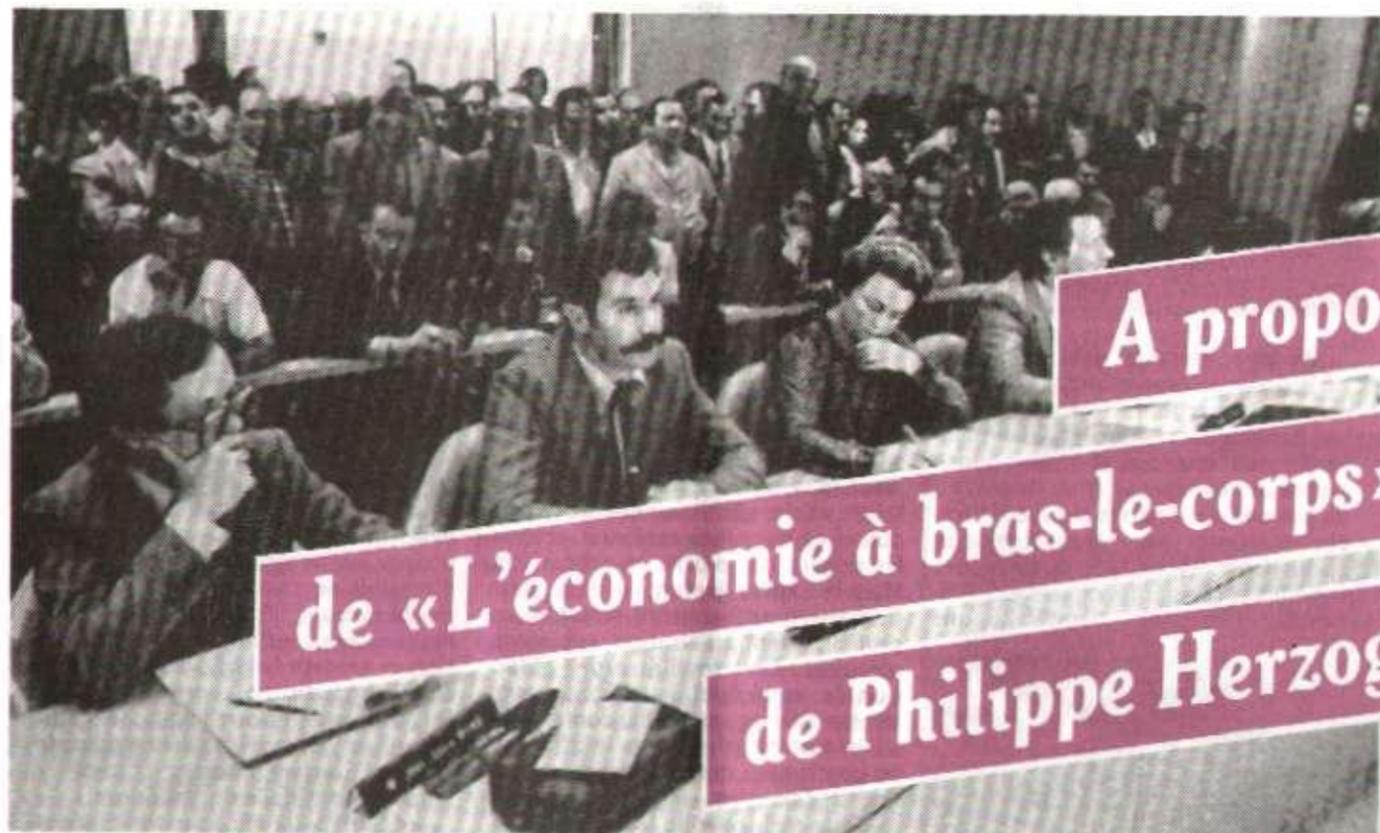
Enfin, la situation géo-politique du Liban, au cœur du Proche-Orient arabe et contigu de l'Etat d'Israël a constitué depuis la guerre une donnée majeure.

Après « Septembre noir » en Jordanie en 70, et sur la base des accords du Caire de 1969 conclus entre la résistance et l'Etat libanais, qui reconnaissent alors le droit aux Palestiniens de participer à la révolution, « au sein de la lutte armée, dans le respect des principes et de la sécurité libanaise », la résistance palestinienne prend le Liban pour base d'appui.

La dimension palestinienne devient décisive dans la vie libanaise. L'Etat sioniste, avec son soutien américain, n'aura alors de cesse de liquider la résistance sur le territoire libanais. Alliance avec les phalangistes, soutien de milices libanaises antipalestiniennes, incursions dans le Sud-Liban, bombardements de Beyrouth... jusqu'à l'occupation armée du Liban depuis juin, le siège et l'occupation de Beyrouth, ont constitué et constituent une ingérence insupportable qui met en danger l'intégrité et la souveraineté libanaises.

Contradictions de classes propres à la société libanaise, carcan politico-confessionnel, occupation sioniste intolérable... telles sont les données qui écartèlent le Liban d'aujourd'hui. Pour l'unité du pays, une condition est préalable : le départ des forces armées israéliennes.

Camille GRANOT



A propos

de « L'économie à bras-le-corps »

de Philippe Herzog

Le 6 septembre, le Bureau politique du PCF publiait une déclaration intitulée « Gagnons la bataille de la production et de l'emploi », lançant une campagne qui fut la toile de fond de la fête de L'Humanité. Le discours du meeting de la fête, prononcé par Philippe Herzog, avait comme thème « Engager le combat, corps à corps, pour le renouveau de l'économie nationale ». A cette occasion était publié le livre de Herzog « L'économie à bras-le-corps », qui se veut « contribution pour aider à l'intervention des travailleurs dans la gestion » et s'adresse « à tous ceux qui veulent agir pour le succès d'une politique de progrès social et national, qui sont parfois déçus des résultats limités et qui réfléchissent aux moyens les plus efficaces pour avancer ».

Il s'agit, tout à la fois, de rechercher les moyens de faire face aux « difficultés de la politique nouvelle », de « conjurer dans les faits-mêmes la menace de l'austérité », de sortir de la crise et d'avancer dans la construction d'une société socialiste.

Ces questions sont effectivement celles qui se posent aujourd'hui au mouvement ouvrier et populaire, à tous les communistes de notre pays. Philippe Herzog en appelle au débat, à la confrontation de points de vue pour trouver des réponses à ces questions : « Nous travaillons dans l'émulation avec d'autres partis ou organisations qui se recommandent du socialisme. Que chacun apporte sa pierre ! (...) Quant à nous, en toute humilité, nous sommes conscients du caractère perfectible de nos idées. Nous n'avons par ailleurs aucun esprit de monopole. Nous disons simplement : on ne peut pas laisser les choses en l'état, ce serait l'échec pour la gauche et une grande déception pour les travailleurs. » Et il précise, en conclusion : « Je renouvelle l'appel pour un débat sérieux, loyal, constructif. »

Tel est l'esprit qui nous anime, nous aussi, en présentant une première contribution critique aux thèses de Philippe Herzog. Nous ne prétendons pas à l'exhaustivité, d'autant que c'est la mise en pratique de ces thèses qui permettra le mieux d'en apprécier les différents aspects. Nous reviendrons sur cette mise en pratique dans de prochains numéros de *Travailleurs*. Pour cette fois, après une première lecture du livre de Philippe Herzog, nous soulignons, en deux articles distincts : 1. son constat utile de la situation actuelle, assorti de conclusions fort discutables ; 2. les failles et les dangers de sa perspective stratégique.

Pierre BAUBY



Philippe Herzog, auteur de « L'Économie à bras-le-corps »

Un constat utile, des conclusions fort discutables

Philippe Herzog, dans son livre « *L'économie à bras-le-corps* » commence par analyser les racines des difficultés économiques actuelles. Elles tiennent « avant tout dans la gestion quotidienne des entreprises et de l'argent » : les patrons et dirigeants réduisent l'emploi et souvent même la production et l'outil de production; gèrent des masses énormes et croissantes de ressources financières, mais en transfèrent une

RENTABILITE CAPITALISTE ET GACHIS

Philippe Herzog développe longuement la critique de la rentabilité capitaliste et des gâchis auxquels elle conduit. Les immenses capitaux accumulés exigent des profits en proportion. Mais le capital jugeant la production française insuffisamment rentable, ces profits partent à l'étranger, se placent, spéculent. Ceci conduit à une réduction des emplois et des dépenses pour les travailleurs, aux abandons industriels, aux investissements insuffisants, au gonflement des patrimoines et des revenus financiers.

Cette recherche de la rentabilité capitaliste est la cause de l'inflation : les firmes françaises, s'étant fixé comme priorité le marché mondial, pratiquent des prix plus élevés en direction du marché intérieur qu'à l'exportation; les capitaux cherchent leurs profits de façon croissante dans les opérations commerciales, financières, dans les services marchands, grévant ainsi les prix; l'endettement croissant des entreprises entraîne l'augmentation des frais financiers et des prix, tandis que l'inflation déprécie leurs dettes.

Les conséquences en ont été la triple aggravation du chômage, de l'inflation et de la contrainte extérieure : production industrielle à peine au niveau de 1974, suppression d'un million d'emplois industriels, régression des investissements, déficit des paiements. Au total, sont réunies « toutes les conditions d'une terrible aggravation de la crise pour les années 80 — sauf si la gauche, heureusement au pouvoir, attaque le mal à ses racines ».

LE GOUVERNEMENT DE GAUCHE

« Le gouvernement de gauche a entrepris la concertation au sommet avec les représentants des travailleurs, mis plus d'argent public vers le social et la recherche, et aussi vers les entreprises,

faisant appel au dynamisme des patrons. La réponse à cet appel est négative. Dans les groupes nationalisés eux-mêmes, les débuts de la gestion nouvelle sont préoccupants. »

Philippe Herzog souligne que « le bilan de la première année de politique industrielle est limité » : les restructurations avec menaces de suppressions d'emplois se sont poursuivies dans la machine-outil; Péchiney et Rhône-Poulenc ont continué leur restructuration et bradent les colorants, les fibres chimiques; aucune coopération entre les groupes de l'électronique; fermeture prévue des usines sidérurgiques de Denain, Longwy, Pompey, accentuant la ruine industrielle de ces régions.

« L'ambiguïté des missions confiées au secteur public » est soulignée par Philippe Herzog qui rappelle la lettre de mission aux nouveaux Pdg : « Vous rechercherez d'abord l'efficacité économique, par une amélioration continue de la compétitivité. Les critères habituels de la gestion des entreprises industrielles s'appliqueront intégralement à votre groupe : les différentes activités devront dégager un résultat d'exploitation suffisant pour assurer le développement de l'entreprise et la rentabilité des capitaux investis devra être normale. » Herzog précise alors : « Personne ne conteste l'utilité de résultats d'exploitation positifs. Mais



Quand Philippe Herzog pratique la méthode Coué ...

Philippe Herzog consacre un chapitre aux autres « recherches d'une croissance plus sociale », dans lequel il analyse, en particulier, les thèses du Parti socialiste et de la social-démocratie européenne.

Il souligne, à propos du « Projet socialiste », qu'il « est pris dans la contradiction entre l'accroissement du profit jugé nécessaire, mais sans tenir compte des gâchis du capital, et la relance de la consommation, impérative pour les débouchés mais contradictoire avec le profit. » Il précise que « le Projet socialiste, s'il étend les libertés, reste circospect sur l'accès des travailleurs à la gestion. C'est là un des points d'hésitation ou de réticence qui laissent du champ au patronat. En définitive, ce texte comporte une double contradiction. D'une part, il retient des objectifs sociaux, mais d'autre part il ne se propose pas de combattre les gâchis du capital (le principe de réduction des inégalités n'en tient pas lieu). D'autre part, il escompte un compromis avec le capital (il en faut, mais sur quelles bases?), mais ne s'appuie pas franchement, d'autre part, sur la mise en œuvre d'une démocratie économique impliquant la mobilisation des travailleurs pour de nouvelles gestions. »

Abordant plus généralement les thèses de la social-démocratie, et en particulier celles de Jacques Delors et de Jacques Attali, Philippe Herzog écrit : « Tous les courants sociaux-démocrates situent les problèmes au niveau des coûts sociaux, des défis technologiques et du Tiers Monde. Tous considèrent que les politiques déflationnistes sont des remèdes de cheval dangereux. Ce-

s'ils restaient fondés sur des réductions d'emplois et dilapidés en opérations financières et investissements extérieurs, les résultats économiques seraient encore négatifs. »

A propos du blocage des salaires et des prix, Philippe Herzog souligne la justesse des objectifs de la deuxième phase de l'action gouvernementale, combattre à la fois le chômage et l'inflation. Mais le blocage des salaires peut entraîner une baisse du pouvoir d'achat des salariés, ce qui entraînerait une nouvelle réduction de l'activité et une aggravation du chômage. Il précise : « Si des sacrifices pouvaient être efficaces, les travailleurs les consentiraient. Ils ont le sens du devoir national et l'ont maintes fois prouvé. Sans doute aujourd'hui beaucoup s'y résigneraient — ce n'est pas

pendant, sous la pression du capital, ils peuvent y être conduits, car ils butent devant l'inefficacité croissante des interventions publiques inspirées de Keynes. (...) Pourrait-on bâtir une vie plus belle avec une réduction du niveau de vie? Les dirigeants socialistes ne le pensent certainement pas, mais ils peuvent juger cette réduction provisoirement nécessaire, alors que seule une action anticapitaliste hardie avec les travailleurs pourra créer des conditions économiques solides pour le progrès social. L'austérité, au contraire, compliquerait les problèmes. »

Est-ce là une critique sévère des choix économiques adoptés par le gouvernement depuis juin?

L'argumentation est serrée et sans répliques... mais Philippe Herzog s'en défend bien vite : « La politique gouvernementale actuelle n'est pas la simple application du Projet socialiste. Elle tient compte de la diversité des composantes à gauche et de leur rapport des forces, de l'expérience pratique apportée par la gestion face à la crise. » Philippe Herzog pratique ici la « méthode Coué » pour se convaincre... et nous convaincre que le gouvernement « va dans le bon sens ». Mais les faits sont têtus : la politique gouvernementale n'est pas l'application d'un quelconque « programme commun » ; son inspiration vient bien des sphères dirigeantes du Parti socialiste; nous n'en sommes plus au « projet » et aux hypothèses... mais à une application et à une réalité rigoureuses, celles de l'austérité!

la même chose. Mais combien seraient vraiment convaincus de l'efficacité de ces sacrifices? » Plus loin, il précise : « Un transfert de ressources des salariés vers les profits peut intervenir, mais un fléchissement de l'activité économique pourrait conduire cependant à de mauvais résultats financiers pour les entreprises, comme à des difficultés accrues pour les budgets publics et sociaux. »

On ne saurait reprocher à Philippe Herzog, ayant écrit son livre en juillet, de ne pas parler des dernières mesures gouvernementales concernant la sortie du blocage des salaires et des prix et donc de la baisse du pouvoir d'achat d'au moins 5% cette année imposée aux travailleurs. Mais dès juin, avec l'annonce de ces mesures d'accompagnement de la dévaluation, il était clair

que la politique gouvernementale s'engageait dans la voie de l'austérité, changeait d'orientation pour s'intégrer dans le moule général de celle de l'ensemble des pays occidentaux (Cf. *Travailleurs* n°1). Philippe Herzog soutient le contraire : « La politique économique décidée le jour de la deuxième dévaluation intervenue en juin 1982 n'est pas un alignement sur les politiques étrangères d'austérité. » Mais les raisons qu'il avance (maintien du pouvoir d'achat sur 18 mois, effort d'investissement d'abord dans le cadre du secteur



nationalisé et pour reconquérir le marché intérieur, espoir de mesures contre les gâchis financiers) ne convainquent pas. C'est ainsi que Pierre Mauroy, inaugurant le SICOB, le 23 septembre, déclare à propos des 140 milliards destinés à la filière électronique : « Je tiens à saluer particulièrement les entreprises étrangères. La France a toujours été et restera heureuse d'accueillir sur son territoire des industries étrangères. (...) Elles savent qu'elles peuvent bénéficier, en arrivant dans notre pays, de l'effort considérable engagé par le gouvernement en faveur des entreprises et plus particulièrement en faveur de celles qui se rattachent à la filière électronique. » Il y a là de quoi s'interroger sur la réalité de la politique gouvernementale quand il s'agit de reconquête du marché intérieur!

Du constat intéressant, même si incomplet ou édulcoré, des réalités économiques actuelles... à l'approbation d'une politique gouvernementale dont Philippe Herzog s'entête à ne pas cerner la nature de politique d'austérité, il y a une faille de raisonnement que la volonté affirmée de maintenir « la solidarité gouvernementale » et de considérer le gouvernement comme « base d'appui » pour l'avancée démocratique ne saurait un seul instant justifier. Car il y va des intérêts à court et à long terme des travailleurs de notre pays.

« La gauche est au pouvoir pour créer les conditions du progrès social et national » affirme Philippe Herzog dans son livre. Pour ce faire, il faut une production accrue de richesses, permettant de « créer les conditions d'une vie plus belle et plus libre », « produire français et créer les conditions d'une croissance nouvelle, humaine, sociale, efficace, est un choix décisif. »

QUATRE CONDITIONS POUR UNE CROISSANCE NOUVELLE

Pour ce faire, Philippe Herzog définit quatre conditions essentielles :

1. le développement de productions compétitives délibérément orientées vers le marché intérieur pour réduire des importations excessives et anticiper les besoins futurs de la société et de l'économie;

2. un immense effort de qualification des travailleurs et de promotion technologique, prenant appui sur la révolution scientifique et technique et un développement hardi des efforts de coopération d'intérêt mutuel avec d'autres pays;

3. des ressources suffisantes pour s'engager dans cette voie (réduction des dividendes, des marges commerciales, des frais généraux, des profits bancaires, des sorties de capitaux, des revenus excessifs) et remettre en cause les critères de rentabilité financière;

4. l'intervention des travailleurs, qui doivent « aller à la gestion », chercher des solutions orientées vers les besoins sociaux et nationaux, faire reculer l'esprit de délégation de pouvoirs.

Philippe Herzog souligne deux nécessités pour obtenir de bons résultats : — que le gouvernement ne recule pas devant les pressions des patrons, mais fasse plus confiance à la classe ouvrière et aux salariés, à leur capacité de proposer et de construire;

— que ceux-ci interviennent dans la gestion des affaires pour la changer, exiger un bon usage des ressources et de l'argent, élaborer des projets, devenir comptables des résultats.

DES NOUVEAUX CRITERES DE GESTION

Une insistance toute particulière est mise sur la nécessité d'utiliser de nouveaux critères de gestion, en lieu et place du critère de rentabilité capitalis-

Gestion aujourd'hui

te, c'est-à-dire de la recherche du profit maximum : « L'effort de financement public et de crédit sans remise en cause des critères de gestion des entreprises peut entraîner non pas de meilleurs résultats économiques, mais une montée des déficits publics et de l'inflation. » Ou encore : « Nous considérons que des décisions fondées sur les seuls critères de la gestion capitaliste ne pourraient aujourd'hui qu'aggraver la crise. »

Philippe Herzog présente les nouveaux critères de gestion élaborés par Paul Boccard et qui visent à maximiser non plus le profit mais les richesses créées et la part qui sert au développement des hommes et des peuples. Ces critères doivent permettre de lutter contre les gâchis, de lutter contre l'inflation, de limiter les importations, de ne plus restreindre les salaires et les qualifications ouvrières, de tenir compte du coût social du chômage. Nous aurons l'occasion de revenir sur ces nouveaux critères dans un prochain numéro de *Travailleurs*. L'ensemble de cette problématique, l'intervention des travailleurs dans la gestion, la reconquête du marché intérieur, les nouveaux critères de gestion débouchent sur ce que Philippe Herzog appelle une économie mixte.

UNE ECONOMIE MIXTE

Philippe Herzog resitue les différentes solutions préconisées pour aujourd'hui dans la perspective du socialisme à la française. Il insiste, pour ce faire, sur la nécessité d'« oser réduire les gâchis du capital, de concevoir autrement la gestion en dépassant le point de vue des patrons, en ne faisant pas du profit et de la rentabilité l'alpha et l'omega, de s'extraire du carcan des sociétés multinationales et des impérialismes ».

Il propose une « transformation progressive de l'économie, comportant bien entendu des avancées plus rapides dans les moments où le rapport de forces permet de faire reculer les positions du capital, avec développement de rapports sociaux et de critères de gestion marquant une transition au socialisme. La construction du socialisme est un processus de long terme qui s'opère dans la mixité des formes

d'économie publiques et privées, le conflit et l'émulation des idées. »

L'intervention des travailleurs dans la gestion se présente donc comme devant permettre d'avancer dans la transition au socialisme, dans le cadre d'une économie mixte où coexisteraient secteur public et privé, critères de rentabilité capitaliste et critères la mettant en cause. Une telle voie est-elle opérante et réaliste, permet-elle réellement de déboucher sur le socialisme ?

La France continue à être un pays capitaliste et impérialiste, dont l'économie est régie par la loi fondamentale de recherche du profit maximum et dont les rapports sociaux reposent sur l'antagonisme entre la bourgeoisie et le prolétariat. Les forces du grand capital, le patronat continuent à imposer leurs choix, leurs lois, leurs critères. Ils continuent à avoir des positions de force dans l'appareil d'Etat et multiplient avec arrogance les pressions et manœuvres pour empêcher ou saboter tout changement favorable aux travailleurs, pour arracher concession sur concession au gouvernement. Les licenciements se poursuivent au gré des restructurations et du redéploiement des capitaux. Les investissements sont toujours en baisse malgré l'augmentation des aides et subventions publiques. Les placements spéculatifs en France et à l'étranger restent la règle.

socialisme demain ?

Tel est bien l'ennemi de classe auquel les travailleurs ont à faire face. Il emploiera tous ses moyens pour combattre avec acharnement les forces ouvrières et populaires, pour défendre par tous les moyens le système capitaliste et impérialiste et ses profits. C'est à juste titre que Philippe Herzog pose la question : « Comment inciter les patrons du secteur privé à accroître les productions efficaces et les emplois, en tenant compte qu'ils demeurent propriétaires de leur entreprise et travaillent selon les critères du profit et de la rentabilité ? » La réponse consistant à « s'efforcer d'entraîner le privé vers des fonctions sociales positives », tout en le contraignant à respecter des conditions sociales et démocratiques (droits des travailleurs, partage de certains pouvoirs de gestion) ne correspond pas à la réalité d'aujourd'hui de la lutte de classes et du rapport des forces.

LES DANGERS DE CETTE DEMARCHE

La démarche proposée par Philippe Herzog nous apparaît positive pour dénoncer le système capitaliste dans tous ses aspects et sous tous ses angles, pour éduquer la classe ouvrière, pour proposer ce que serait une société

socialiste reposant sur la satisfaction des besoins populaires et définir des axes de mobilisation et d'action allant dans ce sens. Mais cette démarche ne nous semble pas être de nature à permettre la transformation socialiste de la société. L'économie mixte, mi-capitaliste, mi-socialiste, nous apparaît en elle-même et reste, en fait, une société capitaliste. Les nationalisations, en elles-mêmes, ne conduisent pas automatiquement au socialisme, mais peuvent déboucher, on l'a déjà vu, sur un renforcement du capitalisme monopoliste d'Etat.

Cette démarche présente, de plus, un autre danger bien réel, celui de la collaboration de classes. Philippe Herzog l'aborde en parlant de risque d'un consensus social pour des choix économiques négatifs ou de celui d'un super capitalisme monopoliste d'Etat. Mais il estime que ces risques peuvent être dépassés par l'intervention des travailleurs. Cela n'a rien d'évident, d'autant que l'objectif donné à cette intervention, « développer des productions compétitives tournées vers la reconquête du marché intérieur » peut conduire à demander aux travailleurs de faire des sacrifices. L'exemple de la Libération, qu'Herzog souligne tant dans son livre que dans son discours de la Courneuve, est là pour montrer que l'intervention des travailleurs dans la bataille de la production ne conduit pas inéluctablement au socialisme.

La voie proposée par Philippe Herzog pour sortir de la crise, pour avancer vers le socialisme nous apparaît donc sous-estimer les capacités de résistance, d'adaptation et d'intégration du système capitaliste et impérialiste.

ROMPRE AVEC L'IMPERIALISME MONDIAL

Cette voie se heurte également à l'insertion de la France dans le marché impérialiste mondial et aux règles qui le régissent. Philippe Herzog l'aborde et envisage le désengagement progressif des banques par rapport aux circuits spéculatifs internationaux, l'émancipation de la domination des cartels industriels et technologiques, la protec-

tion des fléaux du marché.

La politique économique mise en œuvre par le gouvernement depuis juin 82 montre bien qu'en ne contestant pas les règles régissant le marché mondial et en faisant de plus en plus de concessions aux intérêts capitalistes et impérialistes, on est obligé de faire une politique qui ne diffère pas fondamentalement de celle des autres pays capitalistes. Cela pose le problème de la rupture avec le marché impérialiste mondial.

Philippe Herzog insiste sur la nécessité de « modifier les relations extérieures, défavorables tant pour notre croissance que pour le développement d'échanges français plus diversifiés et plus équilibrés (considérer, par exemple, le manque à gagner avec les pays socialistes et le Tiers Monde). » A plusieurs reprises, il procède à cette assimilation du Tiers Monde et des pays socialistes, et parle, à leur propos de « forces de progrès » sur lesquelles il faudrait s'appuyer plus hardiment.

S'il est certain qu'une politique nouvelle en France, favorable aux travailleurs, est impossible sans un renversement d'alliances en direction des pays et peuples du Tiers Monde, pour la satisfaction de leurs besoins et la construction d'un nouvel ordre économique international, l'assimilation entre ceux-ci et les pays socialistes est abusive. Car le Tiers Monde se heurte, pour son développement économique, aux deux superpuissances impérialistes, USA et URSS, et pas seulement à l'impérialisme américain. La division internationale du travail, l'intégration économique, la souveraineté limitée des Etats socialistes, proposées par l'URSS, conduisent à renforcer sa domination hégémonique sur les pays de l'Est et sur les pays du Tiers Monde qui s'y associent : ces pays perdent progressivement la maîtrise de leur propre production et les moyens de l'organiser en fonction de leurs propres besoins.

La France ne sortira pas de la crise en passant du marché impérialiste mondial à des rapports privilégiés avec l'autre superpuissance. Elle ne le fera qu'en développant ses rapports et ses alliances, sur un pied d'égalité et sur la base de leurs revendications, avec les pays et peuples du Tiers Monde, en allant dans le sens de la rupture avec l'impérialisme. C'est dans cette voie, encore bien peu explorée jusqu'ici, que le mouvement ouvrier et les communistes de notre pays doivent s'engager pour sortir de la crise et définir un socialisme correspondant réellement à ce qu'est la France des années 80.

L'un des mats d'ordres centraux du Parti communiste français (Economie et politique d'avril 1982)



François de Closets nous propose dans son dernier livre « *Toujours plus* », une promenade à travers les conditions de vie des Français. Chacun connaît la verve de de Closets... au moins à la télévision. Son livre n'en manque pas. Les raisons de cette promenade : c'est la crise, finie la prospérité, qui doit se serrer la ceinture?

UN POINT DE DÉPART INTÉRESSANT

Au moment où l'on parle de solidarité, de corporatisme, de cotisation chômage pour les fonctionnaires, de vignettes sur le tabac et l'alcool, ce livre arrive bien sur le marché. Monsieur Mitterrand l'a sur sa table de chevet, Barre l'a emporté en vacances : c'est un indice. Le point de vue de cette étude est assez intéressant s'il n'est point fort nouveau : le classement des Français par fiche de paye reste superficiel, il faut dans l'examen faire intervenir un nouveau facteur, le facteur non-monnaire.



les 3 000 hauts fonctionnaires qui oscillent entre 20 000 et 25 000 francs (certes sans les primes). Les corporations privilégiées sont bien épinglées : ingénieurs des Travaux publics, le corps des Mines, la centaine de Trésoriers payeurs généraux (50 000 francs par mois), une bonne partie des 353 Conservateurs d'hypothèques (je ne connaissais par cet état civil des biens immobiliers, ni son rapport financier), les receveurs principaux des douanes, les mêmes mais aux PTT. Au passage,

devient périlleux et sa cible floue. Car outre les 7 890 000 personnes qui n'atteignent pas la moitié du revenu moyen par habitant donc sont dans la pauvreté et la misère en 82, les autres ont peu ou prou des avantages et des acquis. Faut-il en revenir, dans une situation de crise — pour qui? — à prendre comme base la pauvreté et à cingler ceux qui ont, par leurs luttes, leur position stratégique aussi d'accord, leur organisation encore, réussi à obtenir une plus juste rétribution de leur force de travail? Où est la douane dans une société comme la nôtre entre l'avantage et la justice?

Il y a bien sûr une justification à cet exercice : nous sommes en crise, il faut être solidaire! Que ceux qui ont des avantages et la sécurité de l'emploi, des revenus, payent; que les « capitaines » d'industrie, ceux qui prennent des risques dans l'économie de marché se voient largement rétribués, car leur succès entraînera le succès de tous. Voilà une perspective qui essaie de se

DANS «TOUJOURS PLUS» DE FRANÇOIS DE CLOSETS

Des privilèges... un peu, beaucoup, toujours plus.

Le facteur non-monnaire est d'ailleurs parfois bien sonnante et trébuchante lorsqu'il s'agit de primes, de prêts bonifiés ou de régimes fiscaux; il l'est bien moins, c'est vrai, si l'on y inclut les avantages et acquis aussi divers que l'âge de la retraite, la sécurité de l'emploi, la protection syndicale, le restaurant d'entreprise, la considération sociale, les possibilités de formation et de promotion ou les conditions de travail.

ATTAQUER LES FÉODALITÉS

Réduire les inégalités, attaquer les féodalités voilà un beau programme et, en cette matière, François de Closets nous offre de multiples pistes judiciaires. Nous avons tout à fait apprécié son chapitre sur sa croisière en « haute privilégiateure ». Apprécié certes, quant à imaginé, c'est autre chose... car le profil du privilégié par la combinaison du statut et du salaire commence autour de 40 000 francs mensuels dans la sécurité et sans contrainte pour atteindre l'inimaginable — deux comme cela membres de notre parti et cela augmente sensiblement notre budget!

Au total quelques milliers de personnes dont ne sont ni les ministres ni

nous verserons une larme sur M. Fourcade qui, appelé par Giscard au ministère des Finances, y perdit la moitié de ses revenus : il gagnait 600 000 francs par an comme directeur de la CIC!

Lorsqu'une étude fut faite sur un échantillon de 370 000 salariés respectables d'entreprises, on en trouva 84 à plus d'un million par an (nouveau, s'entend!) et 320 entre 600 000 et 1 000 000 francs : Pdg pour l'essentiel, directeurs et cadres supérieurs pour le solde. La liste de ces privilégiés pourrait se poursuivre encore avec certains pilotes d'avion, la moitié des 6 686 notaires, les syndics-liquidateurs et administrateurs judiciaires ou charognards des charognards.

Beau chapitre en vérité que cette croisière et il y en a d'autres tout aussi bons.

L'Expansion qui cita ce livre le mois dernier semble avoir de beaucoup préféré les passages prenant de plein fouet les statuts et rémunérations des employés de la Caisse d'épargne, de ceux de l'EDF et autres entreprises privées ou publiques.

UN EXERCICE PÉRILLEUX

C'est là que l'exercice de de Closets

situer entre le capitalisme libéral et le capitalisme dirigé, ou dans les deux à la fois. Une société à la carte! François de Closets frôle une autre solution, mais il la rejette avec dégoût.

« Mon raisonnement repose sur le postulat — fondé sur l'expérience mais indémontrable en théorie — que l'économie planifiée ne peut pas assurer le même niveau de vie que l'économie de marché et que celle-ci ne se conçoit pas sans insécurité. » C'est une profession de foi.

Nous en faisons une autre. Les erreurs et injustices produites par l'économie planifiée — de l'URSS — enregistrées aujourd'hui, si elles imposent de trouver des voies socialistes nouvelles, n'autorisent en rien à rabaisser nos ambitions et nos espoirs au replâtrage impossible d'une société impérialiste, encore moins à sa simple gestion. Il y a plus à faire que des seules réformes de justice et d'égalité sociales. Toujours plus.

D'accord pour enlever les verrues... mais c'est le cancer qu'il faut extirper : l'exploitation de l'homme par l'homme dans notre société capitaliste ou par le marché impérialiste mondial.

Alain SENTIER

PARLONS - ENSEMBLE

Ce « *Parlons ensemble* » avec Michel Capron, membre du Centre d'études anti-impérialistes (CEDETIM) inaugure une nouvelle rubrique de *Travailleurs*. Nous la voulons lieu de discussions avec des militants, des organisations et des forces du mouvement ouvrier et populaire. Lieu ouvert aux expériences et aux approches différentes qui font la richesse de sa réflexion collective et qui sont l'objet de confrontations nécessaires, quant aux grandes questions posées dans la France et le monde de 1982 : l'impérialisme et la rupture d'avec lui; le socialisme, ses avancées, ses erreurs et ses difficultés; les voies pour y parvenir; les mutations de la société française, etc. La parole a été donnée dans ce numéro aux militants et chercheurs du CEDETIM, dont le travail déjà ancien sur les questions de l'impérialisme est une sérieuse contribution au débat.

L'impérialisme français après le 10 mai

Interview de Michel Capron,

membre du Centre d'études anti-impérialistes (CEDETIM)

● Quelles formes principales prend l'impérialisme français?

Bien que ce ne soit pas la forme principale, on peut certainement mettre en tête l'existence de colonies « classiques » (TOM-DOM) qui est plus l'expression d'une volonté de présence politique et militaire que celle d'intérêts économiques.

Sur le plan économique, l'impérialisme français se manifeste par sa participation à l'échange inégal, par l'utilisation à large échelle de main-d'œuvre immigrée sous-payée et par l'expansion des firmes multinationales françaises, qu'elles soient publiques ou privées. Il est partie prenante du système international de domination par sa participation aux institutions et aux instruments qui permettent de maintenir la dépendance économique et financière de la plupart des pays du monde au camp occidental (FMI*, Banque mondiale, GATT*, etc.).

Mais l'impérialisme français agit également de façon autonome, surtout dans les domaines idéologique et militaire. L'importance de la coopération technique et culturelle (qui comprend d'ailleurs une partie militaire), notamment en Afrique, permet de maintenir une influence, sans laquelle la pénétration économique et politique ne serait guère possible. Le réseau diplomatique mis en place par de Gaulle permet souvent de maintenir artificiellement des

régimes n'ayant aucune assise démocratique et aucun soutien populaire, mais qui sont de fidèles alliés du Quai d'Orsay, pratiquement en toutes circonstances.

Sur le plan militaire, il faut garder présent à l'esprit que la France est la deuxième puissance militaire occidentale, le troisième producteur d'armes mondial (qu'elle exporte en grande partie) et que sa présence militaire se manifeste encore très vivement dans certaines parties du monde (Afrique de l'ouest, océan Indien, Pacifique).

Le maintien de relations historiques particulières permet aussi à l'impérialisme français d'intervenir de façon privilégiée dans des régions d'importance stratégique comme le Moyen-Orient.

● Y a-t-il quelque chose de changé depuis le 10 mai 1981?

Il faut tout d'abord bien comprendre que la France, en tant qu'Etat, reste fondamentalement impérialiste et que, quelle que soit la volonté politique gouvernementale, on ne change pas en quelques années ce que l'histoire a accompli en plusieurs siècles.

Au départ, les intentions gouvernementales ont fait naître de réels espoirs: on promettait la régularisation des immigrés sans papiers, leur droit de vote aux élections municipales, la cessation des expulsions, on promettait de nouvelles formes de coopération avec le

Tiers Monde, fondées non plus sur la domination et l'exploitation, mais sur la solidarité avec les peuples. Par contre, il était clair que la France resterait ancrée dans l'alliance militaire occidentale et qu'il n'était pas question de renoncer à d'éventuelles interventions militaires.

Après un an et demi d'exercice du pouvoir, il faut bien dire que beaucoup d'espéros ont été déçus. En particulier par rapport à l'immigration. Après un bon départ marqué par l'arrêt des expulsions des jeunes immigrés et la reconnaissance du droit d'association, les choses se sont gâtées assez vite : la régularisation des sans papiers a été effectuée selon des critères illogiques qui ont abouti à la régularisation de 110 000 seulement sur 300 000, ce qui rend la situation encore plus précaire pour ceux qui n'ont pas été régularisés; le gouvernement a abandonné l'idée de faire voter les immigrés et deux lois ont été adoptées : l'une, sur l'entrée et le séjour des étrangers, est plus dure sur les conditions d'entrée que par le passé et conduit, en fait, à légaliser certaines pratiques policières (comme par exemple la prison d'Arcen). La seconde loi concerne le travail clandestin, plus sévèrement réprimé, mais qui aboutit à faire expulser le travailleur, alors que le patron est seulement condamné. Par ailleurs, on a pu relever des déclarations de préfets (en Ile-de-France) que l'extrême-droite n'aurait



Des relations toujours maintenues avec l'Etat raciste et ségrégatif de l'Afrique du Sud.

pas reniées. Enfin, il faut ajouter que, récemment, les expulsions ont repris (42 à Marseille). Sur le plan de l'immigration, on a vraiment l'impression que plus on s'approche des municipales et plus le pouvoir fait une politique visant à désamorcer les critiques de la droite.

Sur le chapitre de la question coloniale, les choses n'ont jamais été claires, même dans les déclarations d'intention. Là aussi, on a pu constater, dans un premier temps, une rupture avec la politique antérieure de répression. Dans les DOM, la mise en place de la décentralisation, avec la future Assemblée unique élue à la proportionnelle a été présentée par le secrétaire d'Etat, Emmanuelli, comme une solution pour maintenir ces pays dans le giron de la France. Ces derniers mois, en Guadeloupe, la répression a repris : les milieux syndicaux ont été inquiétés et un ouvrier agricole a été condamné à 3 ans de prison pour un motif futile, d'ailleurs non prouvé. Dans les TOM, et en particulier en Nouvelle-Calédonie, il semble que le gouvernement ait été poussé par la pression des événements qui pouvaient mener à l'indépendance. Mais ses tergiversations ont permis à la droite de relever la tête et d'enrayer le processus amorcé.

En matière de relations économiques et de coopération avec le Tiers Monde, il y a les discours et il y a les actes et la distance est souvent importante entre les deux. Il faut tout d'abord dire, en préalable, que les discours ne sont pas unifiés au gouvernement : Cheysson rêve d'un « new deal » planétaire, qui résoudrait, comme par enchantement, la crise, dans le Nord comme dans le Sud, et Cot plaide pour un développement « autocentré », fondé sur les potentialités intérieures des pays dominés. Dans la pratique et pour l'essentiel, les relations économiques se poursuivent comme auparavant : la politique en matière d'exportations et d'investissements à l'étranger ne remet absolument pas en question les fondements impérialistes de la pénétration française dans les pays dominés. Ce qui est significatif à cet égard, c'est que la nationalisation des grands groupes industriels et bancaires (les multinationales françaises) s'est effectuée sans aucune remise en question de leur rôle ; on peut même dire qu'au contraire, elles ont été confirmées dans leur fonction de fer de lance de la pénétration économique française dans le monde.

On pourrait dire, cependant, que dans deux cas, le gouvernement a rompu avec les pratiques antérieures : d'une part, les efforts faits, dans le cadre de la CEE, pour aider les pays de la ligne de front en Afrique australe à se sortir de leur dépendance économique vis-à-vis de l'Afrique du Sud et, d'autre part, la signature du contrat de gaz avec l'Algérie. Mais on peut aussi interpréter ces deux exemples comme une volonté, dans un cas, de créer une nouvelle zone d'influence, et dans l'autre cas de maintenir des relations privilégiées, qui, en tout état de cause, ne peuvent être étendues à d'autres pays.

En matière de coopération, rien ne semble encore définitivement joué et trois axes restent possibles : la continuité dans le giron occidental, la modernisation de l'impérialisme français ou la remise en cause par la France de son propre impérialisme.

Dans le domaine diplomatique, on peut noter que les seules initiatives novatrices et courageuses ont été prises dans des régions situées hors de la zone d'influence traditionnelle de l'impérialisme français (Amérique centrale et Afghanistan, notamment) ; par contre, il n'y a aucun changement dans ce qui constitue la sphère d'influence.

Pour terminer, il faut ajouter que les déceptions sont particulièrement vi-

ves sur deux problèmes qui avaient fait l'objet de grands discours moralisateurs avant le 10 mai : les ventes d'armes, d'une manière générale, et les relations avec l'Afrique du Sud.

● Le fait de ne pas remettre en cause le marché mondial n'a-t-il pas des conséquences pour les travailleurs en France ?

Bien sûr que oui ! La crise que nous vivons est une crise de l'ensemble du système capitaliste mondial ; chaque pays essaye de résoudre ses difficultés intérieures en s'efforçant d'être plus agressif sur les marchés extérieurs et par conséquent à mettre en difficulté le voisin sur son marché intérieur. On nous dit que c'est une guerre commerciale et que, n'ayant pas d'autre choix, il faut bien se résoudre à participer à cette guerre, avec toutes ses conséquences. Or, dans une guerre, il y a des vainqueurs et des vaincus, mais il y a surtout des ruines des deux côtés. Et cela, nous ne pouvons pas l'accepter, d'autant plus qu'on peut rechercher d'autres voies, mêmes si ce n'est pas facile. Les travailleurs des pays industrialisés et les peuples des pays dominés ne doivent pas faire les frais d'un aveuglement qui risque de conduire le monde au désastre.



« Quitter la France pour des cieux plus profitables », telle était la légende de la revue du PCF Economie et politique de juillet-août 80. Le redéploiement de type impérialiste n'est-il pas encore la stratégie économique officiellement retenue ?

Il y a eu, ces dernières années, trop de références au « modèle » japonais pour qu'on ne soit pas inquiet. Tout se passe comme si les capitalistes dans le monde voulaient essayer d'aligner les conditions d'exploitation de la force de travail dans les vieux pays capitalistes sur ceux des pays où les travailleurs sont les moins protégés. Il est

évident que c'est là que réside fondamentalement l'intérêt objectif de solidarité entre les travailleurs de nos pays anciennement industrialisés et ceux des pays où l'industrie est naissante.

● Qu'est-ce que cela signifierait « rompre avec l'impérialisme » et quelles en seraient les conséquences ?

Bien entendu, c'est une question difficile et on ne peut pas y apporter de recettes miracles. La rupture avec l'impérialisme signifie fondamentalement la rupture de tout lien de dépendance et de tout lien de domination. C'est aussi le refus de la division internationale du travail, recommandée ou imposée par les grandes puissances, les organismes financiers internationaux et les firmes multinationales. Pour n'importe quel pays, cela suppose d'axer l'activité productive à partir de ses ressources propres (matières premières, qualification de la force de travail...) et de l'orienter en priorité vers la satisfaction des besoins intérieurs ; cela a forcément pour conséquence de réduire le volume des échanges extérieurs (importations et exportations). Mais tout cela ne peut être rendu possible qu'à la condition d'une transformation profonde des rapports sociaux de production et d'un nouveau type de développement des forces productives. Concrètement, cela signifie de produire d'autres biens, d'une autre manière pour la satisfaction de besoins déterminés différemment. Pour un vieux pays industriel comme la France, cela pose évidemment le problème de la conversion d'une bonne partie de l'appareil de production, de l'autonomie des entreprises et de la mise en œuvre d'une planification orientée vers cet objectif, sans parler de la remise en cause de l'hypertrophie bancaire.

Sur le plan des relations extérieures, les conséquences sont nombreuses et importantes. Une telle politique implique une grande maîtrise du commerce extérieur et des changes ; elle passerait probablement par des mesures inévitables de protection pour certains secteurs. Elle supposerait un contrôle très rigoureux des investissements étrangers en France et des investissements français à l'étranger. Elle conduit nécessairement à la rupture avec la plupart des organismes financiers internationaux (Banque mondiale, FMI, ...). Elle impose de s'assurer le maximum de maîtrise technologique, en évitant de recourir à l'achat de brevets à l'étranger



L'égalité des droits pour tous les travailleurs français et immigrés, un objectif à conquérir

(ce qui stimulerait la recherche en France). Mais comme il ne s'agit pas d'une politique d'autarcie, elle contraindrait à discuter avec les autres pays des conditions de nouveaux rapports de solidarité et de réciprocité, permettant également de réduire leur extraversion.

Il faut être conscient que la rupture des liens de domination implique aussi de rompre avec les mécanismes de prélèvement du surplus et de la rente. Ceci aurait nécessairement des conséquences en ce qui concerne les conditions de vie de certaines catégories de travailleurs ; c'est pourquoi, toute cette politique exige également un nouveau type de consommation.

● Justement, dans votre livre sur « l'impérialisme français », vous écrivez que l'affectation du surplus impérialiste à la rémunération de la force de travail équivaut à 8% de celle-ci ?

On peut discuter ce chiffre, parce qu'il résulte de calculs ayant été faits à partir d'approximations. D'autre part,

il serait nécessaire de reprendre les calculs car depuis la rédaction de ce livre, les données se sont modifiées. Mais il nous paraît difficile de contester la réalité du fait qu'une partie des travailleurs en France bénéficie des prélèvements impérialistes. Et c'est bien là la difficulté essentielle de la lutte anti-impérialiste en France. Ce n'est pas un hasard s'il y a toujours un malaise chaque fois qu'on évoque cette question dans le mouvement ouvrier français. Et ce n'est probablement pas un hasard si, à de rares exceptions près, le mouvement ouvrier français, de toute son histoire, ne s'est jamais massivement mobilisé contre l'impérialisme de son pays.

A notre avis, on ne gagne rien à éluder ce problème. Il faut le voir bien en face ; ce sera le seul moyen de le résoudre.

* FMI : Fonds monétaire international
* GATT : General agreement on tariffs and trade, accords de réduction des barrières douanières dans les échanges internationaux, favorisant dans les faits les pays impérialistes.



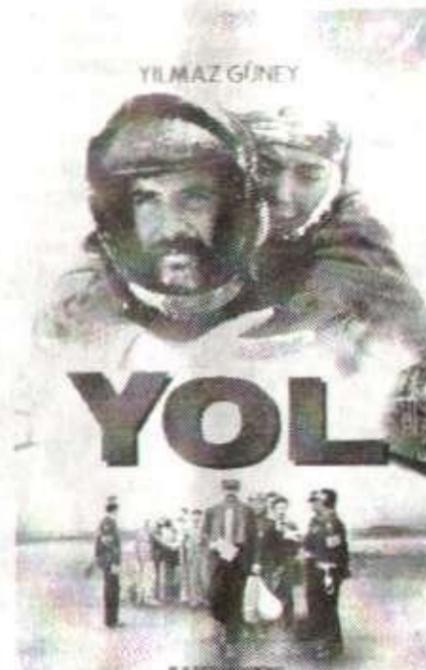
Missing de Costa-Gavras

Septembre 1973, Chili. La date en elle-même est déjà tout un programme... Un programme sanglant joué par la junta chilienne sur une mise en scène d'ITT et un scénario de la CIA. Charles Horman va se retrouver au générique bien malgré lui. La veille du coup d'Etat, il est en excursion à Vina-del-Mar, coquette petite cité balnéaire... Il y lie connaissance avec un compatriote un peu spécial, un de ceux qui font beaucoup de tourisme précisément là où la soldatesque écrase, soudain, les libertés. Entre compatriotes, on cause, trop quelquefois... Horman recueille des confidences dont il ne comprendra la portée que plus tard, quand les uniformes verdâtres quadrilleront Vina-del-Mar et Santiago et tout le pays. Le calcul est dès lors simple et implacable : journaliste + confidences : il doit disparaître. Logique...

Son père, homme d'affaires US bien-sous-tout-rapport, qui-croit-en-la-justice-de-son-pays, et la femme de Charles mènent l'enquête. L'ambassade de la si démocratique Amérique du Nord les aide de « son mieux » dans leurs recherches, à sa manière vu que parmi les « aides » se trouve le touriste « à la langue trop bien pendue » de Vina-del-Mar. Il continue son boulot, fonctionnaire rétribué, comme le font tous ces défenseurs du « monde libre » : « Il y a 3 000 entreprises américaines qui exercent leur activité dans ce pays. Nous sommes-là pour protéger vos intérêts et ce sont là vos intérêts » s'entendra dire Horman-père.

La caméra nous restitue cette réalité, dans toute son horreur et sa froideur. Et, par delà l'histoire des Horman, fait réel ayant eu un énorme retentissement aux Etats-Unis,

Costa-Gavras nous montre la répression, les milliers de disparitions, la normalisation... Normalisation, un mot qui, en polonais, turque, tchèque, argentin ou chilien, n'a nul besoin de traduction, le staccato des mitrailleries ou le rugissement des chars sont là pour aider à la compréhension. Ce n'est plus seulement la personne de Charles Horman, journaliste américain arrêté et mort sous la torture, qui est en jeu. C'est le peuple chilien tout entier plongé dans l'horreur de la nuit fasciste.



Yol d'Yilmaz Güney

Au rythme saccadé des trains qui traversent la Turquie, emmenant les prisonniers permissionnaires, Yilmaz Güney nous livre une succession d'images-choc sur son pays. De ville en ville, ses « permissionnaires » vont, essayant de retrouver leur passé, quelques bribes de leur vie d'avant... et aussi un avenir ! A travers leurs yeux, leur cœur, leur chair... la Turquie nous apparaît torturée, martyrisée, cadenassée par le régime fasciste d'Ankara, mais aussi dans le carcan des

traditions féodales séculaires... Derrière ce constat, cette résignation apparente, un irrésistible parfum de liberté est là, pourtant, entêtant, obsédant...

Où il y a oppression, il y a révolte. Les hommes subissent le joug du régime; les femmes subissent, en plus, le fardeau d'une oppression ancestrale qui, par ricochet, pèse aussi sur les hommes... surtout sur ceux des jeunes générations. Le film de Güney n'est pas un pamphlet rageur contre cet état de choses. Il ne montre pas une voie toute tracée pour le changer. Mais par touches successives, on voit, on comprend, on ressent... Il y a l'omniprésence de l'armée, les contrôles incessants. Il y a la femme adultère qui doit payer de sa vie pour « laver l'honneur » de la famille. C'est bien plus « causant » et révélateur que de grandes tirades...

« Yol » signifie, littéralement, la voie... Sous les pas de Seyit et des autres, peu à peu, on la discerne aussi impeccablement tracée qu'une voie romaine... Et, sous les sabots du cheval d'Omer, la liberté chante déjà...

Claude DHALLUIN

A voir ou revoir, du même auteur : « Le Troupeau »...

AVIS AUX AMATEURS

Le roman policier est un genre « en or » pour décrire une réalité tout en distrayant... Mais, comme disait je ne sais plus quel sage, « il faut séparer le bon grain de l'ivraie ». Le meilleur est bien souvent noyé dans le pire. Alors, quand on tombe sur un bon autant en faire profiter les copains.

« Qui vous parle de mourir ? » de G. Carré et D. Cohen est de ce genre-là. Je ne raconterai pas l'intrigue, ça serait gâcher le plaisir des amateurs... mais, sans rien révéler de compromettant, je peux préciser que l'action se situe après le 10 mai 81. Elle a comme support le climat social et politique de cette époque — ce qui implique bien des choses. De plus, les « héros » sont confrontés à l'extrême-droite qui, les auteurs ont réellement beaucoup d'imagination, a des liens très très étroits avec la police. Tout ça écrit dans un style rapide et sans fioritures inutiles qui n'est pas sans rappeler le roman noir américain (le grand), avec en sus un brin de gouaille qu'on ne trouve pas souvent outre-atlantique.

(Ed. Gallimard — Série Noire)

PALAIS DES CONGRES (PARIS)

du 23 septembre au 26 octobre 1982

LA ROUTE DE LA SOIE

Féerie en deux actes et huit tableaux présentée par l'ensemble de chants et danses du Gansu (troupe officielle de la République populaire de Chine)

LENDÉPANDANS !



UPLG

LITTERATURE ANTILLAISE,
GUYANAISE, REUNIONNAISE ...

De la révolte à la prise de conscience

C'est délibérément que l'œuvre d'auteurs comme Aimé Césaire, Simone Schwartz-Bart, Edouard Glissant, Joseph Zobel... n'est ni présentée, ni analysée ici. C'est délibérément que les lignes qui suivent sont consacrées à des romans ou à des poèmes écrits essentiellement entre 1968 et aujourd'hui.

Cette « jeune » littérature, qu'elle soit martiniquaise, guadeloupéenne, réunionnaise..., possède de toute évidence un dénominateur commun : la dénonciation du fait colonial, en s'attachant à dépeindre l'oppression quotidienne et la révolte qui en découle, à des niveaux différents cependant. L'engagement politique de chaque auteur transparaît dans la relation des événements, l'analyse des personnages et l'évolution de la prise de conscience de ceux-ci.

LES ROMANS DE LA RÉVOLTE

Dans un cas, il s'agit de la révolte, à son niveau le plus élémentaire et qui traduit les déséquilibres nés du colonialisme. Révolte qui se manifeste par le désir de tuer ou par le meurtre d'un colon, par celui d'un contremaitre, souvent de même « race » que le « révolté » mais qui reproduit l'autorité et l'image du colonialiste, ou bien encore par celui d'un compatriote, épave du colonialisme, qui a abusé de « la compagne » ou trahit la communauté. Parmi les ouvrages représentatifs de cette démarche l'on peut entre autres citer le roman guadeloupéen de Moutoussamy « Il pleure dans mon pays » ; « Xavier, le drame d'un émigré antillais » de Tony Delsham ; « Quartier 3 lettres » du réunionnais Axel Gauvin.

LES ROMANS DE L'ENGAGEMENT

Le roman martiniquais d'Honoré Alfred Seitu « Agodôme-dachine », lui, prend fin sur la montée des eaux d'une rivière, sur une crue qui emporte toutes les impuretés ; demain les eaux seront calmes et claires... symbole de la révolte qui gronde et des lendemains qui chantent. Prise de conscience d'où naît l'engagement, au terme d'un lent cheminement au cours duquel la misère s'est accrue, l'injustice est apparue plus flagrante... Engagement qui débouche sur la lutte, une lutte plus souvent vaincue par la répression que victorieuse, à l'image de la réalité dans la période actuelle.

Guadeloupéen, Max Jeanne, retrace à travers « La chasse au Raccoon » les événements qui secouèrent son pays en 1967 et qui aboutirent, l'année suivante, au procès de dix-huit militants du GONG. Se voulant un réquisitoire con-

tre le colonialisme et le reflet d'une étape de la lutte du peuple guadeloupéen, le roman de Max Jeanne est aussi un exercice de style, l'auteur mêlant au fil du récit : poésie, reportage, transposition du langage parlé en langage écrit... donnant un rythme certain à l'ouvrage mais qui gêne la lisibilité, non seulement au niveau de la forme mais également au niveau politique.

« Les gens de Bonne-Espérance » de la guadeloupéenne Lucie Julia et « Les muselés », roman réunionnais, d'Anne Cheynet font aboutir le récit à la nécessaire organisation contre l'oppression et font explicitement référence aux partis communistes de ces pays. Si nous ne partageons pas la ligne développée par ces partis concernant l'avenir de leurs pays, force est de reconnaître que ces romans participent à la lutte anticolonialiste par la dénon-

Pour évoquer la culture de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Guyane et de la Réunion, il aurait fallu parler du cinéma et de la musique. Avec la littérature, nous avons choisi un mode d'expression que nous pouvons utiliser ici dans le soutien que nous apportons aux peuples de ces pays dans leur lutte pour l'indépendance.

ciation des conditions de vie imposées aux peuples de ces pays. Ils ont le mérite d'exister en l'absence, à l'heure actuelle, d'une littérature progressiste et révolutionnaire.

Ceux dont l'intervention sur le front culturel est liée à la lutte pour l'indépendance semblent être plus à l'aise dans cette autre forme d'expression littéraire qu'est la poésie : en particulier les Guadeloupéens Sonny Rupaire et Luc Rainette et le Martiniquais Monchaochi. Il est d'ailleurs significatif que ces poètes-militants aient choisi de s'exprimer principalement, voire même uniquement, en créole alors que les auteurs cités plus haut écrivent en français, n'utilisant le créole que pour quelques expressions, noms de choses ou coutumes et non en tant que langue.

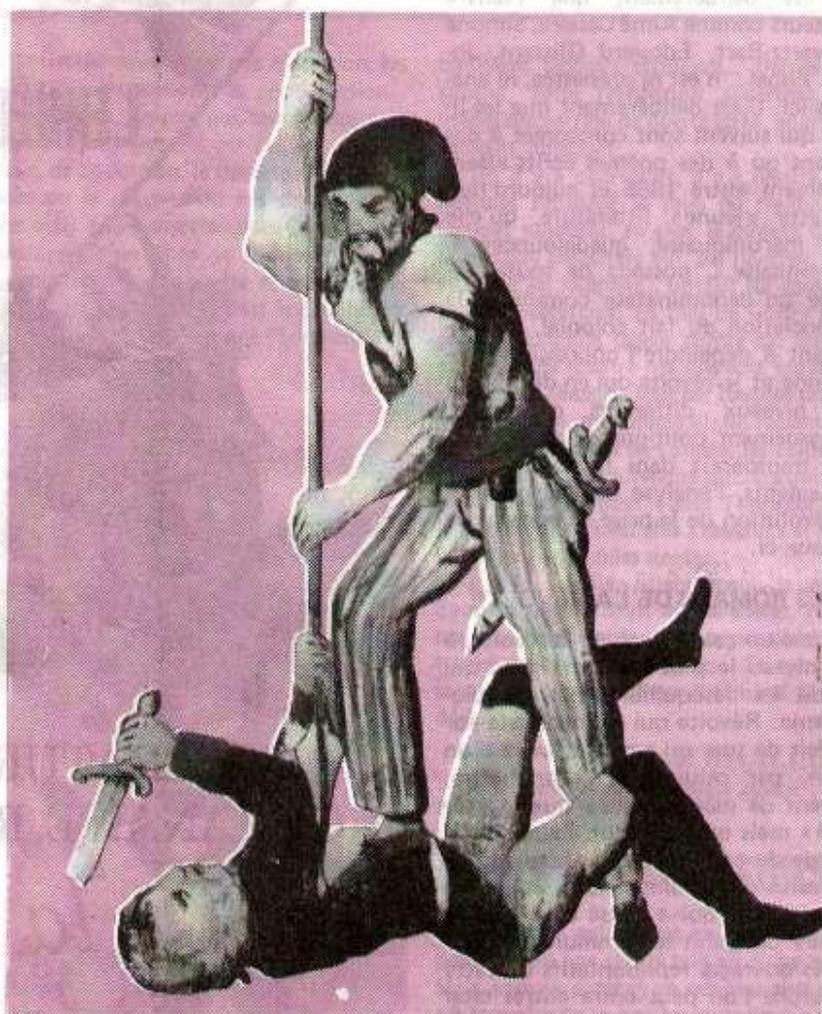
Robert VALLOT

SOMMAIRE

Notre journal	2
Editorial	3
Faire face	
Ça s'est passé	4
Municipales : échec à la droite	5
La croisade des naufrageurs	6
Refuser l'austérité	8
Droits et libertés	10
La ligue des droits de l'homme	
Chômage : le fléau	15
Citroën-Talbot	21
Une page est tournée	
Municipales et statut de Paris	22
DOM-TOM	23
Toujours des colonies	
L'Agriculture en Chine	30
Brèves internationales	32
Désarmement	34
Ni Américains, ni Soviétiques	
Liban	36
Une unité impossible?	
A propos de « L'économie à bras-le-coups » de P. Herzog	37
Notes de lecture	42
« Toujours plus » de F. de Closets	
Parlons-ensemble	43
L'impérialisme français	
Culturel	46

Ont participé à ce numéro : Pierre Bauby, Gilles Carpentier, Claude Dhalluin, Estelle Delmas, Camille Granot, Claude Liria, Claire Masson, Claude Monnier, Emile Plantier, Alain Sentier, Robert Vallot.

Travailleurs : BP 90 — 75962 Paris Cedex 20 . Tel : 16 (1) 366. 71. 53.
 Directeur de publication : M. Cuisinier. Abonnement d'un an : 100 Frs.
 Commission paritaire en cours. Imp. Presse d'Aujourd'hui, BP 90 75962 Paris Cedex 20. Imp. ICT.



« Comprendre la révolution »

« La Révolution française se situe dès lors au cœur-même de l'histoire du monde contemporain, au carrefour des divers courants sociaux et politiques qui ont partagé les nations et les partagent encore. Révolution bourgeoise classique, elle constitue par l'abolition sans compromis de la féodalité et du régime seigneurial le point de départ de la société capitaliste et du système libéral représentatif dans l'histoire de la France. Révolution paysanne et populaire elle tendit par deux fois à dépasser ses limites bourgeoises : en l'an II, tentative qui, malgré l'échec nécessaire, conserva longtemps valeur prophétique d'exemple, et, lors de la Conspiration pour l'Égalité, épisode qui se situe à l'origine féconde de la pensée et de l'action révolutionnaires contemporaines. Ainsi s'expliquent sans doute ces vains efforts pour dénier à la Révolution française, précédent dangereux, sa réalité historique ou sa spécificité sociale et nationale. Mais ainsi s'expliquent aussi le tressaillement qu'a ressenti le monde, et le retentissement de la Révolution française jusque dans la conscience des hommes de notre siècle. »

C'est en ces mots qu'Albert Soboul, historien et militant communiste, termine l'un de ses ouvrages intitulé « Comprendre la révolution ». Ce mois de septembre 82, Albert Soboul vient de disparaître; et il n'est meilleur hommage à son travail qui a sérieusement enrichi la connaissance de la Révolution française, que de lire et relire ses écrits.